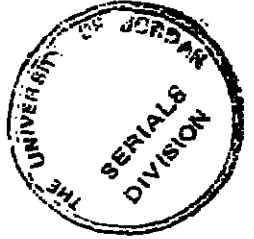


Guide Arts et Spectacles

Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14471 - 6 F

JEUDI 8 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Le maire de Paris veut faire du camping sauvage

Paris. Le maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement, a déclaré mardi 6 août qu'il envisageait de faire du camping sauvage dans le bois de Vincennes, à Paris. Il a déclaré que le bois de Vincennes était un espace public qui appartenait à tous les Parisiens et qu'il avait le droit d'y aller faire du camping. Il a ajouté que le camping sauvage était une activité qui était très répandue dans le bois de Vincennes et qu'il n'y avait rien de mal à cela. Il a déclaré que le camping sauvage était une activité qui était très saine et très agréable et qu'il avait le droit d'y aller faire du camping. Il a ajouté que le camping sauvage était une activité qui était très répandue dans le bois de Vincennes et qu'il n'y avait rien de mal à cela.

Le capitaine de l'Océan

Paris. Le capitaine de l'Océan, Jean-Pierre Chevènement, a déclaré mardi 6 août qu'il envisageait de faire du camping sauvage dans le bois de Vincennes, à Paris. Il a déclaré que le bois de Vincennes était un espace public qui appartenait à tous les Parisiens et qu'il avait le droit d'y aller faire du camping. Il a ajouté que le camping sauvage était une activité qui était très répandue dans le bois de Vincennes et qu'il n'y avait rien de mal à cela. Il a déclaré que le camping sauvage était une activité qui était très saine et très agréable et qu'il avait le droit d'y aller faire du camping. Il a ajouté que le camping sauvage était une activité qui était très répandue dans le bois de Vincennes et qu'il n'y avait rien de mal à cela.

L'autre question kurde

L'OPÉRATION menée ces derniers jours par l'armée turque contre des «terroristes séparatistes» dans le nord de l'Irak rappelle qu'il existe également un «problème kurde» en Turquie. Malgré tous les efforts des autorités d'Ankara pour diminuer l'importance, dans leur pays, d'un mouvement national kurde, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui préconise la lutte armée et la création d'un État indépendant au sud-est de la Turquie, demeure très actif et se manifeste souvent d'une manière violente, sinon terroriste.

Deux incidents récents sont vraisemblablement à l'origine de l'opération de ces derniers jours : l'attaque à la roquette lancée dimanche 4 août contre un poste de gendarmerie turc, à la frontière irakienne, qui a fait une dizaine de morts parmi les militaires turcs et l'enlèvement de dix touristes allemands la semaine dernière dans l'est de la Turquie.

On aurait pu croire que les réformes annoncées au début de l'année par le gouvernement d'Ankara, qui a fait miroiter la possible légalisation de la langue kurde, aurait pu calmer les rebelles. Mais les Kurdes, qui sont plus de douze millions en Turquie, ont accueilli ces promesses avec beaucoup de scepticisme, estimant que ces réformes étaient liées à la guerre du Golfe. La déception a été d'autant plus grande que cette décision n'a pas encore été antérieurement par le Parlement, et a été suivie sur le terrain par une intensification de la répression. La tension s'est sensiblement aggravée depuis l'assassinat en juillet d'un activiste kurde, membre du Parlement, par des membres des services secrets gouvernementaux. L'enquête ouverte à ce sujet n'a pas encore abouti.

Un autre facteur a contribué à renforcer les activités des combattants du PKK, qui, malgré les méthodes brutales dont ils sont coutumiers, demeurent populaires au Kurdistan turc : la quasi-disparition de la frontière avec l'Irak à la suite de l'intervention des alliés auprès des Kurdes irakiens. Cela a permis aux Kurdes turcs d'utiliser comme base arrière le nord du Kurdistan d'Irak, où règne la plus grande anarchie.

De toute manière, ce n'est pas la première fois que l'armée turque invoquant le «droit de poursuite» qui lui avait accordé le président Saddam Hussein en 1984, traverse la frontière irakienne pour y exercer sa propre justice. Il est vrai que cet accord a expiré en 1989, sans être officiellement renouvelé, mais il ne fait pas de doute que Bagdad approuve toute action qui affaiblit le mouvement national kurde dans son ensemble.

Momentanément opposés au cours de la récente guerre du Golfe, Ankara et Bagdad - ainsi que Téhéran, car une importante communauté kurde existe aussi en Iran - sont solidaires dès qu'il s'agit de faire face à ce mouvement, même si celui-ci est divisé entre «autonomistes» (en Irak) et «indépendantistes» (en Turquie). Pour le malheur du peuple kurde, les dirigeants aussi bien de l'Irak que de la Turquie et de l'Iran ne veulent voir qu'une différence éminente entre «autonomie» et «indépendance».

Tandis qu'un cessez-le-feu a été décrété par Belgrade

L'URSS met en garde les Occidentaux contre une «ingérence» en Yougoslavie

Un nouveau cessez-le-feu «absolu et inconditionnel» en Croatie, ordonné par la présidence fédérale yougoslave à Belgrade, est entré en vigueur, mercredi 7 août, à 16 heures du matin. Il semblait à peu près respecté, après les violents affrontements de la nuit en Slavonie. A La Haye, les ministres

des affaires étrangères de la CEE ont constaté, mardi, leur impuissance et appelé toutes les instances internationales à se mobiliser pour tenter de rétablir la paix et le dialogue. Pour sa part, l'Union soviétique a mis en garde les Occidentaux contre les risques d'ingérence dans le conflit.

LA HAYE

de notre correspondant

La réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères de la CEE, mardi 6 août à La Haye, s'est conclue sur une déclaration finale ambiguë. Les Douze y réaffirment leur volonté de «rechercher une solution pacifique et négociée à la crise» yougoslave et demandent «à la trêve de poursuivre ses efforts». Mais ils n'annoncent aucune nouvelle initiative, demandant au contraire le soutien de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et envisageant que l'ONU «prenne les mesures qui lui sembleraient appropriées».

CHRISTIAN CHARTIER

Lire la suite page 4

DOSSIER

Des intellectuels yougoslaves face à la crise

Au moment où les diplomates tentent de mettre fin au conflit qui déchire leur pays, des intellectuels yougoslaves prennent la parole dans notre supplément «Arts et Spectacles». Un supplément conçu avec Nada Strancar, née en Slovénie, installée en France dès son enfance.

La comédienne a sollicité le point de vue d'artistes ou de penseurs yougoslaves : le comédien Harris Burina, le philosophe Stojan Peko, le cinéaste Alexandre Petrovic ou le peintre Vladimir Velickovic. Tous sont issus d'éthnies différentes, tous veulent croire encore à l'unité de la Yougoslavie.

Lire notre supplément «Arts et Spectacles» pages 7 à 10

Les vertiges de Berlin

Alors que l'on célèbre le 200^e anniversaire de la porte de Brandebourg la capitale de l'Allemagne réunifiée mesure l'ampleur de sa tâche

BERLIN

de notre correspondant

Dans quatre ans ? Dans dix ans ? Maintenant que la décision a été prise de transférer à Berlin les principales institutions allemandes, chacun s'interroge sur le temps qui prendra concrètement ce déménagement. Et de nombreux Berlinais, réalisant tout d'un coup l'ampleur de la tâche, ne semblent plus aussi pressés d'accueillir les nouveaux venus.

Avec ses 3,4 millions d'habitants, l'agglomération berlinoise est la plus importante d'Alle-

magne et du centre de l'Europe. Il s'agit en fait de deux villes, qui se sont développées séparément depuis la fin de la guerre. Leur réunification, officiellement intervenue le 2 décembre dernier, a posé dans les premiers temps d'importants problèmes d'intégration. Si le Mur a vite disparu sous les marteaux des revendeurs et les engins des anciens gardes-frontières est-allemands, il laisse, en plein milieu de la ville, une saignée qu'il faudra cicatriser.

La réunification des administrations et des circuits économiques ne se fait pas sans mal. Si

les rues et les réseaux de transports en commun ont fini par se rejoindre, les lignes téléphoniques sont toujours distinctes. Pris de deux ans après la chute du Mur, il est presque toujours aussi difficile d'obtenir un correspondant dans l'autre partie de la ville, ce qui ne fait que compliquer les problèmes de communication, déjà peu simples, entre les deux populations.

Si le Mur a disparu physiquement, il demeure dans les rites.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite et l'article de LUC ROSENZWEIG page 5

LE MONDE diplomatique

Août 1991

- PROCHE-ORIENT : Amère victoire, par Claude Julien. - Israël en pays conquis, par Micheline Pautet. - Inventer le droit de paix, par Micheline Chemillier-Gendreau. - Gesticulations diplomatiques, déceptions politiques, par Paul-Marie de La Gorce.
- FRANCE : Pour une démocratie participative, par Jean Chesneaux. - Plus d'asile pour les victimes de la misère, par Jean-Pierre Alaux. - Drogue, banlieues, intégrisme, par René Pascal.
- YUGOSLAVIE : De la guerre civile, par Ignacio Ramonet.
- SUISSE : Les 700 ans de la Confédération helvétique, par Ulrich Im Hof. - Protéger l'agriculture des lois du marché, par Jean Vallat. - Le mythe d'une année démocratique et populaire, par Albert Widmer.
- ALGÉRIE : L'armée au secours de la démocratie ?, par Lahouari Addi.
- TOUAREGS : Sortis de l'oubli, ils souffrent de l'histoire, par Malek Chebel.
- LITTÉRATURE : Poétique de la soif, une nouvelle de Ch'oe Yon. - L'Union soviétique démolie par ses écrivains, par Jean-Jacques Marie.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

Œcuménisme en panne

La renaissance de l'unitarisme et les projets européens de Jean-Paul II paralysent le dialogue entre catholiques et orthodoxes

par Henri Tincq

Faudra-t-il bientôt renvoyer aux archives la photo historique du baiser de paix échangé, le 6 janvier 1964 à Jérusalem, entre Paul VI et le patriarche Athénagoras ? La rencontre entre le «pape de Rome» et le «pape de Constantinople» scellait alors la réconciliation, après neuf siècles de discorde et de persécutions, entre les deux grandes capitales de l'Europe chrétienne. Or, un quart de siècle après, à la faveur des événements en URSS et dans les pays de l'Est, le dialogue entre le catholicisme et l'orthodoxie traverse sa plus grave crise.

Des rivalités séculaires entre des confessions chrétiennes renaissent à la charnière de ces empires religieux que furent le catholicisme latin (Rome), l'orthodoxie grecque (Constantinople) et russe (Moscou). En Rou-

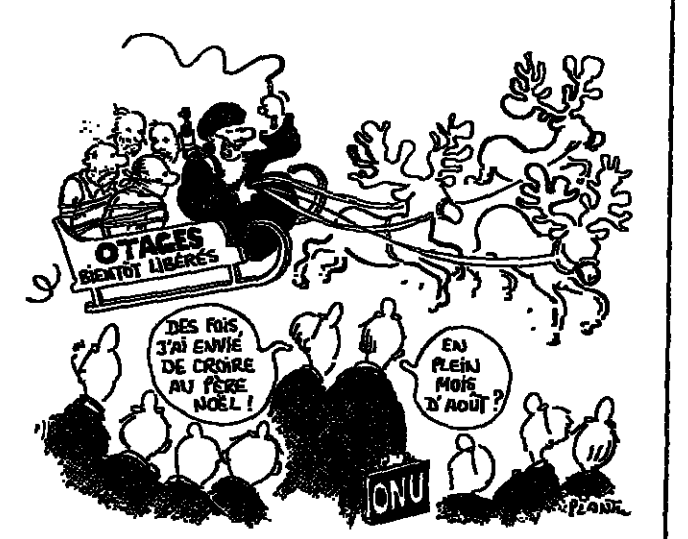
manie, en Ukraine, à la frontière orientale de la Pologne, en Yougoslavie, déchirée entre les Serbes (majoritairement orthodoxes) et les Croates (catholiques), des rivalités surgissent à la faveur des fièvres nationalistes, des libertés religieuses récemment acquises et des nouvelles ambitions européennes du catholicisme.

Le jour de la Pentecôte, des centaines de Roumains gréco-catholiques - encore appelés «uniates», car de tradition et de rite byzantin, mais rattachés à Rome - envahissent la cathédrale de Blaj, en Transylvanie, devenue orthodoxe après l'élimination brutale, en 1948, de leur Eglise. Il n'en faut pas plus pour que le patriarche orthodoxe de Bucarest, Mgr Teoctist - limogé pour excès de complaisance avec les Ceausescu, puis revenu en grâce, - rompe toute relation avec le Vatican, «jusqu'à ce que le pape fasse cesser le prosély-

tisme et l'unianisme». Très majoritairement orthodoxe, la Roumanie n'en compte pas moins 1,5 million de catholiques de rite oriental. Jean-Paul II vient de nommer cardinal leur figure la plus symbolique, Mgr Todea, l'un des deux seuls évêques sortis vivants des gôles communistes. Mais, si l'existence de cette Eglise gréco-catholique est aujourd'hui légale, le patrimoine qu'elle possédait avant la guerre (environ deux mille églises) ne lui a pas été restitué, à quelques exceptions près. Compte tenu de l'échauffement des esprits, un recensement de fidèles - solution trouvée en 1968 en Slovaquie - semble difficile à organiser (1).

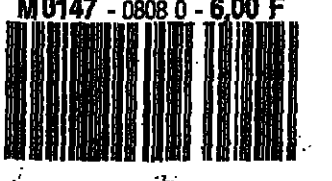
Lire la suite page 6

(1) La revue *Izvestia*, avec le concours du CNRS, a consacré de remarquables dossiers à la question «uniate». 45, rue de la Glacière, 75013 Paris.



Le Djihad islamique, qui détiendrait deux des douze otages occidentaux au Liban, a annoncé, mardi 6 août, qu'il allait faire porter au secrétaire général de l'ONU un message «extrêmement important».

Lire nos informations page 3



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 150 PTA; G.-B., 86 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,50 £; Italie, 2,200 L.; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 460 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,00 FS; USA (BY), 7,5 \$; USA (other), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb

DAKAR. — C'est une maison de larmes, un monument de souffrance, un lieu de pénitence. A l'approche de l'île, au moment où la chaloupe croise un cormoran au tournant de la bouée, ses murs rouges la dissolvent du paysage qui l'entoure, déclinant de teintes douces où se reflète la clémence des lauriers-roses, des hibiscus et des frangipaniers. A part, différente, comme une tache, comme une faute. C'est à Gorée, au large de Dakar, la Maison des esclaves, mémorial de la traite négrière voulu par Léopold Sédar Senghor dès l'indépendance du Sénégal.

Infidélité aux itinéraires colombiens, ce détour est l'aveu d'un remords. Entre Europe et Amérique, ce voyage aurait pu suivre un cheminement commémoratif, s'en tenir à cette « rencontre des deux mondes » qui désigne, en France notamment, le cinquième centenaire. Prouesse diplomatique pour les officiels européens, qui évitent ainsi le mot *découverte*. Euphémisme selon leurs détracteurs, qui invoquent le génocide des Indiens, la conquête et l'exploitation. C'est surtout oublier le troisième monde, l'Afrique, que frappera de plein fouet l'onde de choc de l'aventure américaine, avec la généralisation du commerce esclavagiste. Un monde qui, sous la contrainte, a lui aussi traversé l'océan, apportant outre-Atlantique sa culture et sa musique, ses langues et ses dieux. Un monde dont l'éclaircissement fut peut-être cet esclave africain, tout juste africain, que l'Amiral emmena dans son troisième voyage.

COMMENT oublier que la richesse de l'Europe s'est aussi faite sur le dos, sur la peau, sur la vie de l'homme noir ? Comment ne pas s'arrêter à cette énigme : dans le sillage de Colomb, les Américains auront rapidement leurs défenseurs, avocats de leur liberté et de leur dignité, mais pour les mêmes, l'esclavage des « nègres » ira de soi ? Voici, par exemple, le R. P. Du Tertre, apprenti ethnologue du XVII^e siècle aux Antilles françaises, à une époque où survivaient encore quelques rares Indiens et arrivent en nombre des Africains. Constatant « la mauvaise impression que les sauvages ont conçue de la mauvaise vie des chrétiens », il ajoute : « Si nos sauvages sont plus ignorants que nous, ils sont beaucoup moins vicieux ». Empreint de cet humanisme où l'Europe montre sa capacité à se critiquer elle-même, il conseille de ne commander aux Indiens « que les choses qui flattaient leurs inclinations ». Mais il s'arrête, en chemin, à « l'humour arrogant des nègres », et cite ce terrible proverbe colonial, de compassion pour le sauvage — l'Indien, — de haine pour le nègre : l'esclave : « Regarder un sauvage de travers, c'est le battre ; le battre, c'est le tuer ; battre un nègre, c'est le nourrir ».

Pourquoi ? A raison, l'Histoire voudrait expliquer, éviter le péché d'anachronisme où le présent s'érige en tribunal du passé. Mais comment s'y résoudre quand la blessure est encore vive ? Quand, de la négritude aux indépendances africaines, en passant par l'identité antillaise, aujourd'hui est toujours débiteur d'hier ? « Accommodez-vous de moi. Je ne m'accommoderai pas de vous », avait crié dès 1939 Aimé Césaire dans son *Cahier d'un retour au pays natal*, chant de ceux « qui n'ont jamais rien inventé, jamais rien exploré ». Et c'est un autre poète martiniquais, Édouard Glissant, qui dit l'envers du rêve océanique, la traversée malaisée : « Celui qui découvre la mer sait qu'il n'est plus un fleuve, mais une nappe, un plan immobile, une patience, le temps fini, l'espace étiré de sa propre grandeur ».

Les bureaucrates sont de piètres muséographes. Pour représenter l'imaginable, empiéter sa maison gorgée du souvenir des cris et des pleurs, Joseph Ndiaye n'avait trouvé que des mots, un déluge de mots, un florilège de pensées jetées sur des feuilles de papier et collées sur les murs au gré de ses indignations. Des phrases simples qui assaillaient à chaque pas le visiteur de cette ancienne esclaverie, l'obligeant à partager le malheur, à revivre le

parcours d'hommes, de femmes et d'enfants attachés à leur terre, séparés de leurs proches, vendus comme du bétail. Une mise en scène artisanale qui réussissait à susciter culpabilité et affliction à l'entrée du couloir sombre menant à la mer, à la promiscuité des cales, à l'enfer d'Amérique.

« Cela fait sale », ont dit les fonctionnaires de la culture. Depuis la restauration entreprise en 1990 par la Fondation Gorée-Fraternité sous l'égide de Danielle Mitterrand, les écritures passistes du conservateur Ndiaye se font donc plus rares. Pour abriter ses mots, il n'a plus que son bureau face à l'escalier en fer à cheval menant au premier étage, celui des maîtres, au-dessus des cellules où s'entassaient le « bois d'ébène ». Pendant que l'occupant sa grille du PMU, il nous laisse inventer à loisir ce capharnaüm de mémoires croisées. Tel un tableau de déshonneur, la liste d'une vingtaine de « traitants » nantais côtoie ce commentaire : « Ici, comme à Oradour-sur-Glane, on peut seulement dire : jamais, plus jamais — Joseph Ndiaye ». Le conservateur n'oublie jamais de signer, confondant époques et drames dans un syncrétisme de la souffrance.

Une photo du fort de Joux rappelle Toussaint Louverture « sacrifié en holocauste » et voisine avec un portrait de Nelson Mandela. Au-dessus d'une couronne de fleurs séchées d'origine américaine, cette autre pensée autographe : « Gorée,



Gorée, au large de Dakar. « Quel long chemin nous reste à parcourir avant de devenir des hommes ? »

9. La Maison des esclaves

par Edwy Plenel

Dachau, le Goulag... Quel long chemin nous reste à parcourir avant de devenir des hommes ? Ce n'est pas fini : « Nous voulons être débiteurs de notre histoire, et non consommateurs », « L'homme est un loup pour l'homme », « Sanctuaire africain parce que doublement noir », « Visiteurs, dans votre soufre, j'ai le goût de la victoire », l'amour ». Non loin d'une mâchoire d'épave, il a affiché les noms des signataires les plus illustres de son livre d'or : Stevie Wonder, le colonel Khadafi, Yasser Arafat, François Mitterrand, Harry Belafonte, la grande-duchesse de Luxembourg, Julien Clère... Prudent, François Mitterrand a seulement apposé son paraphe. D'autres sont plus discrets.

« J'ai visité Dachau, et je retrouve ici la même charge d'émotion pour le même holocauste », écrit une main anonyme. En regardant un texte en arabe du leader de l'O.L.P., Ilan Halevi se dit « bouleversé par ce qui reste le plus grand génocide de l'histoire humaine » et souhaite mêler « dans un même espoir la souffrance des peuples d'Afrique et celle de notre peuple palestinien, comme de tous les peuples victimes du mépris raciste de l'homme ». « Il est difficile à un blanc qui se veut honnête de visiter la Maison des esclaves sans un vif sentiment de malaise », confie Michel Rocard. Harlem Désir : « D'ici je suis parti, et me revole de retour sans haine et sans volonté de revanche ». Régis Debray : « Merci pour ce pèlerinage de notre liberté et de nos privilèges ». Hervé Bazin : « On ne se sent pas fier en sortant d'ici. L'académie Goncourt se souvient ». Claude Cheysson : « Le racisme, la croyance à la supériorité et à la mission particulière d'une race ont coûté 38 millions de morts ».

Le livre du souvenir de Joseph Ndiaye est océanique. Un douanier malien, et sobre : « Quelle tragédie, quelle tragédie ! », — s'exprime non loin du président de la Banque mondiale, symbole de ces

« bailleurs », comme l'on dit ici, qui veulent au remboursement de la dette du tiers-monde : « Il faut rappeler à l'homme, hélas, l'inhumanité de l'homme ». Le conservateur n'a rien à cacher. Il affiche aussi son personnage, ses médailles militaires notamment, signées au service de la France. Appelé en 1943, ancien sous-officier parachutiste, il a participé aux combats de la Libération, continué en Afrique du Nord et en Indochine dans les commandos coloniaux, et même fait Dien-Bien-Phu sous les ordres du général Biquard. A côté d'une carte du très rentable commerce triangulaire — pacotille, armes, eau-de-vie contre esclaves ; esclaves contre tabac, sucre, indigo, coton ; cargaison contre argent, — il a épinglé une coupure d'un journal hexagonal faisant état de l'holocauste qui lui a été rendu en tant que « Sénégalais ancien de l'armée française ».

Après avoir fait « son devoir de Français », selon ses propres mots, cet ancien typographe s'est consacré à ce lieu qu'il définit comme « un message, afin que l'Histoire ne se répète pas ». Non pas un cri de révolte, mais un appel à la communion. Une mémoire d'oubli et de pardon qui attriste mais ne dérange pas. Une mémoire qui, en s'émancipant de l'Histoire, rejoint le mythe et ses illusions. Tant pis, Joseph Ndiaye sera fâché, mais c'est ainsi : sa Maison des esclaves n'était probablement pas une esclaverie, mais simplement une maison de maîtres où vivaient des esclaves. Construite tardivement, en 1784, par un riche maître de l'île, elle n'aurait en fait abrité que des « captifs de case » tandis que les esclaves destinés à la déportation étaient regroupés dans les « captivités » des deux forts de Gorée. Enchaînés la nuit dans des couloirs sans air et sans lumière, contraints le jour au travail forcé — casser des pierres, rouler des barriques, décharger les caisses, — ils se révoltaient en 1743 et 1765. Deux des meneurs furent

attachés à la bouche d'un canon chargé de bouffe. La déflagration pulvérisa leurs corps.

C'est un chercheur de l'Institut fondamental d'Afrique noire, Joseph Roger Benoist, qui a assumé ce rôle ingrat de démystificateur, estimant que « ce fleau de l'humanité » nécessite mieux qu'une « reconstitution sentimentale d'un passé mythique ». Il ne s'en est pas tenu là : Gorée, affirme-t-il, n'a jamais été un relais important de la traite négrière, notamment parce que ses habitants y manquaient d'eau. Ses nombreux visiteurs d'aujourd'hui apprennent que 15 à 20 millions d'Africains destinés aux Amériques y ont transité durant les trois siècles d'esclavage. Or ces chiffres sont purement imaginaires. De 1677 à 1794, Gorée vend pour le trafic atlantique 200 à 300 esclaves par an, avec parfois des pointes à 500 ou 600. Ainsi arrive-t-on à un maximum de 50 000 déportés, soit guère plus de 0,3 % de l'ensemble des victimes de la traite transatlantique.

CAR voici l'autre précision nécessaire : le chiffre du drame dont l'abomination ne saurait se mesurer au poids des morts. Non pas 30 ou 40 millions de déportés, mais autour de 13. Un travail récent de l'association sénégalaise des professeurs d'histoire le confirme : « On s'accorde sur un total d'individus exportés vers l'Amérique entre 1450 et 1900 de l'ordre de 11,7 millions, avec une mortalité moyenne sur les navires négriers, de l'ordre de 13 %, soit donc globalement 13 millions. A cette traite atlantique, il faut ajouter les effets de la traite saharienne, plus durable, du VIII^e au XIX^e siècle, vers le monde méditerranéen et l'océan Indien, soit un effectif de 13,8 millions. Cette ponction démographique d'environ 26,8 millions est un facteur essentiel de la régression économique et sociale que l'Afrique connaît depuis le XVI^e siècle ».

Échapper au mythe suppose d'affronter les structures sociales qui ont permis le crime européen : pas de traite à grande échelle sans négriers africains et sans tradition esclavagiste, pas de commerce triangulaire durable sans échange commercial. Et c'est ce que font les jeunes historiens sénégalais, et notamment Babacar Fall : « L'esclavage est alors une institution en Afrique, une forme d'organisation sociale où le captif est un bien, une marchandise qu'il est normal de vendre ou d'échanger. C'est ce qui a rendu facile le travail des comptoirs négriers. La contrepartie, c'était l'introduction en masse de fétichisme et donc la consolidation des pouvoirs locaux. Des États côtiers se sont ainsi construits une hégémonie en se spécialisant dans la chasse

à l'esclave. Jusqu'à la colonisation du XIX^e siècle, la traite leur apporta trois siècles de stabilité ».

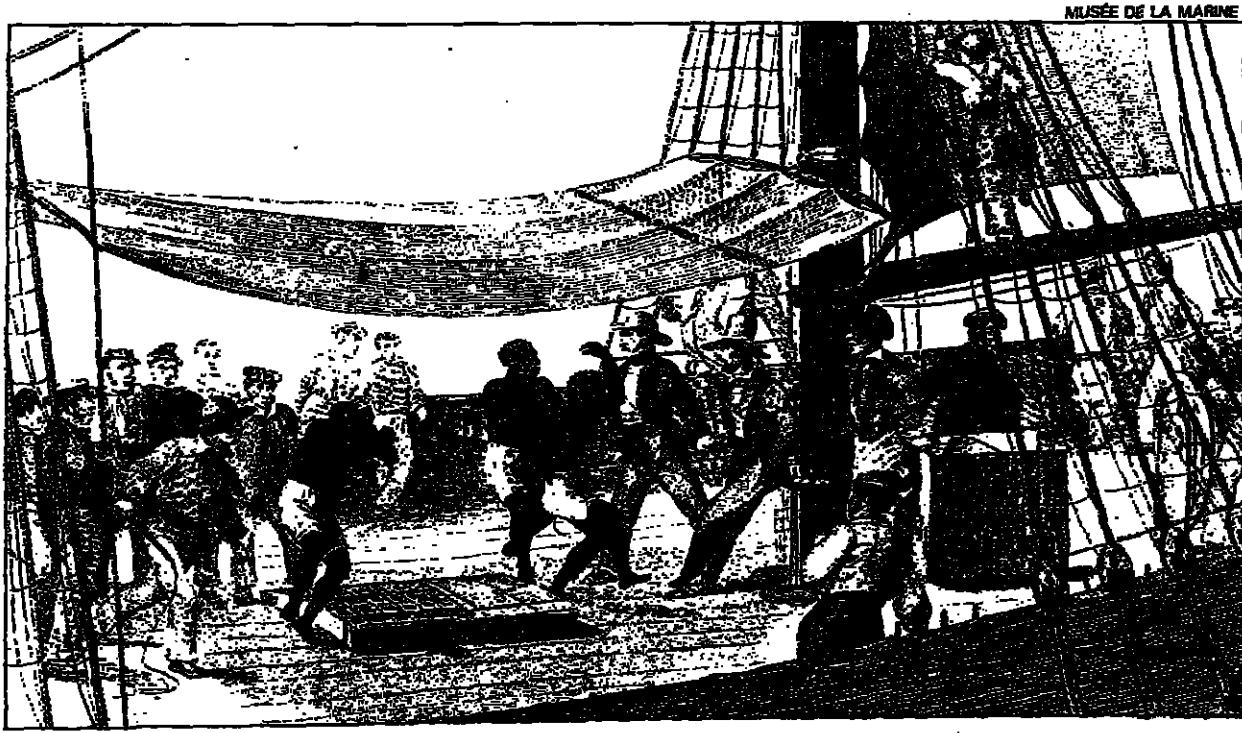
Babacar Fall se refuse au jugement moral : « C'étaient des sociétés de statut où la place de l'individu est déterminée à la naissance. Sans vision à long terme, sans grand dessein, ces structures élastiques n'en avaient pas moins pleinement conscience de leurs intérêts. Une logique d'Etat l'emportait sur une logique de civilisation. Mais au royaume ashanti cela a donné naissance à une classe de commerçants, d'intermédiaires de la traite qui constituait l'embryon d'une bourgeoisie, affranchit des navires, se rendait jusqu'à Liverpool ». Un essor qui fut brisé net par les colonisations impériales du siècle dernier. Les puissances européennes tiendront d'ailleurs un double langage sur la question des captifs, partagées entre l'abolition récente de l'esclavage colonial et l'alliance avec les chefs traditionnels. C'est seulement en 1905 que la France abolit en Afrique occidentale la vente et l'achat d'esclaves, sans prohiber leur possession.

Ainsi s'explique la longévité du phénomène, ajoute Babacar Fall. Jusqu'à maintenant, le statut de captif est demeuré. Dans les campagnes, on entend encore dire : un tel, c'est l'esclave de telle famille ; tel village, c'est un village de captifs. Seule l'urbanisation permet l'effacement des origines et, en ce sens, c'est un facteur de libération. Entre mémoire et histoire, le présent devient enjeu. N'est-ce pas cette même question des captifs et du statut qui fut au cœur des terribles persécutions de 1989 contre les Nègro-Africains de Mauritanie, auxquelles répondra le sacage des commerces maures du Sénégal ? Assimilant négritude et servitude, les Maures blancs se livrèrent à de véritables pogroms. « C'était une politique d'Etat, pour « dénégrier » le pays », résume Babacar Fall. Brusquement, ce qui semblait un détour nous ramène au cœur de l'actualité : la Mauritanie, fortement soutenue par l'Irak ; le Sénégal et ses cinq cents « Diambars » envoyés au front koweïtien ; Dakar, qui accueillera la prochaine Conférence islamique mondiale ; l'islam, dont paradoxalement l'essor en Afrique noire sous la colonisation s'explique en partie par une dénonciation humaniste de l'esclavage et du statut des captifs.

Au crépuscule, la chaloupe s'en retourne vers Dakar, l'ancien Cap-Vert qu'avait croisé Colomb lors de ses expéditions portugaises. A bord, deux jeunes débrouillards, messieurs « Rollex » et « Cartier », se livrent à leur trafic horloger de vraies-faussettes. Le prochain budget sénégalais n'a trouvé que 16 milliards de francs CFA pour honorer des dettes chiffrées à 159 milliards. L'Amiral, lui, ne pense plus à ses dettes. Il est en mer, enfin dans son élément. Partis le 6 septembre 1492 des Canaries, ses marins perdent de vue la terre le 9. C'était un dimanche, et Colomb note dans son journal de bord : « Craignant de ne pas la revoir de longtemps, beaucoup soupiraient et pleuraient. L'Amiral les réconforta tous avec de grandes promesses de maintes terres et richesses, afin qu'ils conservassent espoir et perdissent la peur qu'ils avaient d'un si long chemin ».

Prochain article :
Que c'est merveille...

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.



Regarder un sauvage de travers, c'est le battre ; le battre, c'est le tuer ; battre un nègre, c'est le nourrir.

L
mb

معارف

ÉTRANGER

LIBAN : en envoyant un message à M. Javier Perez de Cuellar

Le Djihad islamique s'adresse à l'ONU au sujet des otages occidentaux

L'organisation clandestine du Djihad islamique a décidé, mardi 6 août, de s'adresser directement à l'ONU pour un règlement global du problème des otages occidentaux au Liban et des prisonniers des mouvements intégristes, détenus notamment en Israël. Le Djihad islamique a annoncé qu'il allait, par l'intermédiaire d'un émissaire spécial, envoyer un message au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Il s'agit de la première initiative du genre de cette formation à la rhétorique proche de celle des intégristes pro-iraniens, qui détiennent deux Américains depuis 1985. Elle est intervenue quelques heures après l'annonce par le journal *Tehran Times*, proche du gouvernement iranien, qu'un Américain et un Britannique pourraient être libérés à Beyrouth avant la fin de la semaine.

Le Djihad islamique annonce, dans un communiqué, qu'il adressera « dans les 48 heures un message extrêmement important au secrétaire général de l'ONU, par le biais d'un émissaire spécial ». L'organisation clandestine, qui jusqu'à présent ne s'est manifestée que par des appels téléphoniques ou des communiqués, ne précise pas comment son émissaire se présentera à M. Perez de Cuellar. Le message portera sur un règlement « de la question de nos *moujahidines* (combattants de l'islam) prisonniers dans le monde, notamment en Palestine occupée, et le problème de ceux que nous détenons », indique le communiqué.

Le texte, remis au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth, était accompagné d'une photographie de M. Terry Anderson, directeur du bureau de l'agence américaine Associated Press à Beyrouth, d'entre autres otages occidentaux encore détenus, enlevé en mai 1985.

La principale revendication du Djihad islamique a toujours été la libération de quelque 400 Libanais et Palestiniens détenus en Israël et au Liban sud occupé par l'Etat hébreu. Dans sa dernière manifestation, le 13 juillet, il avait également demandé l'élargissement des frères libanais chiites Mohammad et Abbas Hamadé, détenus en Allemagne pour terrorisme. Le

Hezbollah (intégriste pro-iranien), qui nie être impliqué dans l'affaire des otages occidentaux, avait proposé en mai de libérer les militaires israéliens qu'il détenait (au moins deux) contre l'élargissement par Israël de ses prisonniers libanais et palestiniens (*le Monde* daté 26-27 mai).

L'Etat hébreu s'était dit prêt à un accord englobant les otages occidentaux, mais avait accusé en juillet le Hezbollah d'y faire obstacle en refusant de fournir la preuve que les militaires israéliens sont toujours en vie. Le gouvernement iranien, qui avait proposé d'intervenir comme intermédiaire pour échanger les « 400 à

500 musulmans détenus », selon lui, en Israël contre les otages occidentaux, avait accusé fin juin les Etats-Unis de « retarder la libération des otages car ils cherchent à exploiter le problème à des fins politiques ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a annoncé mardi qu'il avait l'intention de recevoir l'émissaire du Djihad islamique car « le plus important est d'aider les otages ». Exprimant un optimisme prudent, M. Perez de Cuellar a ajouté : « Il s'agit d'une question humanitaire ». Le secrétaire général a, par ailleurs, annoncé qu'il se rendra au cours du prochain week-end à

Genève pour participer à des réunions consacrées à la coordination de l'aide humanitaire aux populations kurdes et chiites d'Irak, ce qui a laissé supposer que la rencontre aurait lieu durant ce séjour en Suisse. Mais, de source diplomatique à Genève, on indiquait que cette rencontre devrait plutôt avoir lieu à New-York.

Prudence à Washington

Le recours à la plus haute instance politique internationale, esquivant les observateurs, intervient à un moment où les Etats-Unis, omnipotents sur la scène mondiale depuis l'effacement de l'Union soviétique, tentent d'obtenir, au travers d'une conférence de paix, un règlement de la question du Proche-Orient. Considéré comme un des pays-clés pour toute solution de la question des otages, l'Iran, parrain des intégristes chiites au Liban, a multiplié ces derniers jours les critiques contre la toute-puissance sans contrepartie israélienne. Dans ce contexte, l'Iran a notamment accusé les pays arabes, y compris la Syrie, son allié traditionnel, d'avoir fait de « graves concessions » aux Etats-Unis et à Israël, « sacrifiant » la cause palestinienne sans contrepartie israélienne. Dans ce contexte, la « tactique omnisienne » des promoteurs d'otages occidentaux au Liban apparaît comme destinée à contrarier le jeu américain et syrien.

Comme pour signifier d'une certaine manière que cette fois, une solution est peut-être proche, un groupe inconnu a revendiqué dans la nuit de mardi à mercredi des « tirs de semence » dirigés contre le siège de l'ONU à Beyrouth et a mis en garde contre toute libération d'otages occidentaux « avant l'établissement des prisonniers détenus notamment par Israël ».

Le président Bush a commenté mardi avec prudence la perspective d'une éventuelle évolution du problème des otages, en observant que tous les espoirs précédents avaient été déçus. « Il ne faut pas faire aucune déclaration susceptible de contribuer à l'inquiétude des familles concernées », a déclaré le président à la presse à bord de l'avion qui le conduisait dans sa résidence du Maine, pour ses vacances d'été. « Si quelque chose se produit, tant mieux », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuter.)

Six Américains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien

Voici, dans l'ordre chronologique de leur capture, la liste des douze otages occidentaux enlevés au Liban et encore détenus : six Américains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien. On pense que la plupart d'entre eux sont aux mains de groupuscules se situant dans la mouvance des milieux intégristes pro-iraniens. L'identité des revendeurs est indiquée quand les revendications ont été authentifiées par des documents ou des photographies.

1985
16 mars : Terry Anderson, quarante et un ans, américain, chef du bureau pour le Proche-Orient de l'agence Associated Press. Enlèvement revendiqué par le Djihad islamique.

9 juin : Thomas Sutherland, cinquante-trois ans, américain, directeur de la faculté d'agriculture de l'Université américaine de Beyrouth (AUB) — revendiqué par le Djihad islamique.

11 septembre : Alberto Molinari, soixante-cinq ans, homme d'affaires italien.

1986
17 avril : John McCarthy, trente et un ans, britannique, journaliste de la chaîne Worldwide Television News — revendiqué par les Cellules des commandos révolutionnaires.

12 septembre : Joseph James Cicippio, cinquante-neuf ans, américain, chef-comptable adjoint de l'hôpital de l'UAB — revendiqué par l'Organisation de la justice révolutionnaire.

21 octobre : Edward Austin Tracy, cinquante-sept ans, américain, libanais.

1987
20 janvier : Terry Wain, cinquante ans, britannique, émissaire de l'archevêque de Canterbury, disparu à Beyrouth-Ouest alors qu'il négociait la libération d'otages occidentaux.

24 janvier : Les Américains Robert Polhill, cinquante-quatre ans, Jesse Turner, quarante ans et Alan Steen, cinquante ans, tous trois professeurs du Beirut University College (BUC). Triple enlèvement revendiqué par le Djihad islamique pour la libération de la Palestine (DIP). M. Polhill sera libéré le 22 avril 1990 à Beyrouth.

1988
12 mai : Jack Mann, soixante-cinq ans, britannique, pilote en retraite, gérant de cabaret — revendiqué par les Cellules de la lutte armée.

16 mai : Heinrich Struebig, quarante-huit ans, et Thomas Kemper, Allemands de l'Ouest, qui travaillaient pour l'Organisation humanitaire Asma humanitas. — (Reuter.)

Malgré l'implantation d'une colonie juive en Cisjordanie

M. Bush se dit « beaucoup plus optimiste » sur le processus de paix au Proche-Orient

L'implantation, annoncée mardi 6 août, de quinze familles de colons israéliens, membres du mouvement annexionniste du Gush Emounim (Bloc de la foi), à Eshkolot, au sud de la localité palestinienne de Dhaririya, en Cisjordanie, a été autorisée par le ministère de la défense. « Au total, l'implantation comprendra bientôt quatre cents familles », a affirmé l'un des colons.

Le ministre de la justice a justifié cette décision, affirmant qu'elle n'avait « pas de signification politique et ne pouvait faire obstacle à la paix ». Pour sa part, le chef de la diplomatie israélienne, M. David Lévy, a affirmé mardi que les Etats-Unis connaissent la position de Jérusalem sur la question des colonies de peuplement en « Eretz Israël ».

Cette décision a cependant été dénoncée par le maire palestinien de Béthléem, M. Elias Freij, qui a rencontré mardi le secrétaire d'Etat américain à Washington. Selon M. Freij, la détermination d'Israël à construire de nouvelles implantations en Cisjordanie est le seul grand obstacle à la paix. La dernière implantation de colons remontait à la mi-avril.

M. Lévy a d'autre part déclaré que les Etats-Unis ne parviendront pas à un accord avec les Palestiniens qu'avec les Etats arabes qui soit contraire aux points d'accord avec Israël : « Les Américains se sont engagés à l'égard d'Israël à ce que toute promesse faite à l'un des participants aux négociations soit portée à la connaissance des Israéliens », a-t-il dit.

De son côté, le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Ehud Barak, a affirmé mardi que « le choix des délégués palestiniens à une conférence de paix, il a aussi demandé aux dirigeants européens de faire pression sur Washington pour protéger les droits légitimes des Palestiniens. — (AFP, Reuter, AP.)

« beaucoup plus optimiste qu'il y a un mois » sur le processus de paix au Proche-Orient. M. Bush a fait cette déclaration mardi, après s'être entretenu avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker, de retour à Washington. Ce dernier n'a pas exclu d'effectuer une septième mission de paix au Proche-Orient le mois prochain pour préparer la conférence d'octobre.

M. Arafat refuse une « capitulation »

L'Algérie — où se trouvait M. Baker lundi — a accordé un soutien mesuré, mais ferme aux initiatives américaines, estime-t-on dans les milieux diplomatiques d'Alger. En dépit de démarches égyptiennes, Tripoli voit dans le plan de Washington « un complot suspect visant à obtenir d'avantage de concessions arabes ainsi qu'à affaiblir et humilier la nation arabe ».

A Damas, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al-Charch, a affirmé mardi que « les conditions préliminaires posées par Israël concernant le processus de paix sont inacceptables ». Une paix juste et durable, a-t-il ajouté, ne pourra être instaurée que si Jérusalem restitue « tous les territoires arabes occupés (...) dans leur intégralité ».

Enfin, M. Yasser Arafat a confirmé mardi à Tunis qu'il rejetait les conditions israéliennes sur la représentation palestinienne à la conférence, qui aboutiraient à une « capitulation », et accusé les Etats-Unis de s'être alignés sur l'Etat hébreu.

Le chef de l'OLP a aussi revendiqué le choix des délégués palestiniens à une conférence de paix. Il a aussi demandé aux dirigeants européens de faire pression sur Washington pour protéger les droits légitimes des Palestiniens. — (AFP, Reuter, AP.)

A TRAVERS LE MONDE

BANGLADESH

Le Parlement vote le retour au système parlementaire

Le gouvernement du bégum Khaleda Zia a fait adopter mercredi 7 août par le Parlement du Bangladesh un amendement constitutionnel restaurant le système parlementaire dans ce pays après seize années de régime présidentiel.

Cet amendement a été adopté par 307 voix pour, aucune voix contre, sur un total de 330 députés. Les députés ont également approuvé un amendement confirmant M. Shahabuddin Ahmed au poste de président par intérim.

Il avait succédé au président déchu Ershad le 6 décembre 1990. Ce texte prévoit que M. Ahmed retrouvera, lorsque son successeur sera désigné, le poste de président de la Cour suprême qu'il occupait auparavant.

Les deux amendements, qui nécessitaient l'ajout de deux tiers pour être adoptés, avaient fait l'objet d'une semaine de débats dans une commission parlementaire regroupant des députés du parti au pouvoir et de l'opposition. Celui qui instaure le parlementarisme devra être approuvé par référendum en septembre, avant d'entrer définitivement en vigueur. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Quatre semaines de vacances pour le président

Le président George Bush a quitté, mardi 6 août, la Maison Blanche pour quatre semaines de vacances dans sa propriété de Kennebunkport, sur les côtes de l'Etat du Maine.

M. Bush, qui a souffert d'irrégularités du rythme cardiaque au printemps, entend profiter pleinement de ce long repos qu'il estime « bien mérité ». Il sera toutefois accompagné à Kennebunkport par son conseiller pour les affaires de sécurité, le général Brent Scowcroft, ou par l'adjoint de ce dernier, M. Robert Gates, dont la nomination à la tête de la CIA devra être confirmée en septembre par le Sénat. Il recevra par ailleurs le premier ministre britannique, M. John Major, de 28 au 30 août, avant de rentrer à Washington le 3 septembre. — (AFP, UPI.)

Rencontre entre militaires chinois et soviétiques. — Le général Chi Haotian, chef d'état-major de l'armée chinoise, a rencontré mardi 6 août à Moscou son homologue soviétique, le général Mikhaïl Moïssiev, ainsi que le ministre de la défense Dimitri Yazov, a-t-on appris de source officielle. Les deux pays négocient actuellement le tracé de certaines parties de leurs 7 300 kilomètres de frontières communes. — (AFP.)

AFRIQUE

MAROC

L'armée mène des opérations de « ratissage » au Sahara occidental

L'armée marocaine a entrepris des opérations de « ratissage » dans la zone de no man's land, comprise entre le mur de défense et le tracé frontalier du Sahara occidental, à l'indiqué, mardi 6 août, à Rabat, un porte-parole du gouvernement, cité par l'agence officielle MAP. « Compte tenu des responsabilités qu'assume le Maroc dans le maintien de l'ordre et de la sécurité sur tout le territoire du Sahara marocain, les forces armées royales ont mené et mèneront des opérations de ratissage et de nettoyage dans la zone de no man's land », a-t-il déclaré.

Selon ce fonctionnaire, des transfuges du Polisario auraient avisé les autorités que l'organisation sahraouie « faisait infiltrer ce no man's land par des éléments entraînés et armés » pour « des opérations de terrorisme à l'intérieur du Sahara marocain », afin de « perturber et retarder la préparation et le déroulement paisible du

référéndum d'autodétermination ». Le porte-parole n'a donné aucun bilan du « nettoyage » opéré par l'armée, de même qu'il s'est gardé de tout commentaire concernant les récentes déclarations du Polisario, accusant l'aviation marocaine d'avoir bombardé, dimanche 4 août, la ville de Tifariti, dans le nord-est du Sahara occidental, à l'extérieur du mur de défense (*le Monde* du 7 août).

Selon le Polisario, une nouvelle attaque aérienne contre Tifariti aurait été lancée lundi. Ces raids marquent le « début d'exécution d'un plan délibéré de la reprise de la guerre, arrêté par le roi du Maroc », estime l'organisation sahraouie, qui soupçonne le souverain chérifien de vouloir torpiller « les chances offertes à la paix ».

Le Maroc et le Polisario ont signé, en juillet, un accord de cessez-le-feu, qui doit entrer en vigueur le 6 septembre et permettre l'organisation, sous l'égide de

l'ONU, d'un référendum d'autodétermination dans l'ancienne colonie espagnole. Le représentant personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Johannes Manz, a récemment fait savoir qu'il ne voulait pas des « listes globales » d'électeurs que lui soumettraient l'une ou l'autre partie et qu'il pourrait exiger du Maroc « la suspension de toute loi ou mesure qui pourrait entraver le bon déroulement du processus en cours » (*le Monde* du 3 août).

La presse marocaine a vivement réagi, mardi, à ces déclarations. Le quotidien communiste *al Bayane* a ainsi accusé le représentant de l'ONU d'« outrepasser son mandat », le journal progouvernemental *al Maghreb* considérant, pour sa part, que les propos de M. Manz sur les listes électorales « sont d'une légèreté qui frise l'insouciance ». — (AFP.)

MALI : la rébellion des Touaregs

Au moins cent cinquante militaires ont été tués en un an

Les affrontements qui opposent, depuis un peu plus d'un an, dans le nord du pays, les troupes régulières et les rebelles touaregs, ont fait au moins cent cinquante morts, deux cents blessés et cinquante disparus parmi les militaires, a déclaré, mardi 6 août, à Bamako, devant les députés de la Conférence nationale, le ministre de la défense et de la sécurité intérieure, le lieutenant-colonel Tikioua Doumbia.

Selon lui, plus d'un milliard de francs CFA (20 millions de francs) ont été engloutis dans ce conflit et 700 millions de francs CFA (14 millions de francs) supplémentaires ont été débouqués pour renforcer l'armée.

Celle-ci a perdu 60 % de son matériel léger lors des opérations menées jusqu'à présent. A en croire le ministre, la situation d'insécurité qui prévaut dans le Nord est due, en bonne part, à des « groupes de bandits » qui agissent « sous le couvert de la rébellion ».

Malgré la trêve conclue en juin entre les rebelles touaregs et le gouvernement, combats et escarmouches n'ont pas cessé. Selon les autorités de Bamako, depuis la fin juillet, au moins deux attaques ont été menées par les maquisards touaregs, l'une dans la région de Mopti et l'autre dans la région de Gao, faisant plusieurs tués parmi les populations civiles. — (AFP, Reuter.)

EN BREF

o ALGERIE : les élections législatives pourraient avoir lieu en novembre. — Les élections législatives auront lieu en novembre, a indiqué, mardi 6 août, à Alger, le dirigeant du Front des forces socialistes (FFS), M. Hocine AR Ahmed, à l'issue d'un entretien avec le président Chadli Bendjedid. Par ailleurs, selon des sources parlementaires, le Parlement pourrait envisager, en septembre, la révision de la loi sur le découpage électoral, qui avait déclenché de vives protestations dans l'opposi-

tion, notamment de la part du Front islamique du salut (FIS), en juin. — (AFP.)

o MAURICE : élections générales le 15 septembre. — Des élections générales auront lieu le 15 septembre, a annoncé, mardi 6 août, le premier ministre Sir Anerood Jugnauth, qui a également annoncé la dissolution immédiate du parlement et fixé la date de dépôt des candidatures au 23 août. Les dernières élections à Maurice remontent à 1987. — (AFP.)

o COMORES : des blessés lors d'affrontements avec la police. — Trois à quatre jeunes manifestants ont été blessés par balles, lundi 5 août, sur l'île d'Anjouan, lors d'affrontements avec la police. Les manifestants tentaient de s'opposer à un rassemblement de soutien au président Saïd Mohamed Djohar.

Ces incidents survinrent quelques jours après l'échec d'une tentative de coup d'Etat menée par le président de la Cour suprême. — (AFP, Reuter.)

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet/Août 1991

LES RÉFUGIÉS

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EUROPE

La crise yougoslave

Un nouveau cessez-le-feu est entré en vigueur en Croatie

Radio-Belgrade a annoncé que « tous les tirs avaient cessé », mercredi matin 7 août, en Slavonie, dans l'est de la Croatie, où de violents combats avaient fait dans la nuit « des morts et des blessés ». Le nouveau cessez-le-feu « absolu et inconditionnel » ordonné par la présidence fédérale, à compter de mercredi à 6 heures, semblait donc respecté par les belligérants, mais, de l'avis général, la trêve est extrêmement précaire. Le ministre croate des affaires étrangères, M. Zvonimir Separovic, ne souhaite pas le déploiement d'une force d'interposition étrangère, qui, selon Zagreb, favoriserait les nationalistes serbes et entrainerait de facto la perte des zones occupées par la guérilla serbe.

BELGRADE

de notre correspondant

Réunie mardi dans la soirée, la présidence collégiale a ordonné un cessez-le-feu « absolu et inconditionnel » qui est entré en vigueur à 6 heures du matin mercredi 7 août. La direction yougoslave, qui avait déjà statué sur un cessez-le-feu, samedi 3 août, avait nommé une commission dirigée par le vice-président fédéral, le Monténégrin Branko Kostic, pour définir les modalités d'application de l'accord. Cette commission présidentielle s'était rendue, lundi et mardi, dans les zones sensibles de Croatie pour négocier l'arrêt des hostilités.

Le président croate, M. Franjo Tudjman, d'une part, et les représentants serbes des enclaves de Krajina et de Slavonie, d'autre

part, ont approuvé l'accord de cessez-le-feu en Croatie qui devrait mettre fin à des combats ayant déjà fait plus de trois cents morts. Informée du résultat de cette mission, la présidence collégiale en a fixé, mardi soir, l'heure d'entrée en vigueur et a adopté à l'unanimité des mesures visant à faciliter son application. Elle a notamment ordonné le repli, avant mercredi 18 heures, des forces en conflit pour qu'elles soient hors de portée des tirs d'artillerie et l'éloignement de l'armement lourd. Elle demandait aussi aux parties belligérantes de coopérer au maximum avec les organes chargés de contrôler l'application du cessez-le-feu. La présidence yougoslave estime que l'arrêt des hostilités devrait créer un climat favorable à une reprise des négociations sur l'avenir de la Yougoslavie.

En dépit de cette initiative de paix de la direction collégiale, les combats se sont poursuivis pendant la nuit de mardi à mercredi. Le radio de Zagreb faisait état mercredi matin de violents affrontements, essentiellement dans l'est de la Croatie, et estimait que la nuit avait été « l'une des plus dures depuis le début des hostilités ». Deux villes de Slavonie, Osijek et Vukovar, ont été la cible de tirs au mortier; des fusillades ont également éclaté entre les villages de Sarvas (croate) et de Bijelo Brdo (serbe) dans la même région. Le bilan de ces affrontements, qui ont été apparemment violents, n'est pas connu.

Accusations réciproques

Les chances de succès de cet accord de cessez-le-feu approuvé « à l'unanimité » semblent pourtant minces compte tenu de la tension et de l'esprit de revanche qui règnent dans ces régions. C'est pourquoi il est permis de se demander si les patrouilles « yougoslaves », chargées de contrôler l'arrêt des hostilités, seront capables de porter un jugement impartial sur une situation complexe et de désigner les éventuels coupables en cas de violation du cessez-le-feu. Jusqu'à présent, chacune des parties concernées a accusé l'adversaire d'avoir ouvert le feu en premier. La commission présidentielle qui s'était rendue, lundi 5 août, en Krajina et à Zagreb a visité mardi dans la journée la Slavonie de l'Est. Les représentants de la population serbe de cette région ont accepté le cessez-le-feu tout en précisant qu'ils ne tiraient pas les premiers mais ripostaient à toute attaque.

Ces divergences risquent d'entraver considérablement le rétablissement de la paix, et il est très probable que l'une des parties va réclamer rapidement l'engagement d'une mission d'observateurs étrangers. C'est le cas notamment de la Croatie, qui soupçonne fortement l'armée fédérale et le président du cessez-le-feu, M. Branko Kostic, de faire le jeu des Serbes. Les médias slovènes estimaient, mardi soir, que la décision de la présidence concernant l'arrêt des hostilités permettait en fait à la Serbie d'éviter l'internationalisation du conflit – souhaitée par les dirigeants croates – et de montrer au monde entier qu'elle aspirait à la paix.

Alors que la commission yougoslave poursuivait sa mission de paix dans les zones sensibles de Croatie, les affrontements continuaient. Dans la journée de mardi, le nouveau ministre croate de l'Intérieur, M. Ivan Vekic, annonçait le renforcement de la mise en état d'alerte de la police croate. Pour leur part, les responsables serbes de Borovo-Selo (Slavonie) ont décrété la mobilisation de la population locale, précisant que l'insou-

mission serait sanctionnée par la législation serbe, mais ces mesures devaient logiquement être abrogées après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

FLORENCE HARTMANN

■ Référendum sur l'indépendance en Macédoine le 8 septembre. – Un référendum sur l'indépendance de la Macédoine, la plus pauvre des six républiques yougoslaves, sera organisé le 8 septembre. Quelque 1,3 million d'électeurs sur 2,3 millions d'habitants seront appelés à indiquer s'ils souhaitent ou non que la Macédoine devienne un État indépendant se réservant le droit d'adhérer à une future association d'États souverains de Yougoslavie. Les nouvelles autorités de Skopje, issues des premières élections libres de novembre dernier, ont toujours affirmé que la Macédoine proclamerait son indépendance en cas de sécession de la Slovénie et de la Croatie, ce que les deux républiques avaient fait le 25 juin. – (AFP)

■ Défection probable des quatre meilleurs joueurs yougoslaves en Coupe Davis de tennis contre la France. – La Yougoslavie sera vraisemblablement privée, lors de sa rencontre avec la France en demi-finale de la Coupe Davis, de ses quatre meilleurs joueurs, tous Croates, en raison des affrontements interethniques dans leur République. Goran Ivanisevic, Goran Prpic, Bruno Oresar et Sasa Hrnzic ont laissé entendre qu'ils ne défendraient plus les couleurs de la Yougoslavie, suivant une recommandation faite lundi 5 août à tous les sportifs croates par la Fédération croate des sports. – (AFP)

Efforts de paix et ingérence

Suite de la première page

Ce résultat en demi-teinte est à la mesure du désarroi dans lequel l'échec de sa dernière mission de médiation avait plongé la Communauté européenne. A l'ouverture de la réunion de La Haye, les pays européens balançaient entre le volontarisme de la France et de l'Allemagne – respectivement prêtes à saisir le Conseil de sécurité des Nations unies et à prononcer des sanctions économiques et financières contre la Serbie – et le fatalisme des Pays-Bas, président en exercice de la CEE. Après avoir estimé que « la Communauté (était) allée à la limite de ses possibilités », le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, considérait les suggestions de ses collègues français et allemands comme « prématurées » et « inapplicables ». La déclaration de La Haye se présente finalement comme un compromis entre ces deux lignes, élaboré non sans mal puisque la discussion des ministres a duré quatre heures au lieu des deux initialement prévues.

Prendant le contre-pied des propos déabusés tenus à leur retour de Belgrade, dimanche soir, par les médias luxembourgeois et néerlandais de la trêve, les pays de la Communauté se déclarent toujours prêts à jouer les médiateurs et « à poursuivre leurs efforts conformément à la déclaration de Brioni du 7 juillet » (1). Ils pressent par ailleurs la présidence fédérale yougoslave d'organiser « au plus tôt » une conférence sur l'avenir de la Yougoslavie. Éléments nouveaux : les Douze s'affirment « prêts à convoquer eux-mêmes, si nécessaire, une telle conférence ».

En attendant, les Douze souhaitent avoir « le renfort d'autres instances » : c'est ainsi que M. Van den Broek a justifié l'appel qu'ils lancent à leurs partenaires de la CSCE, y compris donc les États-Unis et l'Union soviétique, « pour

soutenir leurs dernières initiatives afin d'établir un cessez-le-feu et promouvoir un dialogue pacifique ». Le chef de la diplomatie néerlandaise a précisé que la CEE attendait de la prochaine réunion à Prague des hauts fonctionnaires des pays membres de la CSCE, jeudi, « un engagement clair ».

La volonté des Européens d'accroître la pression sur la Yougoslavie se traduit encore par l'accueil « unanime », selon M. Dumas, qu'ils ont réservé à « l'intention de la France et du Royaume-Uni de tenir le Conseil de sécurité des Nations unies informé des actions de la Communauté afin que le Conseil de sécurité prenne les mesures qu'il estimerait appropriées ». Le ministre français a évoqué l'hypothèse d'une mission d'information menée en Yougoslavie par le secrétaire général de l'ONU.

La question de l'UEO

La Communauté ne jette donc pas l'éponge, mais elle admet à mots couverts qu'elle a besoin d'aide pour étouffer l'incendie yougoslave par la voie diplomatique. Les moyens de pression économique, quant à eux, font l'objet d'une étude confiée à la Commission européenne. Celle-ci est en effet invitée à informer les Douze sur les mesures qu'ils pourraient prendre non seulement contre celles des Républiques yougoslaves refusant le cessez-le-feu, mais aussi en faveur de celles respectant le double principe du non-recours à la force et du respect du droit des minorités.

Le chef de la diplomatie allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, s'est dit satisfait de cette décision, qui reste en deçà de sa proposition mais qui ouvre de façon implicite la question de la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Ce sujet n'a, semble-t-il, pas été abordé par les Douze. Le ministre allemand a toutefois montré qu'il y tenait en déclarant qu'en cas de détérioration de la situation, l'Allemagne proposerait à ses partenaires de l'examiner.

Il n'en fallait pas plus à M. Van den Broek pour reprocher, de façon furtive devant les caméras de la télévision néerlandaise, à son homologue allemand de semer la confusion. Le ministre néerlandais replaçait ainsi la réunion de La Haye dans le cadre plus vaste du débat sur la union politique européenne. La difficile question de l'intégration éventuelle de l'Union de l'Europe occidentale à la CEE a d'ailleurs plané comme une ombre sur les travaux des ministres : ils ont simplement « pris note » du fait que les neuf pays membres de l'UEO avaient décidé d'examiner quelle contribution celle-ci pourrait apporter au contrôle du respect d'un éventuel cessez-le-feu.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Lors des accords de Brioni avec la trêve européenne, les dirigeants serbes, slovènes, croates et fédéraux s'étaient notamment engagés à respecter un cessez-le-feu immédiat, à ramener l'armée fédérale dans les camps et à accorder un moratoire de trois mois sur les décisions d'indépendance du 25 juin de la Slovénie et de la Croatie.

Moscou met en garde les Occidentaux

Par la voix de l'agence Tass, le gouvernement soviétique a appelé, mardi 6 août, les protagonistes de la crise yougoslave à négocier et a mis en garde les Occidentaux contre les risques d'ingérence dans un conflit interne.

« Beaucoup dépend de la position de la communauté internationale, a déclaré le gouvernement soviétique dans un communiqué. La limite est très floue entre les bons offices et l'ingérence dans les affaires intérieures, qui est inaccep-

table du point de vue du droit international et des conséquences éventuelles. Prendre, involontairement ou pire, en suivant des tentations égoïstes, le parti de l'un des protagonistes équivaudrait à se trouver automatiquement en conflit avec les autres, en Yougoslavie et au-delà. Ce conflit pourrait alors évoluer en un conflit pan-européen ».

Reconnaître la sécession de la Slovénie et de la Croatie « aggraverait la tragédie nationale », pour-

suit le communiqué. « Ceux qui proposent d'envoyer des forces armées internationales en Yougoslavie ont mal considéré ce qui pourrait s'ensuivre. Le devoir des États est d'apporter une aide amicale à la Yougoslavie, dans le cadre strict et dans l'esprit de l'acte final d'Helsinki et de la charte de Paris. L'UEO et la CSCE sont utilisées à fond, mais uniquement sur la base des normes concertées du processus pan-européen ». – (Tass.)

La déclaration des Douze

Voici les principaux points de la déclaration sur la Yougoslavie adoptée mardi 6 août à La Haye par les ministres des affaires étrangères de la CEE :

La Communauté et ses États membres « condamnent fermement l'utilisation continue de la force et les tentatives de la part de toute République d'imposer par la force des solutions aux autres Républiques ». Ils expriment le vif intérêt des Douze pour une solution pacifique aux problèmes de la Yougoslavie, non seulement pour le bien de la Yougoslavie elle-même et des peuples qui la constituent, mais également pour l'Europe dans son ensemble. (...)

« Ils demandent instamment à la Présidence collégiale de convoquer sans délai des négociations sur l'avenir de la Yougoslavie. Ils expriment leur disponibilité à convoquer eux-mêmes, si nécessaire, une telle conférence ».

« Ces négociations devraient être fondées sur les principes qu'aucune modification des frontières internes et internationales par la force n'est acceptable et que toute solution devrait garantir les droits des minorités dans chacune des Républiques. Ils invitent la Commission

à informer les Douze des mesures économiques et financières qui pourraient être prises à l'encontre des parties qui refusent le cessez-le-feu et ne respectent pas les principes sus-mentionnés et de la façon dont les relations économiques et financières avec les parties qui coopèrent à cet égard pourraient être renforcées ».

« Ils lancent un appel à leurs partenaires de la CSCE afin qu'ils soutiennent les plus récentes initiatives des Douze » (...)

« Ils se félicitent également de l'intention manifestée par la France et le Royaume-Uni, en leur qualité de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, et par la Belgique, en tant que membre non permanent, d'informer le Conseil de sécurité des initiatives de la Communauté concernant la situation en Yougoslavie, afin qu'il prenne les mesures qu'il pourra estimer appropriées. La Communauté et ses États membres ont pris note du fait que les États membres de l'UEO ont décidé de donner instruction à leurs représentants d'évaluer la situation en Yougoslavie et d'examiner les modalités d'une contribution éventuelle de l'UEO à la stabilisation d'un cessez-le-feu agréé » (par toutes les parties yougoslaves). – (AFP)

URSS

M. Polozkov, chef du PC de Russie, acculé à la démission

La crise du Parti communiste de Russie (PCR) a éclaté au grand jour, mardi 6 août, avec la démission de son chef, le conservateur Ivan Polozkov, et l'exclusion des rangs du parti du réformateur Alexandre Routsikov, élu vice-président de la République de Russie en juin aux côtés de M. Boris Eltsine. M. Routsikov avait lancé, il y a quelques jours, un appel à la création d'un nouveau parti, le Parti démocratique des communistes de Russie.

M. Polozkov a offert sa démission au cours d'un plénum du Comité central du PCR, après avoir été accusé de mollesse par ses camarades conservateurs, qui lui reprochent d'« avoir nuï » au parti par son incapacité à faire face à la montée de M. Eltsine et des réformateurs. Elu à ce poste en juin 1990 peu après la constitu-

tion du PCR (les communistes russes étaient simplement membres, jusque-là, du PC soviétique), M. Polozkov n'a jamais été un leader de grande envergure. Il a été remplacé mardi par un autre apparatchik, M. Valentin Kouptsov, dont on ne s'attend guère qu'il parvienne mieux à conjurer le mal qui ronge les communistes russes et soviétiques, en chute libre depuis plus d'un an. Le PCUS a perdu 4,2 millions de membres au cours des 18 derniers mois et, selon l'AFP, a vu son déficit budgétaire se multiplier par cinq cette année. Le PC russe lui-même a perdu plus d'un quart de ses adhérents.

La décision d'exclure le colonel Routsikov, héros de l'Afghanistan, ainsi que son adjoint, M. Vassili Lipitski, traduit la volonté des

conservateurs, majoritaires au comité central du PCR, d'affronter les réformateurs plutôt que d'essayer de travailler avec eux. Il est vrai que des hommes comme MM. Polozkov et Routsikov n'ont plus grand chose à faire ensemble : en choisissant M. Routsikov comme colistier pour le rempart d'avoir fait échouer la tentative des conservateurs communistes d'empêcher l'organisation de l'élection présidentielle russe, M. Eltsine avait fait basculer les réformateurs communistes russes dans son camp, même si ceux-ci ne parviennent pas encore à se débarrasser de l'étiquette de « communistes ».

La scission est donc désormais inévitable au sein du PC russe, minant encore un peu plus le PC soviétique, dont le congrès extraordinaire est prévu en décembre.

ASIE

JAPON

M. Kaifu à Hiroshima : « ne jamais répéter la tragédie de la guerre »

Cinquante mille personnes, dont le premier ministre M. Toshiki Kaifu, se sont rassemblées, mardi 6 août, à Hiroshima pour commémorer le quarante-sixième anniversaire de l'explosion de la première bombe atomique. A cette occasion, M. Kaifu a déclaré : « En tant que seul pays au monde à avoir subi un bombardement atomique, le Japon est fermement déterminé à ne jamais répéter la tragédie de la guerre et, en particulier, à ne

jamais plus se retrouver dans la situation où des armes nucléaires pourraient être utilisées contre lui ».

Pour sa part, le maire de Hiroshima, M. Takahashi Hiroaka, a souhaité de nouveaux efforts en vue de résoudre les conflits dans le monde, et a présenté ses excuses pour les souffrances causées par les Japonais pendant la seconde guerre mondiale. – (AFP, AP)

■ CORÉE DU SUD : cinq policiers condamnés pour le meurtre d'un étudiant. – La justice sud-coréenne a condamné mardi 6 août cinq policiers à des peines de cinq à sept ans de prison pour avoir battu à mort un étudiant de vingt ans, Kang Kyung-dae, lors d'une manifestation antigouvernementale, le 26 avril. Sa mort avait déclenché de graves émeutes dans le pays. – (Reuters)

■ CAMBODGE : la prochaine réunion du Conseil national suprême aura lieu à Pattaya. – La prochaine réunion du Conseil national suprême (CNS) cambodgien n'aura pas lieu à Bangkok, mais à Pattaya, du 26 au 28 août, a annoncé mercredi 7 août, un responsable de la guérilla cambodgienne. Cette station balnéaire thaïlandaise a déjà abrité en juin

des pourparlers de paix, auxquels M. Pol Pot – l'ancien dirigeant du régime khmer rouge – a personnellement pris part, ont affirmé mardi la guérilla et les services de renseignements thaïlandais. – (AFP, AP)

■ SRI-LANKA : nouvelle attaque tamoule contre l'armée. – Au moins vingt-sept personnes auraient été tuées lors de combats entre l'armée srilankaise et des maoïstes tamouls près du camp militaire d'Elephant Pass, dans le nord du pays, ont indiqué mardi 6 août des responsables militaires. D'autres combats auraient eu lieu lundi entre les Tigres de Libération de l'Éclat tamoul (LTTE) et l'armée, causant la mort de six soldats et de vingt et un Tigres, précise-t-on de même source. – (AFP)

Selon un sondage

M. Cresson est peu aimée... mais plutôt approuvée... par les Japonais

La cote de popularité au Japon du premier ministre français, M. Edith Cresson, dont le nom est connu d'une personne sur deux, est au plus bas : à peine 4 % d'opinions favorables en raison de ses positions anti-japonaises, a révélé un sondage réalisé le mois dernier par le Nippon Research Center Ltd., et publié mercredi 7 août à Tokyo.

Mais plus de la moitié (51 %) de ceux qui ont eu connaissance de ses critiques se disent d'accord avec elle pour estimer que « le Japon est un pays qui a recours à des pratiques commerciales exclusives et protectionnistes ». Et 47 % d'entre eux partagent l'avis de M. Cresson quand elle affirme qu'il ne peut y avoir de vraie concurrence entre les industries d'Europe et du Japon en raison des différences de temps de travail, de système social et de conditions de vie. – (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

EUROPE

L'installation de la capitale de l'Allemagne unifiée

Un entretien avec le maire de Berlin

« Nous voulons remettre la ville en ordre », nous déclare M. Eberhard Diepgen



UN INSTANT, ON M'APPELLE DE LA RIVE OUEST...

« Un peu plus d'un mois après le choix de Berlin comme siège du gouvernement et du Parlement, êtes-vous un maire heureux ? »

— La décision a été pour moi un immense soulagement. Un vote pour Bonn aurait été un vote contre quarante ans de politique allemande, contre tout ce que représente Berlin, contre l'évolution européenne. Berlin, qui a été le point de cristallisation de la politique allemande et des efforts pour mettre fin à la division de l'Europe, a toujours été liée à l'idée de capitale. Un transfert vers Bonn aurait été un transfert vers l'ouest, juste au moment où la politique européenne se réorientait vers le centre, vers l'est. Oui, je suis un maire satisfait.

— Berlin devient le siège du gouvernement, veut les Jeux Olympiques de l'an 2000, fait venir Daniel Barenboim... Vaut-il rétablir la ville dans son ancienne splendeur ?

— Nous voulons remettre la ville en ordre. Cela n'a malheureusement rien à voir avec la splendeur, mais d'abord avec l'ordre, la solidité et les perspectives économiques.

— Les Jeux olympiques... Berlin a été le point de cristallisation de la séparation, les Jeux vont marquer que cette séparation est surmontée, que la coopération, le développement en commun ont maintenant la priorité sur ce continent. En outre, ils serviront à l'aménagement de la ville, à construire des équipements sportifs, des logements, à améliorer les transports.

— Est-ce que Berlin va devenir une grande métropole, rivalisant avec Moscou, Paris, Milan ?

— Berlin ne va pas devenir un amas incontrôlé de gens. Ce qu'il y a de typique à Berlin, c'est la multiplication des centres. Berlin est un agglomérat de villes, de communautés, de villages, une ville avec de la campagne, des

forêts, une ville où coexistent anciens et nouveaux quartiers. Cela ne changera pas. Je ne pense pas que la ville dépassera les quatre millions d'habitants. Quant à la région autour de Berlin, elle sera également aménagée de telle sorte qu'il n'y ait pas de problèmes de croissance incontrôlée.

— Que symbolise Berlin ? Est-ce que le vote en faveur de Berlin n'a pas aussi une connotation nationale allemande ?

— Pour éviter les fausses discussions, la question de la nation, du sentiment national ne doit pas être abordée d'un point de vue défensif. Berlin va de pair avec deux évolutions : celle de l'Allemagne, avec l'unification, mais aussi celle de l'Europe. Quand le mur de Berlin est tombé, ce n'était pas seulement une chance pour Berlin, c'était aussi la fin de la division de l'Europe.

— L'important a été la possibilité de renouer avec les traditions de coopération européenne, comme entre la France et la Pologne. La réduction de l'Europe à l'Europe de l'Ouest, comme beaucoup d'Européens se le sont figuré, s'est terminée avec la chute du Mur. Berlin est la ville typique du centre de l'Europe. Nous sommes partenaires de Paris. Nous sommes en train d'établir une relation avec Varsovie et Moscou. On voit précisément là ce que symbolise Berlin.

Accueillir les investisseurs

— Berlin se trouve à la frontière de la Pologne, de l'Europe de l'Est, John de Bruxelles. Quel est le plus important pour l'avenir de Berlin ?

— Berlin est la ville la plus à l'est de l'Europe occidentale et la ville la plus occidentale de l'Europe de l'Est. La partie est de la ville, l'ancienne capitale de l'Est, était totalement orientée vers l'est. Berlin-Ouest a été le point de départ de l'ancrage à l'ouest de la politique allemande.

Les deux se retrouvent précisément à Berlin.

— Quelles seront les conséquences pour la politique allemande ?

— A Berlin correspond aussi une politique allemande avec des responsabilités particulières envers l'Europe de l'Est. Elle vise à parachever le démantèlement des anciennes frontières des blocs au cœur du continent. Celles-ci ne doivent pas devenir les frontières de la pauvreté. La nécessité de la coopération est particulièrement évidente pour Berlin. Sinon, les risques seraient grands pour elle. En tant que ville la plus à l'est de l'Europe occidentale, elle serait le premier point de fixation des mouvements de migration déclenchés par la faim ou les problèmes sociaux. C'est la raison pour laquelle, de Berlin, ne peut que venir une impulsion pour éviter une nouvelle division en Europe, une division économique.

— N'avez-vous pas peur de

vous retrouver aux marges de la Communauté européenne ?

— Parlons plutôt des chances. D'ici, on peut particulièrement s'occuper des marchés de l'Europe du centre et de l'est. Des investisseurs internationaux sont intéressés pour cette raison à installer des succursales, et parfois leur siège européen à Berlin. C'est cette réflexion qui inspire des firmes comme Sony ou certaines banques qui ont annoncé leur intention de renforcer ici leur présence.

— Quelles sont les priorités de la ville ?

— Nous avons deux gros problèmes. Le premier est la reconstruction de la société et de la base économique à l'est, mais aussi à l'ouest de la ville. A l'est, à cause de l'effondrement du système communiste, A l'ouest, en raison du démantèlement des aides économiques attribuées à la ville lorsqu'elle était divisée. L'autre problème est l'intégration des deux parties. Sur le plan économique, il

faut résoudre la question de l'emploi et pour cela créer le cadre propice : infrastructures, télécommunications, circulation, liaisons entre la ville et l'extérieur, afin de permettre l'installation d'entreprises, surtout dans le secteur des services.

Un mélange harmonieux des quartiers

— Vous avez dit que Berlin ne devait pas devenir un endroit où tout le monde arrive. Qu'entendez-vous par là ?

— Nous devons faire attention à ce que des mouvements de migration vers Berlin ne nous rendent pas la tâche trop difficile et nous empêchent de résoudre les problèmes de la ville. Nous ne devons pas être débordés. Berlin ne peut régler cela tout seul. Il y a de la responsabilité de l'Allemagne et de la Communauté européenne dans son ensemble. Il faut aider la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Union soviétique à réussir leur transformation. C'est la seule chose que l'on puisse faire.

— Comment empêcher Berlin de ne pas être une ville purement administrative ?

— Dans l'aménagement de la ville, nous veillerons à ce qu'il n'y ait pas de spécialisation de ses différentes parties. Nous voulons un mélange harmonieux des quartiers. Les grands investisseurs doivent, s'ils veulent construire un immeuble de bureaux, prévoir également de construire des logements.

— Que sera Berlin dans vingt ans ?

— Nous espérons faire venir beaucoup de gens créatifs. Dans vingt ans, mon espoir est que la ville pourra servir d'exemple en matière de plaisir de vivre, d'habiter, de travailler. Qu'elle soit une ville avec des moyens de circulation modernes et écologiques. Qu'à travers sa diversité, elle devienne un lieu de communication et de progrès.

Propos recueillis par HENRI DE BRESSON

Déprime à Bonn

En cette période estivale, Bonn n'a pas le cœur léger. La victoire de Berlin, le 20 juin dernier, a laissé une capitale fédérale abasourdie, puis déprimée. La décision du Bundestag, la deuxième chambre du Parlement, de rester au bord du Rhin jusqu'au départ du Bundestag ne constitue qu'une bien meagre consolation. Cette institution qui symbolise la force du fédéralisme allemand n'emploie que cent cinquante personnes.

La perspective du départ plus ou moins rapproché du Bundestag, des ministères et des missions étrangères rend encore plus évident que la petite ville au bord du Rhin ne sait rien faire d'autre que d'être capitale. A quoi vont bien pouvoir servir tous ces bâtiments qui se sont édifiés pendant quarante ans ? A quoi bon poursuivre des chantiers entamés juste avant la chute du mur de Berlin ? Le nouvel hémicycle du Bundestag qui devait être inauguré l'an prochain sera-t-il transformé en parking ou en amphithéâtre pour l'université ? Comment le FDP — le parti libéral — va-t-il boucher le trou qu'il a commencé à creuser pour les fondations de son nouveau siège central qui ne verra jamais le jour ? Les réponses à ces questions sont la plupart du temps empreintes du cynisme qui sied aux situations désespérées.

On évoque les bureaux des députés, transformés en foyers pour demandeurs d'asile. Les fonctionnaires du Bundestag ont édité une affiche avec la photo du « Grand Eugène », surnom affectueux donné au grand-ciel abritant l'administration du Parlement, avec la légende suivante : « décadé le 20/06/91 ».

Les compensations évoquées au cours du débat Bonn-Berlin se sont vite révélées illusives. On rêvait de faire de Bonn une capitale des institutions européennes mais le représentant de la Commission à Bonn, M. Gerd Langguth, a expliqué qu'il était inutile de se faire de trop grandes illusions : ni Bruxelles, ni Strasbourg, ni Luxembourg ne sont disposés à se dessaisir des organisations qu'elles abritent.

L'Allemagne est par ailleurs relativement bien pourvue en agences dépendant de la CEE et le gouvernement veut réserver ses forces pour défendre Francoforte comme siège de la future banque centrale.

Pen d'ardeur au travail

M. Hans Dietrich Genscher, qui plaide d'impitoyable pour démanteler la plus vite possible son ministère à Berlin, a bien suggéré de faire de Bonn le centre politique et institutionnel de la fameuse Confédération européenne prévue par M. François Mitterrand. La scottée des Bonnais vis-à-vis de cette proposition n'a d'égal que celui de M. Genscher lui-même à l'égard du grand dasein mitterrandien : « Tout cela, ce n'est que châteaux en Espagne ! », constate le publiciste Dieter Hoffmann-Axthelm.

Car la capitale allemande n'a pas une situation facile, au cœur d'une région défavorisée et en marge des centres moteurs de l'économie ouest-européenne. C'est à Francoforte, et dans les centres industriels du sud et de l'ouest de l'Allemagne que se trouvent l'argent, aussi bien pour les investissements que pour le développement ou la culture. Il est même à craindre que les contradictions sociales entre l'est et l'ouest de l'Europe ne se cristallisent à Berlin. Les tensions s'accroissent déjà, la criminalité aussi, comme le montre le récent — et mystérieux — assassinat de M. Hanno Klein, fonctionnaire du Sénat responsable pour la rénovation du centre.

LUC ROSENZWEIG

Vertiges

Suite de la première page

La réunification des deux villes, symbolisée par l'installation, prévue pour l'automne prochain, du Sénat de Berlin dans l'ancien hôtel de ville de l'Alexander Platz, ne s'est pas passée sans grincements de dents. Les « ossis », ceux de l'Est, ont été frappés par des licenciements massifs et obligés de travailler pour des salaires qui parfois ne dépassent pas 40 % de ceux perçus de l'autre côté de la ville. Quant à ceux de l'Ouest, ils ont perdu leur statut de porte-drapeaux de la liberté, leurs subventions et leur tranquillité. Bref, Berlin se cherche une âme.

La guerre froide en avait fait une ville héroïque. La détente et l'habitude de la séparation l'ont réduite au provincialisme. A l'Ouest, une ville de petits bourgeois parvenus et de soixante-huitards assagis ; à l'Est, capitale de l'ancienne RDA, une ville de fonctionnaires aujourd'hui désemparés. Dans le débat sur le choix de la capitale, les Berlinais ont retrouvé leur passé, leur rêve d'un âge d'or mythique. Une partie des intellectuels aspire, avec nostalgie, comme le metteur en scène Reinhard Hauf, à une ville jouissant d'un climat productif, polémique, excitant.

Mais ce Berlin d'avant-guerre, d'avant-nazisme, n'existe-t-il pas uniquement dans les têtes ? Car la ville offre un terrain vierge. « La structure sociale de l'ancien Berlin a totalement disparu », observe M. Rudolf Springer, un charmant vieux monsieur de quatre-vingt-deux ans, dont la famille dirigeait autrefois une maison d'édition scientifique, et qui tient à Berlin, depuis la guerre, une galerie de peinture, l'une des premières adresses d'Allemagne. Il a résisté à la tentation d'aller à Cologne, capitale allemande de la peinture. Pour lui, « il n'y a que Berlin ».

L'évidence, bien sûr, pour tout Berlinais ! La décision de faire de leur ville la seule vraie capitale, célébrée bruyamment dans la nuit sur le Kurfürstendamm, ne fait pas pour autant que des heures. A l'Ouest, les nostalgiques des cafés tranquilles et de la bicyclette d'ont

pas vu d'un bon œil leur refuge soudain découvert. Si beaucoup, surtout à l'Est, espèrent que Berlin, capitale, apportera les emplois dont on a tant besoin, ils redoutent aussi de voir les loyers monter en flèche et les embouteillages se multiplier. Et puis Berlin ne sera-t-il pas envahi par des vagues d'immigrés de toute sorte, Polonais aujourd'hui, Russes demain ?

Une nouvelle gare

De quel avenir Berlin rêve-t-elle ? Bien peu en ont une idée précise, ce qui ne facilite pas la

tâche des planificateurs chargés de remodeler une ville défigurée par la guerre et les années de division. Le Sénat rêve d'une ville ordonnée, qui ne céderait pas à la folie des métropoles champignons. C'est du moins ce que se souhaite le maire, M. Eberhard Diepgen (voir ci-contre).

Non seulement la ville souffre d'un déficit budgétaire énorme mais elle doit aussi maintenant tenter de remettre en état un certain nombre de réalisations communistes, comme le gigantesque parc d'immenseur. Le Sénat compte sur l'effet « capitale » pour faire bouger les choses. D'abord au niveau de la fédération, du Bund. Le Bundestag va récupérer le Reichstag, dédié « au peuple allemand », incendié par les nazis. Il faut en reconstruire l'intérieur, prévoir alentour des bureaux et

des logements pour les députés. Le gouvernement va s'installer dans l'ancien centre historique, autour de la porte de Brandebourg et de l'avenue Unter-den-Linden. On va pouvoir utiliser les anciens ministères, mais il va falloir sans doute aussi construire. Peut-être même une chancellerie, si l'idée l'emportait de détruire le palais de la République, érigé sur l'emplacement de l'ancien château prussien, dynamité après la guerre.

Avant même le lancement des concours d'urbanisme prévus, d'immenses terrains ont été attribués, aux meilleurs endroits, à quelques grands investisseurs. En plein centre, à la jonction des parties Est et Ouest, Mercedes Benz, les grands magasins Hertie, Sony, ont acheté, à des conditions avantageuses, mais avec un cahier des charges, l'emplacement de leurs

futurs bureaux. Ils doivent théoriquement prévoir aussi des habitations et des services, mais personne ne sait très bien encore qui décidera du plan définitif.

Sous l'autorité du sénateur responsable pour l'urbanisme et l'environnement, M. Volker Hassemer, et avec l'aide d'un corps consultatif appelé « Stadtforschung », les responsables s'efforcent de ne pas trop laisser les choses au hasard. Il faut prévoir l'aménagement du cœur de la ville, mais aussi de centres périphériques de déstockage, revoir le système des transports, totalement insuffisant aussi bien pour les liaisons urbaines qu'extérieures.

Berlin est très mal desservie par un réseau autoroutier d'avant-guerre en mauvais état, des chemins de fer antédiluviens et deux aéroports trop petits. Le sénateur Hassemer prévoit notamment une nouvelle gare futuriste, entièrement souterraine, au nord du Reichstag, pour amener les trains à grande vitesse au cœur de la ville.

L'aménagement du nouveau Berlin prendra, à coup sûr, des décennies. La spéculation, la flamme des prix des bureaux, les hausses en Bourse des sociétés berlinoises témoignent d'une grande fébrilité. L'arrivée du gouvernement à Berlin attirera sans doute des investissements, mais peut-être pas autant qu'on le pense si rien ne se passe en Europe de l'Est, estime le publiciste Dieter Hoffmann-Axthelm.

Car la capitale allemande n'a pas une situation facile, au cœur d'une région défavorisée et en marge des centres moteurs de l'économie ouest-européenne. C'est à Francoforte, et dans les centres industriels du sud et de l'ouest de l'Allemagne que se trouvent l'argent, aussi bien pour les investissements que pour le développement ou la culture. Il est même à craindre que les contradictions sociales entre l'est et l'ouest de l'Europe ne se cristallisent à Berlin. Les tensions s'accroissent déjà, la criminalité aussi, comme le montre le récent — et mystérieux — assassinat de M. Hanno Klein, fonctionnaire du Sénat responsable pour la rénovation du centre.

H. de B.

Les 200 ans de la porte de Brandebourg

BERLIN

de notre correspondant

Elle est là, rutilante et son célèbre quadrige est restauré flamboyant, illuminé sous les projecteurs. La porte de Brandebourg, symbole de Berlin, témoin privilégié de deux cents ans d'histoire allemande, fête mardi soir 6 août 1991 ses deux siècles. Feux d'artifice, de lumières et de discours. Les Berlinais étaient entre eux, avec leur bourgmestre régnant, M. Eberhard Diepgen. Ni le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, ni le chancelier Helmut Kohl, pourtant pressentis, ne sont venus.

Le chancelier se réserve pour le retour à Postdam, le 17 août, des restes de Frédéric II, le roi éclairé, et de son père (le Monde du 3 août). Point n'était besoin sans doute d'en faire trop. Depuis la confirmation de Berlin comme capitale à part entière de l'Allemagne réunifiée, les retrouvailles avec la Prusse suscitent de vives polémiques que les dirigeants n'ont pas vraiment envie de poursuivre.

La restauration de la déesse

Victoria, qui conduisit le quadrige, avait donné lieu ces dernières semaines à de nombreuses critiques. On reprochait aux responsables d'avoir à nouveau orné le monument de l'aigle et de la croix de fer prussiens, que les communistes de l'Allemagne de l'Est avaient supprimé après la deuxième guerre mondiale.

Symbole de la division

Erigée en 1791 sur l'ordre du roi de Prusse, Frédéric Guillaume II, la porte de Brandebourg avait été conçue pour orner une des entrées de Berlin. Le quadrige était conduit par une déesse de paix, emmenée à Paris sur ordre de Napoléon lors de son entrée dans Berlin en 1806. Sept ans plus tard, l'équipage reprenait le chemin de la capitale prussienne. Frédéric Guillaume III, qui fit célébrer l'événement par un défilé à travers la porte, transforma celle-ci en arc de triomphe. La déesse de la paix, avec ses attributs militaires prussiens, devenait déesse de la victoire. En 1933, les nazis y orchestrèrent un gigantesque défilé aux flam-

beaux. Douze ans plus tard, les soldats de l'armée rouge y hissaient leur drapeau.

Pendant près de quarante-cinq ans, la porte de Brandebourg fut le symbole de la division de l'Allemagne, de l'Europe. Après la construction du mur, en 1961, elle se trouvait enclavée côté communiste, au bout de l'avenue Unter den Linden. Lors de sa visite à Berlin en 1987, le président américain Ronald Reagan mit le doigtant soviétique au défi de prouver sa pérestroïka. « M. Gorbatchev, ouvrez cette porte », lança-t-il. Deux ans plus tard, le vœu était réalisé. Fin décembre 1989, un mois et demi après la chute du mur, le chancelier Kohl et le dernier chef de gouvernement communiste de la RDA, M. Hans Modrow, se rencontraient solennellement devant la porte sous un déluge de pluie. L'ultime St. Sylvestre de l'Allemagne de l'Est devait donner lieu, quelques jours plus tard à des débordements mémorables au cours desquels le quadrige fut sérieusement endommagé par des jeunes grimés sur le monument.

H. de B.

arts de paix

urgence

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

de la population

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Spectaculaire affaire d'échange d'utérus aux États-Unis

Une grand-mère trop maternelle

Une Américaine âgée de quarante-deux ans est, depuis six mois, enceinte de deux jumeaux obtenus par fécondation in vitro à partir d'ovules de sa fille et de spermatozoïdes de son gendre. Cette nouvelle et spectaculaire affaire d'échange d'utérus soulève la délicate question de la légitimité de la pratique des mères porteuses. En France, dans l'attente du prochain débat parlementaire sur la bioéthique et des conclusions de la mission présidée par M. Bernard Bioulac, cette pratique est régulièrement condamnée par les autorités gouvernementales, éthiques, judiciaires et médicales. L'affaire américaine pose toutefois le problème de nouveaux termes.

Beaucoup ne voudront voir là qu'un geste d'amour hors du commun. Quoi de plus beau a priori que d'offrir à celle qui n'a donné la vie la possibilité d'avoir des enfants et, mieux encore, de faire voir le jour à ses propres petits-enfants ? Ce conte de fées issu des procréations médicalement assistées a pour cadre la petite ville d'Aberdeen, dans le sud de l'État du Dakota. C'est là que M^{me} Arlette Schweitzer, quarante-deux ans, documentaliste scolaire, a décidé de venir, coûte que coûte, en aide à M^{me} Christa Uchytell, sa fille, vingt-deux ans, habitante de Sioux City (Iowa).

Née sans utérus, M^{me} Uchytell ne pouvait avoir d'enfants. Il était toutefois possible de prélever chez elle des ovules, puis de réaliser une fécondation in vitro avec les spermatozoïdes de M. Uchytell. Restait dès lors en suspens la question de la gestation. M^{me} Uchytell avait pu avoir recours à la pratique des locations d'utérus (198 tentatives officiellement recensées aux États-Unis en 1989, pour trente-trois naissances et une affaire évoquée l'an dernier devant la justice californienne).

Ce n'a été que le cas, grâce à sa mère. Grâce aussi au docteur William Phipps, endocrinologue, spécialisé dans les problèmes de la reproduction à l'université du Minnesota, pour qui une telle demande

ne posait aucun problème médical ou éthique. Pour un coût total de 7 000 dollars (fécondation in vitro et préparation hormonale de la future grand-mère), M^{me} Schweitzer est aujourd'hui enceinte des jumeaux de sa fille, l'accouchement étant prévu pour novembre. « C'est un miracle et je souhaite dire à toutes les femmes dans ma situation qu'elles disposent toujours de cette solution », a déclaré M^{me} Uchytell après la révélation de cette première américaine, le lundi 5 août, par l'*American News* d'Aberdeen et par le *New York Times*.

Provocation et légitimité

Ce type d'échange utérin n'est pas le premier à être rendu public. Il y a quatre ans déjà, un hebdomadaire britannique, *Sunday*, faisait savoir qu'une Sud-Africaine blanche de quarante-huit ans allait donner naissance à des triplés qui étaient ses propres petits-enfants (le *Monde* du 7 avril et du 3 octobre 1987). L'année suivante, le quotidien italien la *Stampa* révélait qu'une jeune Romaine avait « prêté » son utérus à sa mère pour permettre à cette dernière d'avoir, avec son second mari, un enfant.

Au-delà de leur dimension inimaginablement spectaculaire — quand elles ne sont pas ressenties comme tout à fait provocatrices — de telles affaires amènent à poser sous de nouvelles formes la question de la légitimité de la pratique des mères porteuses. Outre-Atlantique, le débat est lancé avec des récentes interventions de psychiatres et de médecins légistes, condamnant sans nuance de tels agissements, qui conduisent, selon eux, à une confusion absolue et dangereuse des statuts de mère et de grand-mère.

« En pratique, il semble que l'on puisse sans grandes difficultés et sans risques déclencher de telles grossesses jusqu'à cinquante ans, que la femme soit ou non ménopausée. Passé cet âge, les choses deviendraient beaucoup plus délicates, explique le professeur Roger Henrion (maternité Fort-Royal, hôpital Cochin, Paris). Finalement, je ne suis pas choqué par ce type de pratique, dès lors qu'elle est mise en œuvre pour des raisons médicales et que l'on reste au sein de la cellule familiale.

« Ce n'a été que le cas, grâce à sa mère. Grâce aussi au docteur William Phipps, endocrinologue, spécialisé dans les problèmes de la reproduction à l'université du Minnesota, pour qui une telle demande

ne posait aucun problème médical ou éthique. Pour un coût total de 7 000 dollars (fécondation in vitro et préparation hormonale de la future grand-mère), M^{me} Schweitzer est aujourd'hui enceinte des jumeaux de sa fille, l'accouchement étant prévu pour novembre. « C'est un miracle et je souhaite dire à toutes les femmes dans ma situation qu'elles disposent toujours de cette solution », a déclaré M^{me} Uchytell après la révélation de cette première américaine, le lundi 5 août, par l'*American News* d'Aberdeen et par le *New York Times*.

« Peut-on accepter ce type d'échanges intra-familiaux sans, du même coup, légitimer la pratique des mères porteuses ? Comment en effet pourrait-on fixer le cadre dans lequel cette pratique serait autorisée (entre mères et filles, entre sœurs, entre amies...) et celui où elle serait prohibée ? Les arguments thérapeutiques (permettre à une femme stérile d'avoir des enfants) et éthiques (absence de rémunération) sont-ils suffisants pour que l'on fasse exception à la règle ? Sinon, comment interdire en pratique la réalisation de tels échanges ? Toutes ces questions devraient être posées lors du prochain débat parlementaire sur la bioéthique, qui doit faire suite à la mission présidée par M. Bernard Bioulac, député (PS) de la Dordogne.

Il y a quelques semaines, la Cour de cassation a, dans un arrêt, condamné la pratique des locations d'utérus, même lorsque celle-ci est mise en œuvre en l'absence de contreparties financières. Pour la Cour, en effet, les maternités de substitution constituent au principe de l'indisponibilité du corps humain et à celui de l'État des personnes. Pour sa part, le gouvernement semble, comme par le passé, décidé à condamner toutes les entreprises de mères porteuses, comme en témoigne la volonté récemment exprimée par M. Henri Nallet, ministre de la Justice, d'obtenir la dissolution de l'association *Mères Cœurs*, créée le 30 mai dernier par M. Henri Calvet et par le docteur Sacha Geller (le *Monde* du 27 juillet). Il reste toutefois à savoir si l'argument de « l'exploitation du corps de la femme », justement retenu par ceux qui veulent sanctionner pénalement d'entente en matière de maternité de substitution, pourra être retenu dans le cas des grand-mères porteuses.

JEAN-YVES NAU

(1) Sur les mécanismes à l'origine de la diminution de la fertilité féminine avec l'âge et aux méthodes permettant d'y remédier, on se reportera à « D'où vient la fertilité ? », *Le Monde* du 3 août 1991.

JUSTICE

Au conseil des ministres

Un projet de loi sur les livraisons surveillées de drogue

Le ministre délégué à la Justice, M. Michel Sapin, devait présenter, mercredi 7 août, au conseil des ministres un projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le trafic des stupéfiants, notamment en ce qui concerne les livraisons surveillées de drogue.

La complexité croissante des organisations de trafic de drogue amène les enquêteurs (police, douanes) à employer des techniques de plus en plus actives pour remonter les filières. Parmi ces techniques, la surveillance de l'acheminement de la drogue — la livraison surveillée — à travers un ou plusieurs pays, en vue d'identifier un maximum de personnes intervenant dans les réseaux, est souvent efficace. Toutefois, ces services estiment que ces possibilités ne sont pas adaptées à toutes les situations. Ils jugent parfois nécessaire d'infiltrer les réseaux et de participer plus directement au processus de livraison. Les enquêteurs peuvent ainsi être conduits à faire acheter, détenir ou transporter de la drogue.

En l'absence de texte législatif fixant le cadre de ces opérations, la jurisprudence de la Cour de cassation a établi que ces actes ne compromettent pas la validité des procédures engagées contre les trafiquants, à condition qu'ils ne fassent pas les douaniers de se livrer au trafic chez les personnes approchées par les enquêteurs. En fait, la marge de manœuvre de la police ou des douanes n'est pas grande. Encouragés par leur ministre, M. Michel Charasse, qui avait engagé des services à « lutter avec mépris » contre les « marchands de mort », trois responsables lyonnais et dijonnais de la Direction nationale des recherches et enquêtes douanières avaient, malgré tout, été inculpés le 13 mars pour infraction à la législation sur les stupéfiants et l'écrou.

Le magistrat dijonnais chargé de l'instruction, M. Robert Baroletti, leur reprochait d'avoir recouru à un système d'investigation que, selon lui, la loi ne permettait pas : procéder à un long travail d'infiltration d'un réseau de trafic de drogue, puis, à la fin, être jusqu'à manipuler d'importantes sommes d'argent et à laisser 60 kilos de cannabis s'évanouir dans la nature. L'opération avait permis de saisir une demi-tonne de

drogue le 9 décembre, mais les zones d'ombre du dossier avaient conduit le juge à mettre en doute la probité des douaniers. A Lyon et à Dijon, des informations judiciaires ont été également ouvertes à la suite de saisies de drogue controversées.

Pas de provocation à l'américaine

Les services de répression français s'estiment donc moins bien armés que leurs collègues américains, que les méthodes « undercover » autorisent à endosser les habits des trafiquants. Au moment où les conventions internationales de Vienne (Autriche) et de Schengen, qui engagent les États signataires à se doter de législations sur la mise en œuvre des techniques de livraison surveillée, allaient entrer en vigueur, il y avait donc une lacune dans le droit français que le garde des sceaux, M. Henri Nallet, et son ministre délégué, M. Michel Sapin, avaient promis de combler rapidement (le *Monde* du 8 juin).

Celui-ci devait donc soumettre le 7 août, au conseil des ministres, un texte qui en fait va au-delà : plus que les livraisons surveillées, ce seront les livraisons contrôlées qui seront autorisées. Le projet dispose notamment que les enquêteurs de police ou des douanes souhaitant effectuer une livraison surveillée avec infiltration d'un réseau devront en demander l'autorisation au procureur de la République compétent au juge d'instruction saisi de l'affaire.

Pour que celle-ci soit adoptée, il

faudra que l'intention criminelle du réseau soit établie et que les méthodes employées pour l'infiltrer soient détaillées. Il s'agit de permettre au magistrat de coordonner l'action des différents services concernés. Ceux-ci pourront alors être autorisés à transporter des stupéfiants, à en acquiescer, à fournir aux trafiquants des moyens de transport, de dépôt ou de communication, c'est-à-dire à contrôler les filières. Des méthodes de livraison surveillée actives pourront aussi être utilisées dans la lutte contre le blanchiment d'argent provenant du trafic.

Dans ce but, le projet prévoit que des moyens de caractère juridique (par exemple, la signature de contrats ou la constitution de sociétés) pourront être mis à la disposition des « blanchisseurs ». En revanche, les enquêteurs ne pourront pas vendre des produits stupéfiants ou provoquer des personnes à en acheter, comme il est d'usage aux États-Unis.

A. G.

□ ETATS-UNIS : « rideau de fer » contre le trafic de drogue — L'armée américaine construit actuellement le long de la frontière mexicaine un « rideau de fer » (barrière de hauts panneaux d'acier sur 24 kilomètres) pour fermer le « couloir de la drogue » reliant Tijuana, au Mexique, à San Diego aux États-Unis. Les simples clôtures ont été jugées insuffisantes, les trafiquants n'hésitant pas à les forcer en camion. Environ la moitié de la cocaïne introduite aux États-Unis transite par le Mexique. — (Reuters)

ENVIRONNEMENT

Après les décisions de M^{me} Cresson

M. Royer reste attaché aux projets de barrages sur la Loire et le Cher

Une semaine après l'annonce par le premier ministre de l'abandon de deux des cinq barrages prévus pour l'aménagement de la Loire (le *Monde* du 2 août), le maire de Tours, M. Jean Royer, président de l'établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA), a rencontré, mardi 6 août, le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde.

A l'issue de cette réunion, M. Royer a rappelé son attachement aux projets de barrages de Serre-de-la-Fare, sur la Loire, et de Chambonchard, sur le Cher. Projets que M^{me} Edith Cresson a précédemment remis en cause le 31 juillet dernier, préférant mettre en place, pour protéger les habitants de la Haute-Loire, des digues de protection et un système d'alerte météo.

« Le barrage de Serre-de-la-Fare peut seul garantir la protection des biens et des personnes contre les crues exceptionnelles et assurer à la Loire un débit suffisant en période de sécheresse », a affirmé M. Royer, reprenant la même argumentation pour défendre l'ouvrage de Chambonchard.

Estimant que le gouvernement « a vu à trop court terme les besoins agricoles et les besoins en

eau des populations de la vallée du Cher », le maire de Tours a suggéré de « laisser encore couler les débits avant la suppression de ces deux barrages ». Souhaitant que la coopération entre l'EPALA et l'Etat se poursuive, M. Royer a proposé un calendrier qui permette à l'établissement qu'il dirige « de participer à toutes les études complémentaires » et aux pouvoirs publics « de les comparer toutes entre elles et de consulter les élus et acteurs socio-économiques concernés ».

« Ainsi ce serait vraiment démocratique », a-t-il déclaré, reprochant au gouvernement Cresson d'avoir cédé sous la pression de « minorités » écologistes et de n'avoir pas « tenu les engagements » pris par son prédécesseur.

Le bureau de l'EPALA, qui rassemble les représentants de six régions, quinze départements et une vingtaine de villes, se réunira le 19 septembre et recevra le ministre de l'environnement. Si le gouvernement décidait réellement d'abandonner Serre-de-la-Fare et Chambonchard, l'EPALA, a laissé entendre son président, pourrait diriger ses positions. Et attendre un nouveau gouvernement.

S. D.

CORRESPONDANCE

Les laboratoires de la répression des fraudes sont hautement qualifiés

A la suite de notre article sur l'audience qu'il s'est tenue devant le tribunal correctionnel d'Auch, le 23 juillet, au cours de laquelle était jugé un professionnel du foie gras poursuivi pour avoir fabriqué et vendu du faux foie gras (le *Monde* du 26 juillet), nous avons reçu de M. G. Barthelemy, directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, la lettre suivante : Le journaliste précise que les défenseurs ont fait en termes sévères le procès des méthodes du service de la Répression des fraudes et rapporte le propos d'un avocat qui aurait notamment évoqué « l'incompétence notoire de leurs laboratoires qui utilisent des méthodes datant de trente à quarante ans ».

Il me paraît nécessaire que les lecteurs du *Monde* qui comptent, à juste titre, sur la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour leur assurer, comme consommateurs, des produits sûrs et de bonne qualité,

comme professionnels, des garanties contre la concurrence déloyale des falsificateurs, sachant que les huit laboratoires de cette administration sont animés par des personnels scientifiques et techniques hautement qualifiés.

Des investissements considérables permettent de maintenir en permanence un niveau d'équipement à la mesure de l'évolution des besoins (résonance magnétique nucléaire, toche à plasma, spectrographie de masse...). Pour suivre l'évolution des technologies, les laboratoires améliorent ou mettent au point sans cesse de nouvelles méthodes d'analyse. Ces laboratoires effectuent régulièrement des expertises à la demande de la justice et servent de référence pour des laboratoires d'entreprise. Enfin, les meilleurs laboratoires européens, parmi lesquels ceux de la DGC-CRF, sont actuellement l'objet d'une procédure d'accréditation qui garantit que leurs prestations sont d'un niveau de qualité internationalement reconnu.

RELIGIONS

Ecuménisme en panne

Suite de la première page

« Volets de Moscou », *sous-titre de la Pologne* : depuis dix ans en Ukraine occidentale, une « guerre de clochers » oppose également des communautés gréco-catholiques et orthodoxes (2). Décimée par Staline, incorporée de force, en 1946, au patriarcat orthodoxe de Moscou, l'Eglise autochrone d'Ukraine, sortie des catacombes, est aussi en pleine renaissance. Sa reconnaissance légale avait été l'un des points majeurs de la rencontre du 1^{er} décembre 1989 entre le pape et M. Gorbatchev. Après plus de cinquante ans d'exil à Rome, son patriarche, le cardinal Lubachivski, vient de rentrer au pays.

Depuis l'occupation de la célèbre église de la Transfiguration à Lvov en octobre 1989, les gréco-catholiques d'Ukraine ont repris aux orthodoxes, de gré ou de force, environ mille quatre cents lieux de culte, mais des centaines font encore l'objet de litiges. La situation s'est dégradée depuis que l'Eglise orthodoxe ukrainienne elle-même a éclaté, sous la pression des milieux ultranationalistes qui ont créé une Eglise autocéphale dissidente, encouragée par la diaspora ukrainienne en Occident.

A la frontière polono-ukrainienne, la question uniate divise même les catholiques. Il a fallu l'intervention de Jean-Paul II en personne, le 2 juin dernier à Presmyl, pour que des Polonais violemment anti-ukrainiens acceptent de quitter une église prête aux uniates et qu'ils « occupaient » depuis un mois. Le pape a qualifié d'« anachronisme aveuglant et indigne » une telle renaissance du nationalisme dans son pays natal.

Ces guerres de religion plangent leur racisme dans une histoire multiséculaire tragique. L'uniatisme est né, à la fin du seizième siècle, des

tentatives de Rome, soutenu par les souverains polonais, lituanien et austro-hongrois, pour rallier tout ou partie de l'orthodoxie, déjà ébranlée sur son flanc sud par les invasions ottomanes. Au concile de Brest-Litovsk en 1596, une partie de l'épiscopat orthodoxe de Russie rejoint Rome, suivi au siècle suivant par l'épiscopat orthodoxe de Transylvanie.

Des communautés entières ont été ainsi attachées à l'orthodoxie, par Rome, au fil de l'épée et au prix du sang. Pour des millions d'orthodoxes aujourd'hui encore en Europe orientale, l'uniatisme est synonyme de destruction de monastères et d'églises, de persécution et d'exil. C'est pourquoi l'élimination des Eglises uniates par les communistes au pouvoir, à Moscou, à Bucarest, en Slovaquie, n'avait guère soulevé d'indignation dans des communautés orthodoxes, elles-mêmes réduites au silence et malmenées.

Le « rite séculaire » de l'Eglise catholique

A cette renaissance de l'uniatisme, véritable écharde dans la chair de l'orthodoxie, s'ajoute un autre sujet de malaise entre Rome d'un côté, Moscou et Constantinople de l'autre : la réorganisation de l'Eglise catholique latine en Russie et de la « nouvelle évangélisation » de l'Europe selon Jean-Paul II. « Les orthodoxes les plus ouverts et les mieux intentionnés », explique le Père Boris Bobrinsky, professeur à l'Institut Saint-Serge à Paris, sont inquiets non pas tellement à cause de l'uniatisme en tant que tel, qui renait de ses cendres et de ses souffrances, mais de ce qui nous semble être le rite séculaire de Rome, celui d'une nouvelle évangélisation de la Russie, voire d'une véritable reconquête, qu'ils à disqualifier en

bloc l'Eglise orthodoxe russe (3). Très minoritaires en Union soviétique (sauf en Lituanie), des communautés latines (environ 1 500 000 fidèles en Biélorussie, 60 000 en Russie, 500 000 au Kazakhstan) sortent elles aussi, peu à peu, de décennies de silence et d'enfermement.

Leur réorganisation est menée au pas de charge. Le pape a nommé, le 13 avril dernier, trois administrateurs apostoliques, dont l'un, Mgr Tadeusz Kondrusiewicz, a été maladroitement présenté (et s'est rapidement rétracté) comme « archevêque » du « diocèse » de Moscou, ce qui a irrité le patriarche orthodoxe de la capitale russe. Dans la tradition chrétienne, on ne peut pas imaginer deux évêques par diocèse. Ce diocèse, au siège de Rome, si le patriarche Alexis a autorisé Boris Etkine comme président de la Russie (4) — mais aussi affiliée par la scission de communautés entières en Ukraine, en Moldavie, en Roumanie, et débordée par l'ampleur des tâches nouvelles. Actuellement, elle a la charge de 11 118 paroisses contre 7 500 avant la libéralisation religieuse du pays. Elle manque de prêtres pour ses nouvelles églises, de professeurs, de laïcs formés pour l'enseignement religieux, alors que l'Eglise catholique, uniate et latine, déploie tout son attirail venu de l'Occident.

« Tous les fantasmes du passé ressurgissent », écrit Olivier Clément, dans une orthodoxie qui se découvre terriblement affaiblie par l'effacement totalitaire et comme sans défense devant un christianisme occidental riche et cultivé (5). Si l'on ne peut exclure une visite expresse du pape aux communautés latines de Moscou, de Sibérie et du Kazakhstan, le voyage espéré depuis longtemps par Jean-Paul II en Union soviétique (notamment en Ukraine et en Lituanie) ne semble pas pour demain.

Le dialogue œcuménique va souffrir de ce coup de froid. Les personnalités orthodoxes les plus ouvertes aux relations avec Rome et l'Occident, comme Placide de Minsk, Kyryle de Smolensk ou, en Roumanie, Mgr Daniel Ciobotea, etc.) risquent, à l'avenir, de se trouver en porte à faux par rapport à un clergé qui joue un rôle nouveau dans des sociétés en mutation et redéfinit vigoureusement l'identité orthodoxe.

La crainte d'une rupture est suffisamment grande, y compris à Rome, pour que le pape, attaché à l'existence des « deux poutres » — occidentale et orientale — du christianisme en Europe, rédige lui-même, en juin dernier, une lettre de mise en garde. Il condamne « toute forme de prosélytisme » et rappelle le souvenir du « dialogue de charité » qu'avaient inauguré, après la levée des anathèmes au concile Vatican II (1962-1965), Paul VI et Athénagoras. « Même sainteté, mêmes martyrs, même tradition », disait l'ancien patriarche de Constantinople (6).

Les divergences entre catholiques et orthodoxes ne peuvent empêcher l'unité.

HENRI TINCO

(2) Reportage de l'agence Agic à Samt-Di-Galich.

(3) Service orthodoxe de presse (numéro 158, mai 1991).

(4) Le président de la Russie a même demandé la béatification à l'orthodoxie en ouvrant les mains.

(5) Dans *France catholique*, 5 juillet 1991.

(6) Dans les *Trois Rome*, un livre du Père Antoine Weiger, qui décrit les relations entre le catholicisme et l'orthodoxie depuis le concile. Desclée de Brouwer, 298 pages, 153 F.



« Au pays

ARTS • SPECTACLES

Penser la Yougoslavie

Le 25 juin dernier, après la déclaration d'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie, la Yougoslavie entrainée dans une période de graves turbulences. Depuis, rares ont été les signes d'apaisement dans une fédération saisie par la violence. Pourtant, le 28 juillet, 100 000 personnes se sont réunies à Sarajevo, à l'appel de nombreux artistes et intellectuels venus de tout le pays, pour un appel à la paix (notre photo).

Dans la foule, on agita le drapeau yougoslave, voulant croire encore à un avenir commun à toutes les ethnies. Cet appel ressemble beaucoup aux articles et témoignages rassemblés dans ce numéro différent du « Monde Arts et spectacles ». Un numéro « différent » en ce qu'il a été conçu en collaboration avec une femme qui n'appartient pas à sa rédaction, l'actrice Nada Strancar.

Née en Slovaquie, venue s'installer en France dès sa petite enfance avec sa mère, qui avait participé activement à la naissance de l'Etat yougoslave, Nada Strancar, après des études brillantes au Conservatoire national d'art dramatique, a travaillé aux côtés des plus grands metteurs en scène, comme Patrice Chéreau et surtout



Sarajevo, 28 juillet 1991 : la foule répond à l'appel pour la paix lancé par des artistes et des intellectuels de tout le pays.

Antoine Vitez. Ce compagnonnage exemplaire lui vaudrait d'être justement considérée aujourd'hui comme une tragédienne d'exception apte à explorer tous les répertoires, aussi bien classiques que contemporains.

Première de quatre invités – elle sera suivie le 14 août par le musicien américain Arto Lindsay, le 21 août par le chorégraphe Jean-Claude Gallotta et le 28 août par le cinéaste Jacques Rivette, – Nada Strancar a voulu mieux comprendre les origines et les enjeux de la crise que traverse un pays avec lequel elle ne s'est jamais résolue à couper les ponts. Au point que chaque fois qu'elle s'y est produite, on l'a présentée là-bas comme une actrice yougoslave. A l'heure où les armes, les soldats, les hommes politiques occupent toute la scène, elle a sollicité le point de vue d'artistes et d'intellectuels de différentes ethnies : le comédien Harris Burina, le philosophe Stojan Pelko (pages 8 et 9), le cinéaste Alexandre Petrovic (page 10) ou le peintre Vladimir Velickovic (page 11). Tous – ce n'était pas prémédité – veulent croire encore à la vertu de l'unité yougoslave.

OLIVIER SCHMITT

SOUVENIRS D'UNE ACTRICE SLOVÈNE ET YUGOSLAVE

« Au pays de la parole facile »

Par Nada Strancar

Ma mère et moi avons quitté la Yougoslavie en 1957. Elle a voulu partir pour des raisons personnelles, et elle a choisi la France parce qu'elle y avait vécu cinq ans pendant la guerre, comme plusieurs membres de ma famille qui parlent le français. La France lui paraissait le lieu le plus proche possible de la Slovaquie pour ne pas couper tous les ponts.

C'était une période assez perturbée. Il y avait des camps de réfugiés du côté italien de la frontière où nous risquions d'être bloqués, puisque nous voyageons sans papiers. Nous sommes donc descendus du train avant le poste-frontière et nous avons rejoint à pied, par la campagne et les bois, des points de passage plus isolés. Quand nous avons fini par arriver à Trieste, je me souviens que la première chose que ma mère m'a achetée est une banane. Je n'en avais jamais vu en Slovaquie. A peine avait-on, pour Noël, une mandarine et des noix, quand on en trouvait. Pas de jouets, une vie pauvre, vraiment.

Ma famille était 100 % slovène, une famille de montagnards, de gardes forestiers et de bûcherons. Une famille très terrienne. Nous avons habité un petit village près de Ljubljana, puis à Isola, une ville de la côte en Istrie (Croatie), anciennement italienne et souvent contestée dans l'Histoire. J'ai des souvenirs très précis de ces deux villes. J'avais alors entre trois et sept ans. De Ljubljana, je me souviens de bois, de montagnes, de Ljubljana, je me souviens de mon grand-père, de l'Istrie, je me souviens de la mer, du soleil, de petits ports méditerranéens très italiens, à l'architecture presque vénitienne. J'ai été élevée dans la langue slovène, car l'apprentissage du serbo-croate ne commençait alors qu'à la grande école, à partir de sept ans.

Pendant longtemps, chaque fois que je suis retournée en Yougoslavie, j'ai pu constater que ma famille était

très triste. Ma mère avait participé à l'élaboration de la Yougoslavie nouvelle, à la construction d'un Etat yougoslave. Toute la famille était très attachée à la construction d'une nation des Slaves du Sud. Mais, au fur et à mesure que les années ont passé, en raison de la multiplicité des problèmes économiques – malgré l'essor du tourisme et les aides étrangères de toutes sortes, – j'ai senti son discours se durcir à l'égard des autres communautés, des autres peuples de la Yougoslavie. Ce n'était pas encore un discours séparatiste, mais le pouvoir central devenait de plus en plus ratiste, mais le pouvoir central devenait de plus en plus pesant pour les Slovaques, surtout par son incapacité à régler les problèmes économiques.

Je suis retournée en Yougoslavie très régulièrement jusqu'à l'âge de vingt-sept ans. N'étaient les poids de la bureaucratie, le poids des attentes diverses, j'avais l'impression d'un pays de convivialité, de parole facile. Le pouvoir était alors beaucoup plus habile, beaucoup plus pervers que dans les pays de l'Est. On ne ressentait pas de censure ouverte, pas de rétention de la parole. J'ai eu assez peu de contacts alors avec des intellectuels, mais souvent avec des jeunes de mon âge, des étudiants. Tous s'exprimaient très librement, même quand ils étaient ouvertement anti-titistes. Ils ne disaient pourtant pas encore les choses définitives qu'ils disent aujourd'hui. A partir de 1976, j'ai senti que leurs mots devenaient plus violents. Pourtant, chaque fois que j'y retournais, je me rendais compte très vite que j'étais « à



JEAN BEURGOIS

l'Est » : j'apportais toujours des provisions, des médicaments, ça manquait tout le temps ou c'était trop cher.

Un peu plus tard, ma tante est venue en France pour les vacances et son discours était devenu ouvertement « slovène ». Elle se plaignait que tout le travail de son « pays » était « scorpionné » par le pouvoir central, pour ne pas dire par les Serbes auquel on l'assimilait immédiatement. Ses plaintes tournaient toujours autour de l'argent.

La dégradation de la situation économique a radicalement ravivé les haines ethniques. Il n'y avait jamais eu de grande sympathie entre les Slovaques et les Serbes, mais ces différences étaient transcendées par une énorme dose d'ironie. Ce n'est plus le cas depuis cinq ans. Je me suis même accrochée très fort avec ma tante et mon frère, il y a environ trois ans, quand j'ai eu l'impression que leur discours était devenu carrément raciste.

J'ai fait plusieurs tournées en Yougoslavie. A partir de 1980, nous avons présenté, dans les mises en scène d'Antoine Vitez, les *Quatre Molières* à Belgrade, au BITEF, puis le *Prince travesti* à Split, Belgrade et Skopje, et *Lucrèce Borgia* à Zagreb, Ljubljana et Belgrade.

En Yougoslavie, je n'ai jamais eu la sensation d'être une touriste française : j'ai eu l'impression d'être chez moi, même si je ne parle plus ma langue maternelle. On m'a dit là-bas que j'étais une renégate, jamais une étrangère. Dans les interviews, on me présentait, on me

considérait comme une actrice yougoslave, pas une actrice slovène, mais bien yougoslave et on manifestait parfois une certaine fierté à montrer qu'une des nôtres avait réussi ailleurs...

Cela dit, j'ai, moi, une situation très confortable ici pour penser à tout ça. Je me sens extrêmement française, je n'ai pas envie de retourner vivre là-bas. Si je fais du théâtre, c'est parce que je suis venue en France et que j'ai rompu avec le milieu ouvrier. Jamais il n'aurait pu me venir à l'esprit, là-bas, de faire une profession artistique. Cela n'avait pas de sens dans ma famille. Quand ma tante et mon frère sont venus me voir au théâtre pour la première fois, au moment de *Lucrèce Borgia*, mon travail tenait pour eux de la pure abstraction.

Aujourd'hui, je suis parfaitement intégrée en France, mais, à chaque fois que j'entends parler de la Yougoslavie, par le cinéma ou même par le foot – qui n'a par ailleurs aucun intérêt pour moi – il y a toujours quelque chose qui me fait vibrer. Quelque chose plus yougoslave que slovène. J'ai un rapport de proximité et de distance avec ce pays, une distance amoureuse. Il serait faux de dire que je me sens totalement impliquée par ce qui se passe en ce moment, mais j'ai envie de savoir, de comprendre pourquoi cela se passe. Ça me paraît totalement inconcevable que la Yougoslavie n'existe plus en tant que nation. Il faut bien sûr réfléchir à la forme nouvelle que pourrait prendre cet Etat.

Quand je parle avec des Yougoslaves, je sens les gens attachés malgré tout à une manière de vivre les uns avec les autres, même s'il y a désormais chez beaucoup, une violence radicalisée. Mais j'ai l'impression, assez intime, même si elle est irrationnelle, que les gens doivent être au fond attachés à la préservation d'un pays unique et dont la fierté pourrait être sa multiplicité. Et puis, c'est quand même en Yougoslavie qu'il y a les plus beaux hommes du monde. ■

M. Royer reste attaché aux ponts de barrages sur la Loire et le

Les laboratoires de la région des fraudes sont hautement

YOUGOSLAVIE

L'ATTITUDE DES ARTISTES ET DES

Une métaphore

Rendez-vous avait été pris pour le 29 juin. Trois jours plus tôt éclatait la guerre civile en Slovénie. Ce qui n'empêchait pas Stojan Pelko, philosophe et journaliste slovène de vingt-sept ans, de rejoindre Paris pour discuter de la situation actuelle de la Yougoslavie et de la position des artistes et des intellectuels face à la crise avec Nada Strancar et un producteur français d'origine serbe, lui aussi diplômé de philosophie – qui, depuis, a préféré garder l'anonymat et dont nous rapportons ici les propos sous les initiales D. M. De cette longue discussion est ressorti un plaidoyer pour une Yougoslavie fédérale respectueuse des particularités ethniques.

– Nada Strancar : Je suis d'une famille slovène modeste qui a toujours réagi de manière instinctive à la vie publique yougoslave. Quand j'allais en vacances là-bas, il y a encore une quinzaine d'années, on ne parlait que de « Yougoslavie ». Et puis le discours s'est peu à peu radicalisé pour des raisons essentiellement économiques. Entre les problèmes historiques, ethniques et économiques, il est devenu excessivement difficile de s'y retrouver.

– D. M. : Imaginez un endroit clos, comme le radeau de la *Méduse*, dans lequel les gens crèvent de faim. Pourquoi discuter maintenant des attitudes et des enjeux culturels ? Le principal problème de la Yougoslavie est effectivement un problème économique. On a connu une inflation à 1000 % à 1200 % il y a quatre ou cinq ans. Avec 3 francs, je bouffais. Avec 100 balles, je voyageais où je voulais, je prenais l'avion, c'était Disneyland. Je me demandais jusqu'où ça pouvait aller et comment ça allait se terminer. C'est très simple : il y a dix ans, on disait déjà que ça se terminerait avec une guerre civile. Il ne faut jamais oublier ce leitmotiv : « problème économique ». C'est marxiste si vous voulez, mais ce n'est que ça.

Il y a un autre leitmotiv que j'entends tout le temps et qui est extrêmement important : la situation en Yougoslavie est une métaphore colossale. A savoir que, à travers la Yougoslavie, on voit l'URSS, l'Europe, le monde. Les enjeux dans notre pays sont de l'ordre planétaire. Cette constatation vaut pour tout ou partie du pays. Ainsi, on peut considérer la Bosnie, avec ses Serbes, ses Croates, ses orthodoxes et ses musulmans comme une métaphore de la Yougoslavie. La première guerre mondiale a éclaté à Sarajevo. Dans cette ville, je suis certain qu'on pourrait trouver un quartier qui serait la métaphore de la ville, dans ce quartier une pierre, dans cette pierre un trou... La seule manière de penser la situation mondiale contemporaine serait de traiter les affaires du globe par cette métaphore-là et appeler ça « de Sarajevo à Sarajevo ».

Il ne faut jamais oublier la ligne rouge qui a séparé l'Occident de l'Orient pendant cinq siècles. Cette ligne passait, du côté de l'Occident, au sud de la Slovénie et de la Croatie. Au-dessous de cette ligne rouge, il y a cinq siècles de domination des Turcs sur les Serbes, les Bosniaques, etc. En 1914, il y a eu un ébranlement qui n'a jamais été résolu. On le voit maintenant en Yougoslavie, mais aussi en URSS, ailleurs... J'ai cherché récemment, sans le trouver, le dénominateur commun de ces événements avec Edgar Morin. Il m'a raconté une petite blague : un général anglais se sépare, après la deuxième guerre mondiale, d'un général américain. C'est bien, bravo, on a gagné la guerre. Le général américain retourne le cœur léger aux États-Unis tandis que l'Anglais, très réservé, dit : « Maintenant, il faut qu'on gagne la première... » Ça, c'est intelligent, parce que la situation héritée de la première guerre mondiale n'a jamais été résolue.

L'un de ses effets pervers a été de placer notre pays dans une situation d'assistance économique totale. Tito a su jouer longtemps des aides – fabuleuses – de l'URSS et des États-Unis. A la condition que le pays ne bouge pas. Aujourd'hui, cela bouge. Et Baker nous avait prévenus dès le printemps : « Si vous vous chamailliez, je ne paie plus ». La CEE reprend aujourd'hui ce refrain. Toute notre organisation reposait sur des artifices. Si, au plan intellectuel ou culturel, la Yougoslavie n'a rien à envier à la France, au niveau économique, nous pouvons la comparer au Bangladesh.

– Olivier Schmitt : Les années 80 sont celles de l'effondrement progressif du communisme yougoslave. Les intellectuels, les artistes ont-ils pris part directement à l'évolution de la situation politique ?

– Stojan Pelko : Beaucoup d'entre nous ont pris aujourd'hui leurs responsabilités dans la crise. Politiquement, je ne me suis moi-même jamais impliqué. On parle aujourd'hui de changement de régime après avoir beaucoup parlé de l'ère bolchevique... Ce qui est vrai, c'est que pendant les dix dernières années, au



moins, nous avons vécu une période de grande confusion. On a parlé chez nous d'un « communisme des Lumières ». Ce fut une sorte de passage où tout était permis.

Je n'ai donc jamais été un étudiant qui a fait des études dures, marxistes... L'enseignement avait déjà pris une certaine distance et permis une réflexion... Les gens qui viennent de l'étranger sont toujours très étonnés que le cercle lacanien de Ljubljana soit plus fort que le cercle lacanien parisien, et pourtant c'est vrai. Ma formation universitaire et théorique, c'est Foucault, Lacan, Althusser, enseignés par des Yougoslaves revenus de Paris dans la foulée de mai 68. C'est un peu difficile à expliquer parce qu'on nous parle tout de suite d'Engels, Marx, etc.

– D. M. : 1968 est une année capitale. Tout a commencé cette année-là en Yougoslavie aussi. Le communisme a commencé de détonner. Il y a eu tout d'un coup une petite cassure à l'intérieur du parti. Des groupuscules se sont organisés. Le « mur » a commencé de se fissurer. C'est à ce moment-là que sont venus à Belgrade des intellectuels et des artistes de l'Ouest comme Lucien Goldmann, Marcuse, Bob Wilson, Antoine Vitez, Peter Brook, etc. Un courant d'échanges permanents s'est mis en place.

– S. P. : La plupart des universitaires, des intellectuels slovènes comme yougoslaves n'étaient pas directement impliqués dans la politique mais dans l'analyse des mécanismes idéologiques. Avec le changement de régime, le premier réflexe normal a été

pour beaucoup la constatation que la liberté était venue... Mais on a très vite assisté à l'intrusion de l'irrationnel dans la plupart des discours. Avant, il s'agissait vraiment d'analyse avec pas mal d'humour, même d'ironie, souvent productive d'ailleurs. Maintenant, ce sont ces mêmes intellectuels qui sont au pouvoir en Slovénie, surtout des écrivains, des gens des sciences humaines, qui ont un discours qui est pourtant devenu extrêmement nationaliste.

J'ai beaucoup de mal à me solidariser avec l'actuel gouvernement slovène. Je ne sais pas si c'est une bonne référence, mais il y a deux ans, quand Baudrillard a écrit sur « la décongélation de l'Est », il a constaté que, quand les choses étaient « décongelées », ce que l'on découvrait était un peu pourri. Et il se

RENCONTRE AVEC LE COMÉDIEN

« Je refuse de me

communisme a apporté de plus positif existe à Zenica. Les gens croient dans ce qu'ils font et, si jamais il y a une menace de révolution sociale, c'est la ville où les répercussions seront les plus fortes parce que c'est une ville yougoslave en réduction. L'effondrement économique se sentira ici très fortement.

Moi-même, je suis plutôt « complexe », d'origine slave islamisée par les Turcs et donc musulman aujourd'hui. J'ai grandi dans une famille communiste qui ne se reconnaît dans aucun des trois partis au pouvoir. J'ai été élevé comme un Yougoslave, je me suis senti yougoslave jusqu'à présent et je me demande où je vais pouvoir me ranger s'il n'y a plus de Yougoslavie.

Je vis depuis dix ans à Sarajevo où j'ai fait mes études de comédien. C'est une ville qui peut être comprise si on la compare avec des grandes capitales telles que Paris ou New-York. Jusqu'à aujourd'hui, c'était une ville complètement ouverte où il n'y avait pas de distinctions entre les ethnies. C'était une ville qui avait une énergie « rock'n roll ». Ce ne sont pas l'architecture et les immeubles qui font une ville mais les gens qui y habitent. Comme à Paris ou à New-York, il y a toujours à Sarajevo un taxi quand on en a besoin, un troquet où boire un verre à n'importe quelle heure.

Depuis dix ans, un mouvement appelé New Primitivism réunissait toutes sortes d'artistes qui avaient pour référence commune l'étymologie du mot primitif, ce qu'on pourrait appeler les « nouveaux originaux ». Sarajevo a réussi comme cela à ne pas se faire coloniser culturellement mais au contraire à offrir des productions originales à l'Europe.

Le concept de New Primitivism est très simple : l'homme doit avoir confiance en lui, en ses propres pulsions. En voyageant avec le Théâtre Tatoo, j'en ai

conclu que cela valait pour les individus du monde entier. Tous les problèmes des hommes se réduisent à la fin à ce qui tient du cœur et de l'âme, qu'il ne faut jamais négliger.

Cette constatation fondamentale est omniprésente dans notre littérature. Dans notre Yougoslavie, il y a énormément de gens admirables, de grands esprits, mais dans le système tellement bancal dans lequel nous vivons, ils ont du mal à s'exprimer. Le domaine prédominant où ils arrivent à faire quelque chose est le domaine des arts, de la culture, de la musique, pour ne pas parler du football...

C'est dans ce sens que le mouvement New Primitivism était tout à fait précieux. Il a pris de l'ampleur avec le film de Kusturica qui a eu le Lion d'or du premier film à Venise en 1984. *Te souviens-tu de Dolly Bell ?* Des dizaines de milliers de spectateurs arrivaient à en ressentir la justesse, profondément, sans pouvoir expliquer exactement pourquoi. J'ai eu la confirmation de cette impression à de nombreuses reprises en jouant à l'étranger. Tout le travail artistique de New Primitivism était l'introduction du réel dans les films et sur la scène, les œuvres étaient la vie, la vraie. Après *Dolly Bell*, le Théâtre Tatoo a fait sa première création qui s'appelait *la Danse des années 70*. Cela parlait de la même chose que le film de Kusturica : amener la vie réelle sur les planches.

1984, c'était l'année des Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo et l'année de *Papa est en voyage d'affaires*. C'était aussi l'année de l'apogée de la puissance et de l'unidimensionnalité du système politique communiste. Comme les autres artistes, nous avons eu des difficultés et subi toutes sortes d'interdictions indirectes en nous baladant dans le pays (Zagreb et Ljubljana, entre autres) avec le spectacle. Mais nous

Harris Burina a vingt-sept ans et se dit, toujours, yougoslave. Il fait partie de la troupe du Théâtre Tatoo de Sarajevo, invitée de nombreux festivals à l'étranger – comme Edinbourg, le Festival d'automne à Paris, Lisbonne et New-York. Créée en 1982, cette compagnie bosniaque est complètement indépendante et a participé au mouvement baptisé New Primitivism emmené, entre autres, par le cinéaste Emir Kusturica. Harris Burina a d'ailleurs joué avec lui dans *Papa est en voyage d'affaires* et, au théâtre, dans *la Puce à l'oreille*, en 1988.

La Yougoslavie est d'une complexité tout à fait particulière, dit Harris Burina. La Bosnie symbolise parfaitement cette complexité en raison de la présence sur son sol de toutes les ethnies et de toutes les religions. Lors des premières élections démocratiques après-guerre, les trois partis qui ont gagné les élections avaient une spécificité ethnique : parti musulman, parti croate et parti serbe.

En plus petit, cette complexité s'illustre dans la ville où je suis né, Zenica, une ville ouvrière très souvent visitée par le maréchal Tito, car c'est le site sidérurgique le plus important de Yougoslavie. Il ne fonctionne plus du tout aujourd'hui à cause des événements.

Parce que tout a foutu le camp. Tout ce que le

explosive

rendre »

YUGOSLAVIE

INTELLECTUELS DANS LA CRISE

explosive



Ljubljana, le 30 juin 1991. Encadrés par deux soldats, le ministre slovène de la défense territoriale, Janez Jansa (à gauche), et le ministre de l'intérieur Igor Bavcar (à droite). A l'Université, on les considérait comme « althussériens ». Le premier est un ex-dissident, journaliste antimilitariste. Le second était éditeur. A son catalogue, entre autres, Toni Negri et les écrits des Brigades rouges.

— S. P. : L'un des groupes du gouvernement actuel est en effet issu d'un hebdomadaire, *Nouvelle Revue*, dont la plupart des membres ont désormais une activité politique officielle. Certains rédigent la nouvelle Constitution, d'autres dirigent l'université de Ljubljana ou conseillent le gouvernement. L'ancien rédacteur en chef est devenu ministre des affaires étrangères. Ce groupe est laïque. Et donc en conflit avec le Parti chrétien-démocrate, auquel appartient le premier ministre, le ministre de l'éducation et d'autres ministres importants.

— L'année dernière, j'ai fait une interview de Toni Negri qui a été éditée par Igor Bavcar, actuel ministre de l'intérieur... Il y a six ans, cet éditeur d'extrême gauche publiait en slovène les textes des Brigades rouges. Aujourd'hui, c'est l'homme fort du pouvoir. L'autre homme fort de la Slovénie est Janez Jansa. Ancien rédacteur de la revue à laquelle j'appartiens, *Mladina*, cet homme de trente-deux ans a un passé totalement antimilitariste, c'était un dissident. Il est aujourd'hui ministre de la défense territoriale slovène et il est le premier à avoir employé le mot de « guerre » après l'intervention de l'armée fédérale à Ljubljana. Tous deux forment le couple le plus fort du nouveau gouvernement, plus fort même que le président et le premier ministre. On peut pourtant dire d'eux qu'ils sont totalement « althussériens » !

— O. S. : *Mladina*, l'hebdomadaire auquel vous collaborez, a-t-il connu le succès en Slovénie et ailleurs en Yougoslavie ?

— S. P. : Notre revue est diffusée aujourd'hui à 80 000 exemplaires. C'est une sorte de bulletin officiel de tous les mouvements alternatifs apparus dans les années 80. Bien qu'il soit rédigé en slovène, il com-

l'indépendance de la Slovénie mais sans brutalité. Dans le mouvement de libéralisation des années 80, ils ont formé le premier parti d'opposition, ils se sont les premiers engagés contre la répression, ils se sont financés *Mladina*. C'est pour cela qu'on peut dire aujourd'hui que la Slovénie était le champ principal de l'activité intellectuelle et de la production d'idées en Yougoslavie.

— O. S. : Vu de France, Belgrade paraît avoir joué longtemps ce rôle-là.

— N. S. : Quand nous avons fait des tournées en Yougoslavie, nous allions toujours à Belgrade. En Slovénie, on ne nous demandait jamais, à Zagreb non plus. Lors de la dernière tournée que j'ai faite là-bas avec Antoine Vitez pour *Lurice Borgia*, nous avons été invités pour la première fois à Ljubljana et à Zagreb. Quand je demandais à Vitez pourquoi nous n'allions pas en Slovénie, il me répondait que c'était très compliqué, qu'on ne pouvait pas sortir de Belgrade.

— D. M. : Belgrade était en effet la capitale qui concentrait l'essentiel des moyens financiers. C'est à Belgrade par exemple qu'a lieu l'un des plus grands festivals européens de théâtre, le Bifet, qui a accueilli toutes les grandes compagnies du monde.

— O. S. : Il est vrai que, dans la période récente, l'actualité de la création yougoslave a paru, vu d'ici, se déplacer de la capitale fédérale vers Sarajevo et Ljubljana.

— S. P. : Dans les années 80, il a eu en effet deux mouvements culturels importants. A Sarajevo est apparu New Primitivism, auquel appartenaient le cinéaste Emir Kusturica, le Théâtre Tatoo de Maden Materic (lire ci-dessous l'entretien avec l'acteur Harris Burina) et des groupes de rock. A Ljubljana, un mouvement comparable est apparu à peu près en même temps : Slovenske Kunit. Il réunit des groupes de rock comme Laibach (du nom allemand de Ljubljana), des peintres comme Irwin et la troupe de théâtre Red Pilot. Ces deux mouvements ont un rayonnement qui dépasse de beaucoup leurs Républiques d'origine. Ils ont fait des choses très sérieuses, de grande qualité, connues dans toute la Yougoslavie et souvent très au-delà des frontières. Il est impossible de dire ce qu'ils vont devenir désormais. Une seule chose paraît certaine : à l'heure où tous les partis politiques prônent partout l'indépendance des uns ou des autres, les artistes et les intellectuels paraissent déjà nostalgiques des années 1987-1989, durant lesquelles ils avaient l'impression d'« avancer ». Ils sont presque les seuls à vouloir croire encore à une Yougoslavie fédérale. ■

1914-1991, de Sarajevo à Sarajevo

demandait si on ne pouvait pas les congeler encore une fois ? En Slovénie, il y a des choses qui relèvent vraiment du nationalisme, une religion un peu aveugle. Je ne parviens pas à trouver ma place dans ce contexte.

— Le discours officiel, c'est toujours : il n'est pas encore temps d'être tout à fait libres, il faut tenir ensemble. Par exemple, la situation de la presse est pire qu'il y a deux ans. Même s'il y a plus de journaux de différents partis, on ne peut pas y lire tout ce qui se passe.

— O. S. : Il y a encore une censure ?

— S. P. : Une censure qui est très perfide parce que le pouvoir dit que c'est mieux d'attendre un peu, de tenir la nation la plus possible ensemble pour accéder

le plus vite possible à l'indépendance. Il y a deux ans est né le mouvement nationaliste serbe guidé par Milosevic. On a pu voir, à cause de la distance qui sépare Ljubljana de Belgrade, un changement énorme dans la presse de Belgrade. On a vu que tous les journaux commençaient à parler des mêmes choses. Je n'ose pas dire que c'est le même phénomène que l'on constate maintenant en Slovénie mais cela va un peu dans la même direction. On ne peut pas passer toutes les choses à la télé, on sélectionne les invités. C'est une censure plus perfide, pas tout à fait transparente.

— O. S. : Pourtant une partie du gouvernement slovène actuel a été formée à l'école de la démocratie.

mençait à être lu dans toutes les Républiques et à Belgrade, comme d'autres journaux indépendants.

— Tous les journalistes étrangers qui viennent à Ljubljana s'adressent d'abord à *Mladina*. C'était une source d'informations essentielle depuis quelques années. Elle est toujours le porte-parole de l'autre courant important en Slovénie qui n'a pas pris une part active dans le nouveau pouvoir : le Parti des démocrates libéraux, issu de l'ex-Union des jeunes socialistes de Slovénie. On trouve là des intellectuels formés aux sciences humaines, des philosophes, des sociologues.

— N. S. : Est-ce qu'ils sont, eux, « sécessionnistes » ?

— S. P. : Ils sont dans l'opposition, ils sont pour

HARRIS BURINA

rendre »

avons reçu un tel accueil que le pouvoir de Sarajevo nous a laissés en paix. *La Danse des années 70* ridiculisait tout le système politique et les politiciens eux-mêmes, de la République de Bosnie mais aussi de toutes les Républiques. C'est ce qui a séduit les publics des autres Républiques. Cela prouve que si, dans toute la Yougoslavie, les hommes changeaient, le système était partout le même.

— Avant les événements actuels, la règle était que tous les comédiens yougoslaves pouvaient travailler partout dans le pays, d'une ville à l'autre, d'une République à l'autre. Dans les professions artistiques, la question de l'appartenance ethnique ne s'était jamais posée. L'un de nos points communs était nos relations difficiles avec le pouvoir politique. Nous étions jusqu'à maintenant tous des Yougoslaves.

— Depuis 1990, année pendant laquelle, dans toute la Yougoslavie, les partis nationalistes ont pris le pouvoir, c'est devenu carrément difficile de se déclarer yougoslave, pas seulement pour les artistes, mais pour tout le monde, même en Serbie.

— Cela crée des situations infernales : cette année, les troupes slovènes et croates ne sont pas venues à un important festival de théâtre sur le territoire serbe ; un festival de cinéma national à Pula, en Croatie, n'aura plus la même formule, car la production serbe a décidé de ne plus y participer. Pour ce qui me concerne, l'année dernière, j'ai fait un long-métrage en Slovénie et en Serbie ; il faudra attendre beaucoup de temps pour qu'une nouvelle opportunité de ce type se représente. Je suis condamné à me considérer uniquement comme comédien de ma République, mais je jure que je vais bouger et voyager dans toute la Yougoslavie, même si je dois risquer ma vie sur les



routes, même si on me descend, c'est déjà arrivé à d'autres gens.

— Un tiers des Yougoslaves pensent désormais quitter le pays. En les suivant, ce serait le signe que je déclare forfait moi aussi, que je me rends : je ne vois aucune option dans la situation actuelle à laquelle je pourrais souscrire, aucun idéal qui puisse me mobiliser. Si je devais en choisir un, j'essayerais d'interpeller mes collègues des autres Républiques, pour faire un théâtre au-delà des murs qui nous séparent désormais. Nous faisons cela jusqu'à présent en jouant partout, tous. Déjà, des initiatives dans ce sens-là ont été prises ailleurs qu'à Sarajevo.

— Tous les politiques qui sont aujourd'hui au pouvoir en Yougoslavie considèrent les différences comme quelque chose de négatif. Mais la vie nous apprend qu'il faut insister justement sur les différences, qu'elles sont une qualité, un don de Dieu, quelque chose de particulièrement précieux. Cette diversité faisait jusque-là la richesse de la Yougoslavie, diversité des hommes, de l'histoire, des paysages, des langues, des religions, de la nature.

— Tout se passe d'une manière tellement irrationnelle qu'on n'arrive plus à comprendre le niveau d'incommunicabilité entre les gens. Cette incommunicabilité les a effrayés, ils se sont armés tout en n'ayant qu'un seul désir : vivre normalement. Il faut comprendre que la raison principale de cette « guerre » est la pauvreté, la débâcle économique. Le nationalisme est mis sur un piédestal. C'est insensé. Il s'agit d'un irrationalisme connu dans nos Balkans qui n'ont fait que guerroyer toute leur histoire. La seule chose qui pourrait nous sauver serait le battement de nos cœurs au rythme de la dignité humaine. ■

O. S.

HÉLÈNE CIXOUS
DANIEL DOBBELS
BÉRÉNICE REYNAUD

KARINE
SAPORTA
PETER GREENAWAY

152 PAGES - 195F
CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ARMAND COLIN

Florence CESTAC
LA GUERRE
DES BOUTONS
de Louis PERCAUD



144 P. Couleurs 148 Frs.

L'ATTITUDE DES ARTISTES ET

Une métaphore



RENCONTRE AVEC LE COMÉDIEN
« Je refuse de »

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Cherokee

de Pascal Ortega, avec Bernard Lafort, Roland Blanche, Gérard Desarthe, Alain Fromager, Daniel Slat, Carole Richert. Français (1 h 25). La rivalité entre deux frères, l'un oisif impénitent devenu détective par inertie, l'autre « dans les affaires », donne lieu à une succession burlesque et révéuse de quiproquos.

Forum Orient Express, handicapés, 1-42-33-42-28; Épis de Bois, 5-43-37-57-47.

Chicago Joe et la Showgirl

de Bernard Rosa, avec Michael Paré, Emily Lloyd, Patsy Kensit, Keith Allen, Liz Fraser, Alexandra Pig. Britannique (1 h 40). Rencontre explosive d'un Américain mythomane et d'une Anglaise romantique, qui deviennent des sortes de Bonnie and Clyde. D'après un fait divers.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1-42-33-42-28.

Moon 44

de Roland Emmerich, avec Michael Paré, Lisa Eichhorn, Malcolm McDowell, Dean Cain, Brian Thompson. Allemand (1 h 43). Action et espionnage dans la galaxie. Les bons sont courageux et les méchants sont fourbes.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1-42-33-42-28.

Pleine Lune sur Blue Water

de Peter Masterson, avec Gene Hackman, Teri Garr, Burgess Meredith, Elias Koteas, Kevin Connolly, David Dwyer. Américain (1 h 45).

Quatre personnes, trois hommes et une femme, honnêtes mais plutôt barjés, un fantôme, un bar délabré sur la Côte, un spéculateur immobilier pour une comédie dramatique finalement optimiste.

VO : George V, 5-45-62-41-48; VF : Pathé Clichy, 18-45-22-46-01.

Retour au lagon bleu

de William A. Graham, avec Milla Jovovich, Brian Kraus, Lisa Peillon, Gaston Rodier, Nana Cohen. Américain (1 h 37). Romance romantique, romantique et naïve.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1-40-26-72-12; U.G.C. Odéon, 5-42-25-10-30; U.G.C. Biarritz, 5-45-62-20-40; VF : Rex, 2-42-38-83-93; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Paramount Odeon, handicapés, 5-42-38-83-93; U.G.C. Lyon Bastille, 12-47-42-36-31; U.G.C. Lyon Bastille, 12-47-42-36-31.

(43-43-01-59); Fauvette, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, handicapés, 14-43-27-84-50; Miramar, 14-43-20-89-52; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; Pathé Wepler II, 18-46-22-47-94; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

Robin des Bois prince des voleurs

de Kevin Reynolds, avec Kevin Costner, Morgan Freeman, Mary Elizabeth Mastrantonio, Christian Slater, Alan Rickman, Geraldine McEwan. Américain (2 h 20).

Une nouvelle version, spectaculaire et trépidante, des aventures du célèbre hors-la-loi de la forêt de Sherwood, qui est aussi une nouvelle pierre dans la construction de la statue de Kevin Costner superstar.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 1-45-08-57-57; Gaumont Opéra, 2-47-42-80-33; Bretagne, 6-42-22-57-97; Pathé Hautefeuille, 6-46-33-79-38; U.G.C. Danton, 6-42-25-10-30; Pathé Marignan-Concorde, 6-43-58-92-52; U.G.C. Normandie, 6-45-63-16-16; 14 Juillet Beaugrenelle, 15-45-75-79-79; Kinopanorama, handicapés, 15-43-08-50-50; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Lazare-Panorama, 5-43-57-35-43; Pathé Français, 6-47-10-33-68; Les Nations, 12-43-43-04-07; U.G.C. Lyon Bastille, 12-43-43-04-07; Fauvette, handicapés, 13-47-07-55-88; Gaumont Alésia, 13-47-07-55-88; Pathé Montparnasse, 14-43-20-12-08; Gaumont Convention, 15-48-28-42-27; U.G.C. Mallot, 17-40-68-00-18; La Gambetta, 20-46-36-10-96.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2-42-38-83-93; Bretagne, 6-42-22-57-97; Saint-Laz

هكسان الثماني

ÉCONOMIE

La fragilité de la reprise de l'activité américaine

Impatience ou raison ?

Impatience ou raison ? La Réserve fédérale des Etats-Unis tente à nouveau de faire baisser les taux d'intérêt. Mardi 6 août, elle a - selon la formule consacrée - injecté des liquidités dans le système bancaire américain, provoquant un recul d'un quart de point des taux à court terme, ceux des *federal funds*.

En agissant ainsi, le Fed adoucit à nouveau sa politique monétaire, ce qu'il avait commencé à faire il y a presque un an. En juillet 1990, M. Greenspan, responsable de la Réserve fédérale, avait évoqué la possibilité de faire baisser les taux. A l'époque l'activité économique s'était ralentie et la menace d'une récession prenait forme. Fin octobre s'annonçait concrètement une réduction de la baisse qui fut spectaculaire, puisque la réduction atteignit plus de deux points.

Est-ce la certitude d'en avoir assez fait pour favoriser une reprise de la croissance économique ? Est-ce parce qu'il avait été critiqué par certains membres du Fed pour une politique trop personnelle ? Toujours est-il que depuis avril dernier, M. Greenspan avait cessé d'intervenir pour faire baisser les taux. La décision prise mardi 6 août étonne donc un peu. Certes, la reprise de la croissance économique aux Etats-Unis n'est pas vigoureuse, mais cela n'est pas une surprise. Les économistes étaient pratiquement tous d'accord sur le fait que le redémarrage de l'activité serait lent et progressif. Quant au mauvais chiffre de l'emploi enregistré au mois de juillet (des suppressions de postes de travail), il s'explique par l'effet bien connu dit du « cycle de productivité » : les entreprises qui avaient continué d'embaucher en 1990 alors que l'activité se ralentissait doivent maintenant, pour compenser, débaucher alors même que leurs affaires repartent.

La décision du Fed pose un problème de fond : ce qui peut paraître opportun à court terme (alléger les coûts des entreprises pour favoriser leurs investissements) risque à plus long terme d'avoir des effets néfastes. Car c'est en rémunérant à des taux élevés l'argent économisé que l'on accroît l'épargne, une épargne qui fait si cruellement défaut aux Etats-Unis.

Il est vrai que M. Bush voit les élections présidentielles se profiler et qu'une forte reprise économique peut lui sembler indispensable. Impatience donc plutôt que raison.

ALAIN VERNHOLES

EDF va moderniser le nucléaire bulgare

Les autorités bulgares ont signé, mardi 6 août, un protocole d'accord avec un consortium composé d'EDF, du Groupe foncier Anjou, de la Générale des eaux et de la banque Rothschild pour moderniser et développer le système énergétique du pays. L'accord prévoit des interventions dans les domaines de la protection de l'environnement, de la formation et de l'ingénierie financière.

L'assistance technique d'EDF devrait être rapidement sollicitée pour résoudre le problème de la centrale nucléaire de Kozlodou (le Monde du 1^{er} juillet), qui fournit 40 % de l'électricité bulgare et dont les experts de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) avaient dénoncé le caractère vétusté et les défaillances du système de sécurité, dans un audit alarmant rendu en juin dernier.

La Réserve fédérale assouplit sa politique monétaire

En forte baisse en début de semaine, le dollar se stabilisait mercredi 7 août à l'ouverture des marchés européens. Le billet vert a perdu près de 20 centimes en quelques jours, passant de 6 francs vendredi 2 août à 5,82 francs ce mercredi. Cet affaiblissement de la devise américaine s'explique en partie par la décision de la Réserve fédérale américaine d'assouplir sa politique monétaire. La Fed a réduit, mardi, les taux sur les *federal funds*.

Après avoir laissé sa politique monétaire inchangée depuis le mois d'avril, la Réserve fédérale a décidé, mardi 6 août, d'assouplir sa politique de crédit. Elle n'a pas annoncé une diminution de son taux de l'escompte (principal jalon officiel), mais est intervenue sur le marché monétaire afin de ramener le taux des *federal funds* (l'argent que les banques se prêtent entre elles au jour le jour) de 5,75 % à 5,50 %.

Cette décision a surpris les opérateurs par sa rapidité : elle intervient quelques jours à peine après la publication de statistiques indiquant que la reprise de l'activité n'est pas encore acquise. Le département du travail a annoncé vendredi 2 août que, en dépit d'une diminution du taux de chômage en juillet, 50 000 postes d'emplois supplémentaires avaient été créés.

En un an, l'assouplissement de la politique monétaire aux Etats-Unis est sensible : le taux de l'escompte est passé de 7 % à 5,50 %, tandis que celui des *federal funds* - que les autorités monétaires maintiennent plus facilement - a été ramené de plus de 8 % à 5,50 %. La baisse est largement intervenue au cours du second semestre de 1990 ; il était alors

clair que l'activité avait besoin d'être stimulée.

Aujourd'hui, la tâche de la Réserve fédérale est plus délicate. Le taux de croissance devrait être très légèrement positif au deuxième trimestre, mais on ignore encore quelle sera la vigueur de la reprise.

Affaibli depuis quelques jours, le cours du dollar a réagi à l'assouplissement du crédit : des taux d'intérêt plus faibles rendent les placements libellés en dollars moins attrayants, d'autant plus que les marchés prévoient un durcissement du crédit en Allemagne au cours des prochaines semaines, et se portent acquéreurs de marks. Mercredi 7 août au matin, le dollar s'échangeait à Paris à 5,82 francs, contre 5,90 francs lundi et 6 francs vendredi.

M. Seidman annonce son départ du fonds d'assurance bancaire

M. William Seidman, soixante-dix ans, a écrit le 6 août au président Bush pour lui annoncer son intention de démissionner, le 16 octobre, de la présidence du *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC), fonds d'assurance des dépôts bancaires. M. Seidman quittera simultanément la présidence de la *Resolution Trust Corporation* (RTC), organisme créé en 1989 pour mettre en œuvre le plan de sauvetage des caisses d'épargne.

Cette annonce devait satisfaire la Maison Blanche, où l'indépendance de M. Seidman lui avait valu quelques initiatives. Elle devrait permettre aussi à l'intéressé d'éviter de trop violents reproches sur sa gestion de la RTC, quand le Congrès devra approuver à l'automne une rallonge supplémentaire pour poursuivre la restructuration des caisses d'épargne.

En province

Le PCF estime que les employeurs sont responsables des hausses des prix des transports en commun

Après l'article intitulé « Le métro à la poussette » (le Monde du 23 juillet), M. Guy Schmaus, président du groupe communiste au conseil régional d'Ile-de-France nous écrit :

« L'observateur d'abord que les Parisiens paient déjà cher leurs transports en commun, de surcroît de moins en moins efficaces. Si les provinciaux paient les leurs plus cher encore, c'est la faute aux employeurs et autres vrais bénéficiaires, les gros employeurs, les banques et les promoteurs, trop insuffisamment mis à contribution.

« D'une façon générale, l'Etat ne consacre que 19 % de son budget à la région Ile-de-France alors que les contribuables franciliens concourent pour 27 % au budget de l'Etat. Un rapport officiel notait déjà en 1983 qu'à chaque fois que l'Etat verse un franc en région

parisienne pour les transports, il reprend trois francs par le truchement des taxes fiscales.

« L'Etat n'a fait que se creuser depuis, en raison du désengagement financier du gouvernement. Quant au budget des transports en commun de la droite régionale, il est en 1990 inférieur de 11 % de ce qu'il était en 1983.

« Aujourd'hui, l'Etat prête chaque année, pour la seule activité des transports, 30 milliards de francs dans la poche des franciliens sous forme de taxes, TVA et TIPP (1). Cela représente trois fois plus qu'il ne verse de subventions à la SNCF et à la RATP, ainsi que pour la voirie et la police affectée à la circulation.

(1) Taxe intérieure sur les produits pétroliers

EN BREF

□ Reprise économique au Canada. - Huit des dix principaux indicateurs économiques de la conjoncture au Canada, regroupés au sein d'un indice composite, ont progressé globalement de 0,7 % en mai par rapport à avril. C'est la deuxième progression consécutive de l'indice (6,1 % en avril) après quatorze mois de baisse. Elle annonce probablement une reprise de l'activité économique, après la récession que vient de traverser le Canada.

□ Diminution de 2 % du nombre des exploitations agricoles aux Etats-Unis. - Quelque 36 000 exploitations agricoles ont disparu l'année dernière aux Etats-Unis (soit une baisse de 2 %), selon des estimations publiées le 31 juillet par le département de l'Agriculture. Les surfaces cultivées sont passées de 394 millions d'hectares en 1990 à 393 en 1991. Le Texas demeure l'Etat le plus agricole avec 185 000 exploitations et devance le Missouri (107 000) et l'Iowa (102 000). - (AFP)

□ Une mission sur l'épargne salariale. - Le ministre délégué de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a chargé, vendredi 26 juillet, MM. Olivier Pastir, directeur général adjoint de G. P. Banque, et Pierre Moscovici, chef du service financement du Commissariat général au Plan, d'établir, pour le 31 août, un rapport sur le rôle que pourrait jouer l'épargne salariale dans le financement de l'industrie.

□ Manifestation de la Confédération paysanne à Châtelleraut. - La Confédération paysanne annonce la tenue, le 10 août, d'une manifestation à Châtelleraut - ville dont M^{me} Edith Cresson est le maire - « afin d'interpeller le premier ministre sur la situation catastrophique des éleveurs de viande ovine et bovine et des producteurs de lait de chèvre ». Une délégation a demandé à être reçue par le premier ministre, qui fut également ministre de l'Agriculture dans le premier gouvernement Mauroy.

Peugeot renonce aux Etats-Unis

Echec pour Peugeot aux Etats-Unis. Le constructeur automobile français n'a pas réussi à imposer contre-Automobile la 405 sur le marché des voitures de luxe. La faiblesse de ses ventes l'amène donc à arrêter les frais. La firme dirigée par M. Jacques Calvet a annoncé, mardi 6 août, qu'elle arrêterait dès septembre de commercialiser ses modèles sur le marché américain.

Les constructeurs automobiles français ont bien du mal à réussir leur aventure américaine. Après les déboires essuyés par Renault, abandonnant finalement à Chrysler sa participation majoritaire dans American Motors Corp., c'est désormais au tour de Peugeot de jeter l'éponge. Le premier constructeur français, déjà présent aux Etats-Unis, avait décidé il y a un peu plus de trois ans de relancer ses ventes en territoire américain, en attaquant le créneau des voitures de luxe. La 405, puis la 605 (jamais introduite), devaient constituer les deux vecteurs de cette offensive.

La déprime actuelle du marché automobile américain et la concurrence vive que se livrent les constructeurs japonais (Toyota et Nissan avec respectivement leurs gammes Lexus et Infiniti) et américains sur le créneau haut de gamme l'amenent aujourd'hui à renoncer. Sur les sept premiers mois de 1991, Peugeot a vendu 2 223 véhicules contre 2 701 sur la même période de l'année précédente, soit un repli de 17 %. En 1990, ses ventes s'élevaient déjà contractées de 29 %.

Le constructeur automobile français vient d'autre part d'être condamné par le Cour européen de la Haye à honorer les commandes passées par un importateur rouennais auprès de concessionnaires belges et luxembourgeois. Peugeot a décidé de faire appel.

Incidents sur le TGV-Atlantique

BORDEAUX

de notre correspondante

Une dizaine de minutes avant d'arriver à la gare de Bordeaux, un TGV en provenance de Paris a été immobilisé en rase campagne, mardi 6 août, près des Eglisottes (Gironde), à la suite d'une rupture de caténaire. C'est le troisième incident de ce genre depuis la mise en service du TGV-Atlantique jusqu'à Bordeaux. Il s'est produit à 13 h 55, alors que la température extérieure était voisine de 40 degrés.

Les sapeurs-pompiers et la gendarmerie ont dû assurer l'alimentation en eau des deux trains bloqués sans danger, dans les rames soufflantes. Il a fallu deux heures et demie pour évacuer tous les voyageurs en bus et remorquer le TGV jusqu'à la gare la plus proche. Le SNCF a dû annuler, l'après-midi, le départ d'un TGV Bordeaux-Paris. Les réparations ont contraint le SNCF à instaurer une circulation alternée sur les voies. La SNCF s'est engagée à rembourser à 150 % les voyageurs bloqués.

G. de M.

□ Les opposants au TGV-Méditerranée menacent de perturber le trafic. - La Coordination associative régionale de défense de l'environnement (CARDE), qui regroupe les opposants au TGV-Méditerranée, tient « à attirer l'ensemble des usagers que le trafic risque d'être fortement perturbé à partir de samedi soir 10 août ». « La publication partielle des propositions de tracés SNCF (...) dans les Bouches-du-Rhône provoque à nouveau notre colère », assure la CARDE. Entre 18 et 19 heures, les associations se réuniront devant les mairies puis convergeront vers un certain nombre de points, dévoilés au dernier moment, « pour des actions publiques décentralisées, notamment sur les voies ».

□ Reprise de la desserte du Koweït par Air France. - Le 14 août, Air France reprendra ses vols sur le Koweït et inaugurera une nouvelle desserte avec Bahrain. Les liaisons avec le Koweït avaient été interrompues le 2 août de l'arrivée en fin d'indemnisation de nombreux bénéficiaires et au ralentissement des entrées en allocation FNE (Fonds national de l'emploi). En revanche, le nombre de chômeurs indemnisés (1 870 000

La crise de l'informatique européenne

L'allemand Siemens-Nixdorf annonce 3 000 suppressions d'emplois

L'été est décidément bien malsain pour les constructeurs informatiques européens. Le premier d'entre eux, l'allemand Siemens-Nixdorf (SNI), a annoncé mardi 6 août qu'il allait supprimer 3 000 emplois d'ici à la fin de 1992 sur les 52 000 que compte le groupe. Ces suppressions d'emplois constituent l'essentiel d'un dispositif de réduction des coûts auquel l'industriel entend consacrer 600 millions de deutschemarks (un peu plus de 2 milliards de francs).

Les réductions d'effectifs seront concentrées à 60 % sur l'Allemagne (SNI prévoit de fermer une unité de production de 600 personnes située à Berlin) et à 40 % à l'étranger. Selon un porte-parole de SNI-France, 400 suppressions d'emplois seraient prévues dans l'Hexagone. Siemens-Nixdorf emploie 2 400 personnes en France, réparties entre son siège de Cergy-Pontoise et ses agences commerciales.

Les dispositions arrêtées par SNI n'ont rien d'original. Les fabricants d'ordinateurs taillent à tour de bras dans leurs effectifs outre-Atlantique. Et sur le Vieux Continent la situation n'est évidemment pas meilleure. Il y a une

semaine, le néerlandais Philips cédait son informatique professionnelle à l'américain DEC. Le français Bull, engagé dans un plan de mutation de 3,7 milliards de francs pour la seule année 1991, a pour sa part prévu de réduire ses effectifs de 8 000 personnes sur deux ans ; 6 000 suppressions d'emplois auraient déjà eu lieu.

Un tel contexte rend plus difficile encore pour Siemens la rationalisation de ses activités informatiques et de celles de Nixdorf, fusionnées au sein de SNI (40 milliards de francs de chiffre d'affaires environ), structure commune créée le 1^{er} octobre 1990.

Le géant industriel allemand avait racheté Nixdorf au début de 1990, alors que ce spécialiste des mini-ordinateurs connaissait de très graves difficultés financières (ses pertes sur le seul exercice 1989 dépassaient le milliard de marks, soit près de 20 % de son chiffre d'affaires), dues pour partie à la déprime de ses marchés mais aussi à des erreurs de gestion. Le retour à l'équilibre de SNI sur l'exercice 1991 apparaît peu vraisemblable.

C. M.

Au conseil des ministres

M. Soisson souhaite adapter la fonction publique aux exigences européennes

M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation administrative, devait présenter mercredi 7 août au conseil des ministres une communication relative à l'adaptation de l'administration française aux exigences de la construction européenne.

M. Jean-Pierre Soisson devait annoncer, mercredi 7 août en conseil des ministres, la présentation, cet automne, d'un projet de décret précisant la liste des diplômes d'enseignement supérieur délivrés dans les autres Etats membres, ouvrant droit à l'inscription aux concours administratifs nationaux. Ce texte constitue la première application de la loi du 26 juillet (le Monde du 25 juillet) autorisant les ressortissants communautaires à remplir les emplois de l'administration française non liés à l'exercice de la souveraineté nationale.

Multiplication des échanges

Le ministre de la fonction publique souhaite, parallèlement, améliorer la formation des agents de l'Etat aux questions européennes. D'ici à 1993, mille fonctionnaires exerçant des responsabilités d'encadrement devraient ainsi, estime M. Soisson, participer au cycle interministériel de formation aux affaires communautaires mis en place par l'Institut européen d'administration publique de Maastricht (Pays-Bas).

Le nombre de bénéficiaires de ce stage pourrait être doublé de l'année suivante. D'une manière générale, les écoles préparant à la fonction publique et les universités seront amenées, « comme un enjeu », précise M. Soisson, à dispenser un enseignement sur les questions européennes, sanctionné par une épreuve spécifique dans les différents concours.

Les échanges de fonctionnaires européens devraient aussi se multiplier, assure le ministre d'Etat, après l'adoption, les 6 et 7 juillet au cours de la réunion des ministres européens de la fonction publique, du programme d'échanges de fonctionnaires entre les administrations nationales. Ainsi les agents soumis à une obligation de mobilité à commencer par les administrateurs des PTT et les agents des corps recrutés par l'ENA - pourront se voir proposer, dès 1992, d'exercer un poste dans les services publics des autres Etats membres. Les conditions de leur retour seront toutefois, promet M. Soisson, précisées avant leur expatriation grâce à une meilleure gestion prévisionnelle des emplois.

Chaque ministère devrait enfin désigner un responsable des questions européennes chargé d'assurer la liaison entre les positions françaises défendues dans les différentes instances communautaires et les milieux professionnels concernés. Ceci afin d'améliorer le traitement des dossiers communautaires, jugé encore insuffisamment efficace.

V. D.

En dépit d'une dégradation au second semestre

Le régime d'assurance-chômage de l'UNEDIC a dégagé un léger excédent en 1990

Pour la première fois depuis 1981, le régime d'assurance-chômage de l'UNEDIC a dégagé en 1990 un léger excédent de 600 millions de francs, indique le rapport d'activité 1990 de cet organisme, diffusé mardi 6 août. Avec 107,1 milliard de francs versés au titre des différents régimes et 2 211 500 allocations au 31 décembre, le nombre des bénéficiaires a diminué de 0,4 % en un an, alors qu'en 1989, le nombre des indemnisés, tous régimes confondus, avait baissé de 1,8 %.

Ce léger reflux est avant tout dû à une régression sensible (-17,5 %) du nombre de prétendants indemnisés (279 700 au 31 décembre), du fait de l'arrivée en fin d'indemnisation de nombreux bénéficiaires et au ralentissement des entrées en allocation FNE (Fonds national de l'emploi). En revanche, le nombre de chômeurs indemnisés (1 870 000

personnes) s'est accru de 2,4 % l'année dernière, en raison, notamment, d'une forte augmentation des allocations de base (+4,8 %). La progression du nombre de ces chômeurs (1 415 100) est directement liée, précise les auteurs du rapport, à la dégradation, au cours du second semestre, de l'activité économique, cette détérioration laissant prévoir la réapparition d'un déficit de l'UNEDIC en 1991.

De la même façon, le nombre de bénéficiaires des allocations de solidarité spécifique, à la charge de l'Etat, a progressé de 3,3 %, ce qui traduit une accentuation du chômage de longue durée. Le nombre des affiliés en formation (61 800) s'est parallèlement accru de 10,5 %, recouvrant en particulier une très forte augmentation (+53,5 %) du nombre de bénéficiaires d'allocations de conversion (18 500).

BOARD OF ADJUTANTS

PARIS :

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 AOUT

Réglement mensuel																			
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS							
Compteur	Cours	Précéd.	Dernier	Compteur	Cours	Précéd.	Dernier	Compteur	Cours	Précéd.	Dernier	Compteur	Cours	Précéd.	Dernier				
%	+	-	+	%	+	-	+	%	+	-	+	%	+	-	+				
3981	CNE 3%	4000	...	...	...	...	...	3985	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
3982	Clyon T.P.	830	830	846	...	...	...	3986	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
3983	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...	3987	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
3984	ACOROL	70	...	...	...	...	...	3988	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
3985	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	3989	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
3986	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	3990	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
3987	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	3991	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
3988	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...	3992	ACOROL	70	...	...	...	...	...
3989	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	3993	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
3990	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	3994	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
3991	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...	3995	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
3992	ACOROL	70	...	...	...	...	...	3996	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
3993	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	3997	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
3994	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	3998	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
3995	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	3999	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
3996	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...	4000	ACOROL	70	...	...	...	...	...
3997	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4001	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
3998	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4002	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
3999	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4003	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4000	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4004	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4001	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4005	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4002	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4006	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4003	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4007	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4004	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4008	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4005	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4009	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4006	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4010	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4007	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4011	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4008	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4012	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4009	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4013	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4010	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4014	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4011	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4015	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4012	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4016	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4013	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4017	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4014	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4018	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4015	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4019	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4016	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4020	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4017	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4021	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4018	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4022	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4019	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4023	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4020	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4024	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4021	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4025	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4022	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4026	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4023	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4027	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4024	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4028	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4025	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4029	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4026	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4030	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4027	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4031	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4028	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4032	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4029	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4033	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4030	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4034	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4031	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4035	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4032	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4036	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4033	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4037	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4034	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4038	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4035	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4039	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4036	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4040	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4037	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4041	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4038	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4042	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4039	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4043	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4040	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4044	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4041	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4045	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4042	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4046	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4043	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4047	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4044	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4048	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4045	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4049	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4046	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4050	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4047	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4051	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4048	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4052	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4049	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4053	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4050	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4054	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4051	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4055	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4052	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4056	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4053	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4057	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4054	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4058	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4055	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4059	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4056	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4060	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4057	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4061	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4058	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4062	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4059	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4063	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4060	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4064	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4061	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4065	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4062	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4066	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4063	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4067	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4064	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4068	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4065	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4069	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4066	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4070	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4067	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4071	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4068	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4072	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4069	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4073	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4070	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4074	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4071	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4075	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4072	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4076	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4073	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4077	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4074	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4078	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4075	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4079	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4076	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4080	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4077	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4081	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4078	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4082	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4079	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4083	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4080	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4084	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4081	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4085	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4082	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4086	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4083	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4087	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4084	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4088	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4085	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4089	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4086	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4090	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4087	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...	4091	Pharm. Publ. T.P.	1472	...	...	...	...	...
4088	ACOROL	70	...	...	...	...	...	4092	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...
4089	BANQ. T.P.	880	...	...	...	...	...	4093	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...
4090	Neuchâtel T.P.	1200	...	...	...	...	...	4094	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...	...
4091	Saint Gobain T.P.	1089	...	...	...	...									

COMPTANT (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du port.	% du coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours
Obligations											
Emp.Em. 8.06/77	121 70	1 82	C.I.M.	1000	1009	Magnat		810			
Emp.Em. 8.06/78	100 75	0 89	CITRAM 88	2600		Midi Delyval		565			
Emp.Em. 79/94	102 20	9 57	CIVF 9	758		Midi Delyval		105	102		
Emp.Em. 13.49/83		8 40	Cogit	320	315	Morgenson (M)		215	215		
Emp.Em. 12.24/94	100 87	10 12	Com.Indust.	505		Opcom		330			
Emp.Em. 11% 85		6 08	Cr Industrielle	4452	4452	Ortel (C)		289			
10.25% sans BS		4 12	Cr Op. Int. Almond.	365	405	Opcom-Dessauville		1079			
OAT 10% 52/00		1 96	Comar M&L Prov.	715	775	Petit Rousselle		1090			
OAT 8.25 12/1997		6 82	Comar S&G Ind.	247		Petit Rousselle		610			
OAT 8.25 11/1998		5 07	Com.Ind. (C)	535		Perf.Indus.		603	648		
OAT 10.30% 1995	1802		Coldetal	110		Pf. France		245			
PTT 11.25 85	105	7 04	Darby	850		Pf. Indus.		238			
CF 10.20% 85		6 05	Digimonet	1050	1050	Parsons Invest.		350	345		
CF 10.25% sans BS		4 08	Diderot	1538		Pf. Indus.		789			
CMA 10 % 1978	100 80	0 82	Diderot-Vallée	3849	3949	Pf. Indus.		1530			
CNB Bague 5000F.		0 82	Diderot-Vallée	1262		Pf. Indus.		405	478 90		
CNB Bague 5000F.		0 82	Diderot-Vallée	1262		Pf. Indus. (C)		405			
CNB Bague 5000F.		0 82	Diderot-Vallée	1262		Pf. Indus.		776			
CNE 11.5% 85	101 20	1 83	Diderot-Vallée	1262		Rochefort		112	115		
Cr 11.62 5000F.		2 70	Diderot-Vallée	1262		Rosario		286			
Cr 11.62 5000F.		2 70	Diderot-Vallée	1262		Rougie		442			
Cr 10.80% 85/05	108 45	5 51	Diderot-Vallée	1262		S.A.C.E.R.		385			
CHAB FCE 3% 100			Diderot-Vallée	1262		S.A.F.A.F.A.		136			
CHCA	985		Diderot-Vallée	1262		S.A.F.I.F. Alcan.		349 80			
Cine			Diderot-Vallée	1262		S.A.T.F.		229			
Alcatel 0 % jan. 89	571		Diderot-Vallée	1262		Sigat		303 50			
L. Raut 0 % 5.9%	754		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		118 90	117		
Thom. cr 5.25 85	775		Diderot-Vallée	1262		Solus de Méd.		624	620		
Actions											
Agache (ex In.)	1132		Diderot-Vallée	1262		Société M&L		155	166		
Agache (ex In.)	1545		Diderot-Vallée	1262		S.O.C.A.C.		783			
Agache (ex In.)	427	427	Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		404 50	400		
Alcatel C.Nom.	1275	1275	Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		144			
Alphag. Europ.	395		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		575	576		
B.N.P. Internat.	275	275	Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		229			
Alphag. Sup. (C)	455 50	455 50	Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		265			
Banque Paribas	305		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		132			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		510	510		
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		453			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		1280			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		79 50			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		1837	1805		
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		375	375		
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		140			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		785	785		
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		375 50			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		785			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		8420			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		239 00			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		1100	1100		
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		220			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		385			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		1595	1523 0		
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		149			
Benetton (C)	510		Diderot-Vallée	1262		Solelunas (F.)		220	210 90		

SICAV (sélection)[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

46-62-72-67

COMMUNICATION

Le développement des chaînes musicales

MTV et Euromusique dans la course aux clips

MCM-Euromusique, la chaîne musicale francophone, devrait prochainement à une augmentation de capital de 35 millions de francs. A cette occasion, la Lyonnaise communication, seul des grands opérateurs du câble encore absent du capital d'Euromusique, pourrait y faire son entrée. La Lyonnaise avait exprimé cette intention dès décembre dernier. Mais elle mettait comme condition une croissance d'Euromusique centrée sur les réseaux câblés, qui ne fasse donc pas concurrence à M6 (dont la Lyonnaise des eaux est actionnaire à 25 %).

Avec le soutien de M. Jack Lang, ministre de la culture, certains des actionnaires d'Euromusique cessaient le projet de lancer une autre chaîne musicale pour obtenir de nouvelles fréquences terrestres (*Le Monde* du 19 juin). Mais l'opposition résolue du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) oblige Euromusique à envisager son avenir avant tout sur le câble. Elle devrait d'ailleurs toucher l'ensemble des réseaux câblés français d'ici à la fin de l'année, contre un quart seulement au début 1991. Avec une grille et un « habillage » renouvelés, et surtout une extension de son audience, Euromusique espère attirer davantage les publicitaires, dont elle attend le tiers d'un budget de 45 millions de francs. MCM-Euromusique est aussi diffusée par voie hertzienne à Lyon, Toulouse et dans le sud-est de la France (soit environ 5 millions de spectateurs potentiels). Elle a passé des accords à l'étranger permettant la reprise de tout ou partie de ses programmes à Athènes ou en Tchecoslovaquie, et négocie d'autres accords en Italie et en Europe de l'Est.

En s'étendant au Sud et à l'Est, Euromusique reconnaît implicitement la domination en Europe du Nord de MTV-Europe, sa grande concurrente de langue anglaise. Faisant ce mois-ci

son quatrième anniversaire, MTV-Europe (filiale de Maxwell et du groupe américain Viacom) touche 25 millions de foyers câblés dans 28 pays (contre 10 millions de foyers dans 14 pays il y a deux ans). MTV, réseau mondial né aux Etats-Unis, est également présent en Asie et en Amérique latine (*Le Monde* du 22 mai).

La chaîne prévoit déjà de se « mettre en trois » pour son public américain. A compter de 1993, MTV veut diffuser non plus un, mais trois programmes musicaux sur les réseaux câblés nord-américains. Grâce aux technologies de compression vidéo, les transmissions sur un seul canal de satellite trois programmes couvrant les différents genres musicaux. En jouant sur ce clavier élargi, MTV escompte ainsi séduire à moindre coût des publics plus diversifiés.

M. C. I.

Disparition du quotidien populaire espagnol « *Claro* ». - Le quotidien espagnol *Claro*, en kiosque depuis le 8 avril dernier (*Le Monde* du 9 avril), a vendu mardi 6 août son dernier numéro. Malgré une formule « à sensation » largement inspirée du quotidien allemand *Bild Zeitung* et un faible prix (50 pesetas au lieu de 80 pour les autres quotidiens), *Claro* n'a pas réussi à fidéliser le public populaire qu'il visait. Ce journal en couleurs de 24 pages proposait une édition nationale et trois régionales. Financé à Paris par Axel Springer (éditeur du *Bild Zeitung*) et l'Espagnol Lucas de Tena (éditeur du quotidien *ABC*), le lancement de *Claro* avait demandé un investissement de 13 milliards de pesetas (780 millions de francs environ).

CULTURE

La mort du cinéaste Marcel Blisène

Le cinéaste Marcel Blisène est mort vendredi 2 août par hydrocution. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Marcel Blisène - de son vrai nom Blisène - naît à Paris en 1911. Journaliste puis assistant réalisateur, il débute dans la mise en scène de cinéma en 1945 avec *Etoile sans lumière* dont il a écrit le scénario pour Edith Piaf. C'est lui qui le premier a su faire passer à l'écran la véritable personnalité, pathétique et gouailleuse, de la chanteuse. Après ce succès, Marcel Blisène réalise, en 1946, *Macadam*, drame naturaliste dans le goût des années 30 dont la vedette est Françoise Rosay. Le film est placé sous la direction artistique de Jacques Feyder, le mari de l'actrice, à laquelle Blisène doit laisser la bride sur le cou. Mais il s'agit parti de jeunes interprètes : Simone Signoret, Jacques Dacqmine et André Clément (dans un rôle initialement destiné à Piaf).

Comme beaucoup de cinéastes français qui ont débuté à cette époque, Marcel Blisène, excellent technicien, va s'essayer à divers genres : la comédie policière (*Rapide dans la nuit*, 1948), la biographie éditée (*Le Sorcier du ciel*, 1949, une vie du curé d'Ars), la comédie de caractère (*Cet âge est sans pitié*, 1950), la comédie burlesque (*Bibi Fricotin*, 1950), l'étude de mœurs (*Le Feu dans la peau*, 1954, *Quelque chose de moi*, 1955), le drame psychologique (*Sylviane de mes nuits*, 1956). En 1958 il retrouve Edith Piaf pour ce qui sera leur meilleur film à tous deux, *Les Amants de demain*, sur un scénario de Pierre Brasseur.

Marcel Blisène ne tournera plus ensuite que pour la télévision. Son attachement à Edith Piaf devait encore se manifester dans plusieurs émissions. Il était le président de l'Association des amis d'Edith Piaf.

JACQUES SICLIER

Mort de Thierry Labert. - Le comédien Thierry Labert est mort d'hydrocution le mercredi 31 juillet en Tchecoslovaquie. Il était âgé de 26 ans. Sorti de l'école de Théâtre national de Strasbourg en 1987, Thierry Labert était apparu dans *Amphitryon*, mis en scène par Jacques Lassalle, puis dans *Les Trois sœurs* et *Ivanov*, sous la direction de Jean-Claude Fall et, dernièrement, dans la *Mère* de Brecht, mis en scène par Bernard Sobel à Gennepville.

CARNET DU Monde

Naissances

- Alain Tung Hsa MARGUE et Lida Maria MANGIOROU-MARGUE ont la joie d'annoncer la naissance de

Timon Yéna,

le 13 juillet 1991, à Luxembourg.
28, rue des Aubépines,
L-1145 Luxembourg.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Yvonne Henri ARNAUD,
née Jessine Rougier,
survenue le 3 août 1991, dans sa quatre-vingt-quinzième année, à Longjumeau.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 8 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6, 91, boulevard du Montparnasse.

L'inhumation aura lieu dans la sépulture de famille, au cimetière parisien de Bagneux.

M. C. I.

- Romain CARADEUC nous a quittés le 2 août 1991, accidentellement, à dix-sept ans.

La cérémonie d'inhumation a eu lieu le 7 août, à Ménilles (Côte-d'Armor).

- André et Simone GORLIER, leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Edmée GORLIER,
née Ligué,
à Alix (Rhône), le lundi 5 août 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 8 août, à 16 heures, en l'église de Limonest (Rhône), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Priez pour elle et pour son époux

Alfred GORLIER,
décédé le 7 mai 1979.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Barrême,
69006 Lyon.

M. et M^{me} Gorlier,
835, rue Saint-Honoré,
75005 Paris, vous-Pois.

- M. Philippe Rembault, son épouse,
M. et M^{me} René Guillot, ses parents,
M^{me} Hélène Guillot,
M^{me} Jacques et Bernard Guillot, ses sœurs et frères,
M. et M^{me} Michel Rembault, et leurs enfants,
M^{me} Danielle Rembault et sa fille,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Neveu et nièce,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Danielle GUILLOT-REMBAULT,

foudroyée par la maladie, le dimanche 4 août 1991, à l'âge de quarante-cinq ans.

Les obsèques seront célébrées dans la plus stricte intimité.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 30 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes éditoriaux : 50 F

PARIS EN VISITES

JEUDI 8 AOUT

« Les écrivains du Père-Lachaise », 10 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Le Père-Lachaise et les grands personnages du commerce parisien », 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Châli d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures, métro Abbesses (P.-V. Jassé).

« De la crypte archéologique de Notre-Dame à la cathédrale élysienne, et de la cathédrale à l'île de la Cité inconnue », 11 heures et 15 heures, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Versailles : le quartier Saint-Louis », 14 h 30, à la cathédrale Saint-Louis (Office de tourisme).

« L'œuvre de Rodin et de Camille Claudel au Musée Rodin », 14 h 30, 77, rue de Varenne (D. Fleuriot).

« Les façades d'immeubles remarquables. Rive gauche » (prévoir un titre de transport), 14 h 30, métro Jussieu (A nous deux Paris).

« Le Palais de justice et la Vie sous Saint-Louis. Le Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, sortie métro Cité (F. Haider).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réservection du passé).

« Les bâtiments de l'histoire de la faubourg Saint-Germain exceptionnellement ouverte », 14 h 45, métro Rue-du-Bac (M. Bessard).

- Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement, ses collègues et amis, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jean-François GUIRAUD,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
ancien membre
de l'Ecole française de Rome,
conseiller technique
au cabinet du ministre.

Les obsèques ont eu lieu le 22 juillet 1991, à Paris, dans l'intimité familiale.

- M^{me} Yves Jacob de Cordemoy, M. et M^{me} Jacques Jacob de Cordemoy, Philippe, Cécile, Et la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves JACOB DE CORDEMOY,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'Ordre des Palmes académiques,
inspecteur général honoraire
à la RATP,
survenu à son domicile, le 2 août 1991.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Ils y associent le souvenir de

Anne,

sa fille, décédée le 20 janvier 1972.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} et M. Henri Kurz, Elizabeth, Eric et Mariele, Tous les siens, ont la douleur de faire part du décès de

Laurent Olivier KURZ,

survenu le 3 août 1991, dans sa trente et unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

26, rue Parmentier,
92200 Neuilly.

- José LARAT

a quitté brutalement les siens, le 4 août 1991, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Catherine Larat, son épouse,
Fabrice, Cyrille et Delphine Larat, ses enfants,
ses frères et sœurs,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Les familles parentes et alliées,
Ses amis,

vous invitent à lui rendre un dernier hommage, le jeudi 8 août, à 14 heures en l'église d'Ecoully (Rhône).

4, rue de Stalingrad,
76300 Sotteville-lès-Rouen.

- On nous prie de faire part du décès, à Paris, le 4 août 1991, dans sa quatre-vingt-onzième année, de

Suzanne NOULIN,

chevalier de l'Ordre national du Mérite.

La défunte ayant fait don de son corps à la faculté, une messe sera célébrée ultérieurement, à Paris, à son intention et fera l'objet d'un nouvel avis.

La carrière de Suzanne Noulain se sera poursuivie pendant plus de quarante-cinq ans au sein du même groupe : successivement les Mines de Carmaux, la Banque générale industrielle La Hénin et la SOGEMIN, devenue C. La Hénin, dont elle fut secrétaire général.

Sa vie a été pour une large part consacrée aux autres et à leur venir en aide.

- M^{me} Gaston LITAIZE, son épouse, ses enfants, Anne, Mathieu, Olivier et Jean-Baptiste, ses petits-enfants, Toute sa famille, Ses élèves, Et ses amis, ont part du rappel à Dieu de

Gaston LITAIZE,

endormi dans la paix du Seigneur, le 5 août 1991.

La messe de requiem sera célébrée en l'église de Bruyères (Vosges), le jeudi 8 août, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes, des messes.

Une messe sera célébrée ultérieurement en l'église Saint-François-Xavier, à Paris, sa paroisse.

« La Passée », Fays 88600 Bruyères, 14, rue Mayet, 75006 Paris.

- Lyon.

M^{me} Jean Rougé, ses enfants, Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean ROUGÉ,

professeur émérite université Lyon-II, survenu le 1^{er} août 1991.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Guy TANCELIN,

professeur,

survenu le 6 août 1991, à Paris.

Une cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 9 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Montfaucon, Paris-5, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

- Roger Gouze, son épouse, Alain Gouze, son fils (11), et Colette Robin, Michel et Fanny Gouze, Valérie et Olivier, Laurent et Esther Gouze et Alexandrin, Emmanuel et André Bostarron, Raphaël, Irène et Rémi, ses enfants et petits-enfants, Simone Isnard, sa sœur, Christian et Roger Hanin, Danielle et François Mitterrand, ses beaux-frères et belles-sœurs, Les familles Besson, Robin, Gouze, Flachot, Et toute la famille, remercient tous ceux qui se sont associés à leur douleur lors du décès de

M^{me} Lucienne GOUZE, née Besson.

- Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Les familles parentes et alliées, remercient chaleureusement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil à l'occasion du décès de

Elle MREJEN

et les informant que les prières du mois seront dites, au centre Ramban, 19-21, rue Galvani, Paris-17^e, le dimanche 11 août 1991, à 20 h 30.

Anniversaires

- Le 7 août 1981, disparaissait tragiquement

Daniel STERNBERG,

ingénieur A.M.

Ceux qui l'ont connu, estimé et aimé lui gardent un souvenir ému.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaudron, gérant

directeur de la publication,

Bruno Fraipont

directeur de la rédaction

Jacques Gail

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Anahie

Jean-Marie Colombant

Robert Solé

adjoints au directeur de la rédaction

Thomas Frensch

Philippe Herremans

Jacques-François Simon

Daniel Vermet

directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Benne-Méry (1944-1969)

Jacques Fauve (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-59

ADMINISTRATION

1, PLACE HUBERT-BENNE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-26-10

Une étude sur les quartiers en difficulté de l'Ile-de-France

Le « mal des banlieues » s'étend

Après plusieurs années d'équilibre et de stabilisation, le nombre des actifs en région parisienne a augmenté de 320 000 entre 1982 et 1990, l'essentiel de cet accroissement s'étant localisé dans ce qu'on appelle la grande couronne. Une étude de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) sur les quartiers en difficulté, publiée dans la revue trimestrielle de l'Institut national de la statistique et des études économiques (1), attire à nouveau l'attention sur les graves inconvénients d'un développement excessif et incontrôlé de l'agglomération parisienne.

Deux chercheurs de l'Institut, M^{me} Christine Lelievre et M. Christophe Noyé, ont fait une étude rétrospective des quarante-six quartiers, en Ile-de-France, ont fait

l'objet, en 1989, d'une procédure dite de « développement social » inscrite dans le contrat de plan Etat-Région. Ils ont essayé de repérer, à partir du recensement de 1982, les éléments socio-démographiques qui, dès cette époque, rendaient ces grands ensembles particulièrement fragiles. Autrement dit, ils ont tenté de répondre à la question : sur le tableau de bord d'une commune urbaine, quels sont les signaux annonciateurs d'une situation de crise ?

Leur enquête confirme ce que les observateurs - notamment ceux de la Délégation interministérielle à la ville - avaient déjà remarqué. Les banlieues à problèmes sont celles qui accumulent les handicaps. Elles ont été construites sous forme de grands ensembles au cours des trente glorieuses (1950-1980) en limite des communes, loin du centre-ville, et souvent coupées de celui-ci par des zones industrielles, des terrains vagues, des routes et des lignes de chemin de fer. Elles sont constituées, à 80 %, de logements sociaux au loyer modeste, mais les immeubles ont mal vieilli.

Les changements de locataires y sont plus fréquents qu'ailleurs et les appartements souvent surpeuplés. La population y est particulièrement jeune : 40 % des habitants avaient, en 1982, moins de vingt ans. En revanche, les personnes âgées y sont rares : 6,3 % de plus de soixante ans, contre 15 % dans l'ensemble de la région. En 1982, les étrangers représentaient près d'un quart de la population de ces quartiers. Les

familles nombreuses ou monoparentales y étaient, en proportion, plus fréquentes qu'ailleurs.

Ces quartiers concentraient en moyenne 40 % d'ouvriers et 36 % d'employés, alors que ces catégories ne représentaient respectivement, en Ile-de-France, que 27 % et 26,4 % des actifs. Les taux de chômage y étaient plus élevés qu'ailleurs, notamment chez les moins de vingt-cinq ans, et 46 % des jeunes de plus de quatorze ans ne possédaient aucun diplôme (contre 25 % en Ile-de-France).

Les habitants se sentent délaissés

En revanche, les enquêteurs ont noté que les équipements publics y étaient plutôt « nombreux et diversifiés », sauf en ce qui concerne les liaisons avec le reste de l'agglomération. Soixante pour cent de ces quartiers, pourtant éloignés des gares, n'avaient plus de bus en soirée. Néanmoins, notent les chercheurs, les commerces avec la ville y étaient assez nombreux, culturels et institutionnels que physiques. Autrement dit, les habitants des banlieues difficiles se sentent délaissés et à l'écart de l'agglomération, même quand ils y sont convenablement reliés.

Tous ces handicaps matériels ou psychologiques annoncent, il y a huit ans déjà, la crise d'aujourd'hui. En ce sens, l'application à ces grands ensembles de la procédure de développement social a été pertinente. Réussira-t-elle pour autant à la faire sortir de l'excursion ? Oui, pour les

quartiers les plus proches du centre de l'agglomération, pensent les enquêteurs de l'IAURIF. Mais c'est beaucoup moins probable pour les plus excentrés, qui ont tendance à se paupériser et où les classes moyennes n'ont aucune raison d'aller s'installer. Seul un traitement social intensif permettrait d'éviter le pire.

A ce pronostic plutôt sombre s'ajoute une nouvelle inquiétude. Des signaux s'affichent déjà dans d'autres quartiers : ceux où, par des prêts d'accession à la propriété (les PAP), les pouvoirs publics ont favorisé l'achat des appartements et des pavillons individuels. Les familles, souvent étrangères, se sont endettées et s'arment à entretenir leurs locaux. Les espaces publics sont à l'abandon et les services sociaux submergés de demandes d'aide. Des communautés portugaises, turques et africaines sont en voie de formation. « La paupérisation de ce type de quartiers, commentent M^{me} Lelievre et M. Noyé, est un phénomène récent qui risque de s'accroître dans les années à venir. » Bref, un nouveau front est en train de s'ouvrir dans la bataille des banlieues de l'agglomération parisienne. Il justifierait à tout le moins une plus grande circonspection dans la fuite en avant de l'Ile-de-France.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) « Quartiers en difficulté », par Christine Lelievre et Christophe Noyé. *Revue de l'Institut national de la statistique et des études économiques*.

M. Bianco met en valeur l'action sociale de Créteil

Il n'était pas moins de cinq ministres et secrétaires d'Etat à venir assister, mardi 6 août, les opérations de rénovation urbaine effectuées à Créteil (Val-de-Marne) depuis près de dix ans. En choisissant de visiter ensemble les réalisations sociales de la ville de Créteil, M^{me} Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'équipement, Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, et Michel Giffert, secrétaire d'Etat aux handicaps et aux accidentés de la vie, ont voulu corriger l'image de banlieues condamnées à la violence et aux difficultés sociales.

M. Bianco a rendu hommage à la gestion de M. Cathala, maire de la ville depuis 1977, en déclarant que Créteil montre que la réinsertion sociale de populations en difficulté

est toujours possible. Le ministre des affaires sociales a cité son secrétaire d'Etat d'Etat, « une réussite superbe » dans la réhabilitation de quatre mille quatre cents logements sociaux - catégorie à laquelle appartiennent plus de 70 % des logements de la ville - dans l'action de la mission locale pour l'emploi des jeunes et dans les activités mises en place par la mairie pour favoriser leur insertion. M. Cathala a précisé que Créteil n'a pas eu à subir de violence.

Lors de cette visite, les cinq ministres et secrétaires d'Etat se sont attachés à montrer qu'ils forment une équipe, liée, selon M. Bianco, par des relations d'amitié et par les difficultés auxquelles ils ont dû faire face ensemble (affaire des transfusions sanguines, dossier épineux des déboutés du droit d'asile politique et, aujourd'hui, problème des harkis).

Interrogé sur les accusations rela-

tives au détournement de fonds destinés aux harkis, M. Cathala a déclaré qu'il s'agit d'une « manipulation politique » et a qualifié de « plat ruche de mauvais goût » la publication par le *Figaro* du 5 août d'extraits du rapport de 1986 mettant en cause la gestion de l'ONAS, organisme d'aide aux familles de harkis, dissous à la même époque.

A propos de la mort par strangulation d'un jeune harki à Nanterre le 5 août, le secrétaire d'Etat a exprimé l'espoir qu'il n'y ait pas de provocation « au moment où le gouvernement renoue le dialogue » avec les harkis. M. Cathala a également mis en garde contre « les arrières-pensées pas très claires » et « les déclarations d'extrême droite infligées dans les réunions de harkis », qui cherchent à « jeter de l'huile sur le feu ».

V. S.

Selon le « Canard enchaîné »

L'utilisation de certains crédits du ministère de la défense est critiquée par la Cour des comptes

La Cour des comptes vient de faire parvenir au ministre de la défense, M. Pierre Joxe, un document confidentiel d'une douzaine de pages - un « rétro » - dans lequel elle s'étend sur l'affectation de certains crédits du service de presse des armées (SIRPA), peu en rapport avec les « relations publiques ». Le *Canard enchaîné* qui révèle, dans son édition du 7 août, l'existence de ce document signé de M. Pierre Arpaillange, premier président de la Cour, précise que 43,5 millions de francs, soit plus de 15 % des crédits budgétaires mis à la disposition du SIRPA, auraient été ainsi dépensés entre 1987 et 1990.

Selon les magistrats de la Cour, « il est même possible d'affirmer que près de 8 % des crédits (soit 21,9 millions de francs) ont été dépensés sans aucun résultat concret pour le service ». La Cour donne quelques exemples de ces erreurs de gestion et stigmatise les opérations suivantes :

- La photocopie. Son automatisation, décidée en 1987 par l'ancien ministre de la défense, M. André Giraud, a été abandonnée par son successeur, M. Jean-Pierre Chevènement, car sa technique était défectueuse. Coût de cette opération : 4,5 millions de francs, soit un peu plus que les 4 millions de francs du système Arcade d'archivage des comptes de presse dont la Cour des comptes a constaté la très faible utilisation.

- Le vingtième anniversaire du SIRPA. Organisée en juin 1989, cette manifestation aura coûté 1,4 million de francs, tandis que la participation de l'armée à la radio locale Aventure FM, « engagée sans résultats probables », aura consommé 12 millions de crédits, avant « d'être abandonnée en raison de sa trop faible audience et de l'importance des coûts ». S'y ajoutent enfin 2,54 mil-

lions de francs d'études diverses « qui n'ont donné lieu, malgré leur coût, à aucune utilisation ».

- Le parachutisme. Une spectaculaire opération visant à battre le record du monde de saut en parachute. Le cascadeur Alain Prieur avait proposé ses services et envisagé de se faire larguer depuis une altitude de 38 000 mètres. Dix-sept millions de francs auront été dépensés pour cet exploit, estimé à quel- que 38,5 millions de francs, avant que le ministre n'impose, le 13 février 1989, au SIRPA l'abandon de la tentative.

- Commémoration de la bataille de Valmy. La Cour met en doute la bonne utilisation des 12,4 millions consacrés par l'armée en 1989 à la commémoration de la bataille de Valmy. Dévoquant l'absence d'appel d'offres, le montant élevé et faiblement justifié des prestations et l'imputation irrégulière d'une partie des dépenses, elle relève également l'organisation, à l'insu d'un membre du cabinet, d'au moins une consultation fictive.

- Auto-publicité. Chargé « d'informer les Français sur la politique de défense et les activités des armées », le SIRPA aurait, selon la Cour des comptes, consacré un budget conséquent, « à la demande d'un membre du cabinet du ministre », pour des dépenses qui « ne s'inscrivent pas dans l'activité du SIRPA telle qu'elle est définie par le décret qui l'organise ». Autrement dit, au seul bénéfice du ministre. Et de citer notamment « trois sondages, commandés en 1989 et 1990, pour un coût de 430 000 francs, dont l'objet n'était aucun rapport avec la politique de défense ».

On se refusait à tout commentaire sur ces révélations, mercredi 7 août en fin de matinée, au ministère de la défense.

Le réformisme des scrutins locaux

Les projets électoraux du gouvernement sont dénoncés par la droite et le PCF

La réunion, le 5 août, à l'hôtel Maitillon, d'une dizaine de membres du gouvernement, qui ont évoqué, notamment, une possible réforme des modes de scrutin, a causé la polémique sur la modification de la loi électorale pour les élections régionales de mars 1992.

M. Jean-Michel Baylet (MRG), ministre délégué au tourisme, a déclaré, mercredi 7 août, sur Radio-Montecarlo, que « dans une démocratie, il n'y a pas à crier au scandale lorsque l'on se penche sur un mode de scrutin », mais que le changement envisagé doit « se faire avec prudence et dans le cadre d'un rassemblement le plus vaste possible, c'est-à-dire après avoir consulté tous les partis politiques ». M. Baylet s'est montré dubitatif sur les chances d'aboutir « à quelques mois de ces élections, [...] car il faut une majorité parlementaire ».

La veille, sur Antenne 2, M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'Intégration, avait défendu une éventuelle modification du dispositif, inspirée du système en vigueur pour les municipales, qui consiste en une « prime majoritaire » pour la liste arrivée en tête et permet la fusion de listes entre les deux tours de scrutin. M. Yamgnane a souligné que « pour l'équilibre des forces et pour ne pas tromper l'électeur, il est

bon que l'on annonce, désormais, les appareillages et les contrats qui se tiennent entre les partis politiques, que l'électeur sache que le PS va avec le PCF, que le RPR va avec l'UDF ou le Front national ».

M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, estime, dans le *Quotidien de Paris* du 6 août, que la « motivation socialiste » est, en fait, de « forcer la droite libérale, au soir du premier tour, à sauter au Front national, ce qu'elle ne veut pas faire », ou de permettre au PS de se maintenir dans une triangulaire où il pourrait, « tout en étant minoritaire en voix, profiter de la division de la droite et emporter la majorité des sièges ».

Le cas de figure évoqué par M. Gaudin supposerait le vote de cette éventuelle motion par le groupe communiste. *L'Humanité* du 7 août estime que la réforme électorale souhaitée par les socialistes constituerait « une atteinte grave à la démocratie ». Le quotidien du PCF souligne que la stratégie du PS a pour « corollaire la volonté de limiter la représentation du PCF et de limiter les Verts ».

pour vos vacances dans l'Etat du Soleil la FLORIDE



la meilleure location en qualité et en prix.

DOLLAR

Dollar offre des produits de la marque Chrysler et autres véhicules de qualité.

\$79* à partir de

taper 3615 go US.

les États-Unis à portée de main...

315 HP

DOLLAR

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly

Tél. : 47-48-08-19 ou 47-22-94-94.

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

9. La maison des esclaves 2

ÉTRANGER

La paix au Proche-Orient

Le président Bush se déclare « beaucoup plus optimiste » qu'il y a un mois 3

Les otages au Liban

Le Jihad islamique s'adresse à l'ONU 3

SOCIÉTÉ

Une grand-mère porte les jumeaux de sa fille

Spectaculaire affaire de procréation médicalement assistée aux États-Unis 6

Lutte contre le trafic des stupéfiants

Un projet de loi sur les livraisons surveillées de drogue 6

ARTS • SPECTACLES

Penser la Yougoslavie : l'attitude des artistes et des intellectuels dans la crise • Un entretien avec le cinéaste Alexandre Petrovic • La sélection de la semaine. 7 à 12

ÉCONOMIE

L'assurance-chômage bénéficiaire en 1990

Mais l'année 1991 devrait être excédentaire 13

La crise de l'informatique européenne

Siemens-Nixdorf supprime trois mille emplois 13

Le scandale de la BCCI

Enquête sur les responsabilités de la Banque d'Angleterre : les « banquiers rouges » de Chine touchés par l'affaire 15

Services

Abonnements 18

Annonces classées 14

Carnet 16

Marchés financiers 18

Météorologie 19

Radio-Télévision 19

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 7 août 1991

a été tiré à 454 583 exemplaires.

La rumeur du Paris-Bamako

« Plusieurs dizaines de Maliens doivent être expulsés vers Bamako à bord du vol 833, ce soir à Roissy » : la plupart des rumeurs parisiennes avaient été écartées, mardi 6 août, par des associations de défense des travailleurs immigrés. Aussi le départ du Paris-Bamako était-il placé sous la haute surveillance des caméras de télévision et de journalistes de la presse écrite. Également présentes dans l'aéroport, les associations ayant sonné l'alarme expliquent que le changement d'horaire du vol vers

le Mali leur paraissait suspect : prévu à 14 heures 30, l'embarquement avait été reporté à 19 heures. De là à soupçonner un nouveau chantage pour le Mali, après les déclarations controversées de M^{me} Cresson...

Un responsable de la police de l'air et des frontières (PAF) vient confirmer qu'un groupe de jeunes Maliens se trouvait bien à bord de l'appareil. Mais, assure le policier, il ne s'agissait que d'une colonie de vacances en route vers l'Afrique...

EN BREF

o Le FLNC « canal historique » revendique les dernières attentats en Corse. La branche « canal historique » du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) a revendiqué, mardi 6 août, les attentats à l'explosif du 8 juillet à Ajaccio et du 5 août à Corte et à Porto-Vecchio contre des bâtiments des services de l'équipement (le *Monde* du 6 août), ainsi que l'explosion d'un dépôt pétrolier à Porto-Torres, en Sardaigne, dans la nuit du 3 au 4 août. Dans son communiqué, le FLNC « canal historique » lance un « avertissement à l'Etat français, qui couvre et protège les pratiques affairistes et frauduleuses des élus ».

D'autre part, le siège du Centre national d'aménagement des exploitations agricoles (CNASEA) de Bastia (Haute-Corse) a été la cible d'une tentative d'attentat, mardi 6 août. La charge explosive placée devant le bâtiment n'a pas explosé.

o Baisse de la population pénale au 1^{er} août. - 49 500 personnes étaient incarcérées au 1^{er} août dans les prisons françaises (métropole et DOM confondus), contre 52 218 au 1^{er} juillet (le *Monde* du 5 juillet), soit une baisse de 5,21 % de la

population pénale. Parmi ces détenus, on compte 19 697 prévenus (en attente d'une première comparution en cas d'un jugement définitif) et 29 803 condamnés. Le nombre des détenus condamnés a sensiblement baissé en juillet, grâce notamment à la grâce collective accordée à l'occasion du 14 juillet par le président de la République. Elle concernait 1 200 personnes, qui ont bénéficié d'une mesure collective de libération anticipée.

o CYCLISME : l'équipe de France remporte ses vélos. - Lundi 5 août au matin, l'équipe de France de cyclisme sur piste, actuellement en stage au vélodrome de Bordeaux pour préparer les championnats du monde, a eu la surprise de constater le vol de tous ses vélos de compétition. Des vélos sans vélos, faits sur mesure, mais aussi tatoués et « fichés » à la Fédération française de cyclisme. Les voleurs se sont-ils rendus compte que leur butin, estimé à un million de francs, était invendable ? Les vélos et l'intégralité du matériel dérobé ont été retrouvés dans la nuit de mardi à mercredi 7 août à Lormont (Gironde), dans la banlieue nord de Bordeaux, au cours d'une patrouille de police.

M^{me} Sylvie Hubac est nommée médiateur du cinéma

M^{me} Sylvie Hubac, ancien conseiller technique pour la communication audiovisuelle auprès de M. Michel Rocard, vient d'être nommée médiateur du cinéma par décret du 5 août 1991 par le président de la République. Elle succède à M. Jacques Vistel, qui occupait ce poste depuis 1987. Le médiateur du cinéma veille notamment au respect de la libre concurrence dans les circuits de distribution des films.

[Née le 5 mars 1956 à Tunis, ancienne élève de l'ENA, M^{me} Sylvie Hubac est depuis 1985 maître des requêtes au Conseil d'Etat. Elle a été conseillère juridique de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle avant d'être chargée de mission auprès de M. Michel Rocard pour l'audiovisuel, puis conseillère technique.]

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, l'ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans les journées ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^{me} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT DES LIVRES

Le Monde